

PACTE DE MARRAKECH NON CONTRAIGNANT TOI-MÊME !

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

POURQUOI IL DOIT DEVENIR POPULISTE

EMMANUEL 2

1789-2019
UNE HISTOIRE DU
RESSENTIMENT

REPORTAGE
LA GRANDE PEUR
DES BEAUX QUARTIERS

FORCES DE L'ORDRE
LES MAL-AIMÉS DE
LA RÉPUBLIQUE

INSTITUTIONS
L'ILLUSION
CITOYENNE



FINKIELKRAUT ÊTRE UN INTELLECTUEL AUJOURD'HUI

ISSN 1966-6055
Belg : 6,60 € - Lux : 6,60 € - Suisse : 10,60 CHF - Canada : 12,50 CAD - Maroc : 66 MAD - Dom surface : 6,60 €

www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel n° 64 – janvier 2019

L 19516 - 64 - F. 5,90 € - RD



RETROUVEZ-NOUS AUSSI SUR CAUSEUR.FR

Chaque jour des points de vue originaux et impertinents sur l'actualité.



SUR ORDINATEUR, TABLETTE ET MOBILE



Retrouvez chaque jour de nouveaux articles accessibles gratuitement.



Profitez du confort de lecture : modifiez la police, zoomez...



Partagez les articles avec vos proches : via e-mail, Facebook, Twitter.

ET POUR LES ABONNÉS NUMÉRIQUES

Causeur en illimité

Les articles en accès libre + les articles réservés aux abonnés.

L'édition papier en avant première

Votre magazine disponible en ligne la veille de sa sortie en kiosque.

Accès aux archives

Tous les anciens magazines et articles en ligne.

Pas de publicité

Un plaisir de lecture sans publicité.

LES CONS, ÇA EXCUSE TOUT !

L'un des rares avantages dans le fait de vieillir est qu'on devient plus raisonnable – pour ne pas dire moins con. Symétriquement, l'une des grandes vertus de la jeunesse est qu'on peut proférer des énormités avec le sentiment excitant de faire trembler l'ordre établi. Que des lycéens aient sauté sur la première occasion de jouer à « Je nique la police », faisant au passage le jeu des racailles qui se glissent dans toute mobilisation, n'est ni étonnant ni pendable. Il est plus inquiétant que des adultes les encouragent dans leurs fantasmes de résistants d'opérette, rivalisant dans la bêtification compassionnelle teintée d'admiration. Comme le disait Muray¹, le jeunisme est un naufrage.

L'affaire de Mantes-la-Jolie éclate le jeudi 6 décembre, alors que, depuis plusieurs jours, des lycéens profitent de la dynamique « gilets jaunes » pour apporter leur contribution au bazar ambiant. Une vidéo montrant une scène effectivement digne d'une mauvaise série américaine circule sur internet. On y voit quelques dizaines de jeunes, agenouillés, les mains sur la tête, gardés par des policiers l'arme au poing. « Une classe bien sage », ironise l'un d'eux hors champ (j'ai honte, ça m'a fait rire).

C'est un festival de pleurnicherie, un feu d'artifice d'indignation, un flot de plaintes qui dégouline sur ces petits anges (dont certains étaient armés de battes de baseball). Des professeurs qui réclamaient hier de la fermeté flattent la juste colère de leurs élèves. À l'image de Benoît Hamon, tous les éternels jeunes de la politique française s'émeuvent bruyamment. « Indigne », « choquant », « inadmissible », « jeunesse humiliée ». Des mères racontent le traumatisme subi par leur enfant, s'inquiétant qu'il paraisse aller très bien. On convoque Pinochet et même, comme ce jeune docteur en quelque chose, sur un plateau télé, les heures les plus sombres (de si longues études pour ça). Le Défenseur des droits qui, il y a peu, recommandait que l'on s'assoie sur la présomption d'innocence des hommes accusés de crimes sexuels, ouvre une enquête, parce que la présomption d'innocence de jeunes gens qui se filment à longueur de temps a fâcheusement été bafouée par la diffusion des images. Valérie Pécresse et Ségolène Royal gardent la tête froide, la seconde affirmant drôlement que ça leur fera un souvenir. Un peu de bon sens.

Ce qu'on ne dit pas ou si peu, c'est que, depuis le début de la semaine, Mantes-la-Jolie est le théâtre d'une guérilla dans laquelle, expliquera Castaner, « des lycéens auteurs de blocages ont été rejoints par une centaine d'individus encagoulés et armés ». Dans un long article narratif « comment la jeunesse de Mantes a été mise à genoux », *Libération* cite candidement « un lycéen d'Edmond-Rostand en capuche » qui évoque une « alliance » conclue le mardi 4 : « Lundi, ça avait chauffé avec la police. Des gens de Saint-Exupéry sont venus nous voir pour demander

un coup de main. On ne voulait pas attaquer... Vous voyez, on était sur la défensive. Pourquoi ils viennent provoquer ? » C'est vrai, pourquoi les forces de l'ordre s'emploient-elles à faire respecter l'ordre ?

Poubelles et voitures incendiées, caillassages, un pavillon saccagé et des bonbonnes de gaz volées : le mercredi, le rectorat refusant de fermer Saint-Exupéry, des professeurs conseillent aux familles de garder les élèves chez eux. Le lendemain, c'est après de violentes échauffourées entre lycéens-agitateurs-casseurs et policiers que 151 jeunes, âgés de 13 à 20 ans, sont interpellés. Ce sont sans doute les moins expérimentés, donc les vrais lycéens, qui se font pincer. Et bien sûr, les mineurs sont relâchés au bout de quelques heures, suscitant des commentaires triomphaux, comme si cette issue était la preuve de leur innocence. Très vite, la posture des lycéens de Mantes devient un signe de ralliement. Cheminots, « gilets jaunes » et lycéens, tout le monde s'y met², tandis que les Raminagrobis de l'excuse évoquent avec gourmandise les rêves de vengeance des jeunes humiliés.

Ce n'est pas l'arrestation musclée qui devrait scandaliser dans cette affaire, mais la complaisance pour la violence, sauf quand elle est exercée par ceux qui en ont le droit et même le monopole. Des parents adultes diraient à leurs rejetons que leurs mésaventures font partie des risques du métier de contestataire. Leur raconter qu'ils ne devraient pas subir les conséquences de leurs actes, ce n'est ni les respecter, ni les aimer, mais les priver de l'essentiel : la conscience qu'il existe des limites à leurs désirs – ou à leurs simples appétits de consommation ou de divertissement.

Dans ce registre, le texte lu par l'écrivain Jérôme Ferrari devant un parterre de grandes plumes réuni par Mediapart vaut le détour. « *Peut-être vivons-nous dans une société si apaisée que le moindre débordement, la moindre incivilité nous apparaissent comme insupportables. Nous serions saisis d'horreur à la vue d'une poubelle en flammes. Notre délicate sensibilité nous ferait voir un émule de Pol Pot dans chaque pillleur de magasin de souvenirs. [...] Après tout, nous vivons dans une belle et grande démocratie qui garantit à chacun le droit de s'exprimer sans recourir à la violence.* » Ferrari moque notre « délicate sensibilité » aux pillages et agressions, la sienne lui fait tourner de l'œil parce que des lycéens ont été un peu bousculés. Sur le mode de l'antiphrase, il ne s'agit même pas d'excuse, mais d'apologie de la violence. Pas de sanction, pas de limite. Tu seras une victime, mon fils. Et un petit barbare. •

1. Et comme le rappelle l'excellent Lilienfeld (pages 10-11) sur un tout autre sujet.

2. Après tout, d'un point de vue policier, des manifestants qui se placent volontairement en position d'arrestation sont plus faciles à contrôler.

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Kevin Erkeletyan, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algalarrondo, Sami Biasoni, Cyril Bennasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkielkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Jean-Paul Lilienfeld, Patrick Mandon, Olivier Ranson, Frédéric Rouvillois.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Rachel Binhas, Françoise Bonardel, Gilles Casanova, Régis de Castelnaud, Jean Chauvet, Hadrien Desuin, Stéphane Edelson, Lucien Ehrard, Driss Ghali, Pierre Lamalattie, David L'Epée, Claude Martin, Frédéric de Natal, Gabrielle Perier, Charles Rojzman, Jérôme Sainte-Marie, Erwan Seznec, Emmanuel Tresmontant.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Denef

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
Presstalis

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
© Charles Platiau/AP/SIPA

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 64 – JANVIER 2019

3

L'éditorial d'Élisabeth Lévy

Les cons, ça excuse tout !

12

Berlin über alles ?

Claude Martin

16

**Pacte de Marrakech
Non contraignant toi-même !**

Régis de Castelnaud

18



**Claude Sirvent, la matraque
et le goupillon**

Propos recueillis par Gil Mihaely

EMMANUEL 2 POURQUOI IL DOIT DEVENIR POPULISTE

24

Qui va décrocher le populo ?

Élisabeth Lévy

28



**Patrice Gueniffey, 1789-2019,
une histoire de ressentiment**

Propos recueillis par Élisabeth Lévy et
Gil Mihaely

34

L'administration à la lanterne !

Erwan Seznec

42

**Issoudun, des cols blancs aux
gilets jaunes**

Daoud Boughezala

48



L'hypothèse populiste

Jérôme Sainte-Marie

50

**Prêt-à-penser,
collection d'hiver**

Gilles Casanova

53

La grande peur des bien lotis

Paulina Dalmayer

56

**La violence policière est
légitime**

Hadrien Desuin

58

Un mois de samedis

Reportage photo de Stéphane Edelson

60



**Claire O'Petit, députée LREM :
« Je comprends le ras-le-bol
des Français »**

Propos recueillis par Daoud Boughezala et
Gil Mihaely

62

Une tragédie sans tragédiens

Françoise Bonardel

**CULTURE &
HUMEURS**

68

**Être un intellectuel
aujourd'hui**

Alain Finkielkraut

72

**Tombeau pour les enfants qui
ne grandiront pas**

Élisabeth Lévy

74

**Laurent Joly :
« Vichy a livré aux nazis des
juifs qu'ils ne demandaient
pas »**

Propos recueillis par Daoud Boughezala

78

Idiss, des pogroms aux rafles

Jérôme Leroy

80

**Arc de Triomphe,
l'étoile n'est pas morte**

Pierre Lamalattie

84

**Littérature, ce n'est pas
la taille qui compte !**

Jérôme Leroy

88

**Dorothea Lange, l'Amérique
des supermen ordinaires**

Paulina Dalmayer

92

**Quand la viande fait un effet
bœuf**

Emmanuel Tresmontant

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

**Prochaine parution :
le 6 février 2019**

Saigneur de la guerre

Par Frédéric de Natal

Le Liberia n'est pas qu'une terre de footballeurs. Dans l'ombre de George Weah, Ballon d'or 1995 devenu président de ce petit État en décembre 2017, se cache un personnage des plus douteux. Moyennant l'immunité judiciaire, le chef de guerre et sénateur Prince Johnson, 66 ans, avait soutenu l'ancien joueur du PSG durant sa campagne présidentielle. Le voici aujourd'hui menacé d'être poursuivi pour crimes de guerre. Les organisations de défense des droits de l'homme rêvent en effet de voir cet ex-prêcheur évangélique enfin payer ses exactions. Qu'a-t-il donc commis de si grave ? Une vidéo tournée le 9 septembre 1990 le montre en train de torturer le président déchu Samuel Kanyon Doe. Sur ces images d'une rare violence, Prince Johnson boit tranquillement une bière dans le crâne criblé de balles de celui qu'il vient de capturer. Le corps dépecé, les oreilles, les doigts et les jambes arrachés, Doe a fini en victime expiatoire de la guerre civile libérienne, quatre ans après avoir aboli la domination raciale des Afro-Américains instituée au XIX^e siècle. Par une cruelle ironie de l'histoire, les premiers affranchis venus des États-Unis avaient réduit en esclavage leurs compatriotes autochtones. Décrétant un véritable racisme d'État, les pionniers afro-américains ont longtemps exclu des postes de commandement les différentes ethnies Krou enracinées autour de la capitale Monrovia. Cent cinquante ans plus tard, l'histoire du Liberia reste si sanglante que Prince Johnson a beau jeu de se comparer au général de Gaulle et à George



Le pasteur Prince Johnson, ancien seigneur de guerre libérien.

Washington. Le sexagénaire prétend avoir protégé son pays contre un soldat inculte et sanguinaire. On ne saurait faire meilleur autoportrait. •

L'ÉDUCATEUR DU MOIS

« C'est une catastrophe que l'Éducation nationale n'enseigne pas les différents types de jeux vidéo. »

Alain Damasio, écrivain, France Culture, « La grande table », 30 novembre 2018.

Les nazis font des petits

Par Charles Rojzman



En Allemagne, une brochure antiraciste fait polémique. Son but : détecter les enfants des crèches et jardins d'enfants sous influence nazie ou populiste de droite. S'adressant aux puériculteurs, la Fondation Amadeu Antonio, du nom d'un étudiant angolais tué par des néonazis en 1990, établit une série d'indices de radicalisation. Exemples : « *Les filles portent des robes et sont coiffées de tresses. Les garçons sont fortement sollicités à s'entraîner sur le plan physique. Garçons et filles viennent à l'école à pied, même sur de longues distances.* » Votre rejeton prend son pied en pratiquant la marche ? Il est temps de vous inquiéter. Écoutons le sermon de la directrice de cette fondation financée par des fonds publics : « *Nous assistons à une amplification des comportements humains et une augmentation significative des mouvements populistes de droite. Ce développement ne s'arrête pas devant les crèches.* » Les esprits chagrins souligneront que cette brochure est préfacée par la ministre sociale-démocrate de la Famille qui, comme la présidente de la Fondation Amadeu Antonio, officiait autrefois dans les rangs de la Stasi. Vigilantes un jour... •

Touche pas à ma pub !

Par François-Xavier Ajavon

Il y a plusieurs races de publicité à la télévision. Celle qui avance à visage découvert en de longs tunnels. Plus subliminal, le placement de produit gagne du terrain. Le principe en est simple : l'annonceur paie pour voir apparaître son produit ou sa marque dans une fiction diffusée à la télévision. Ici, le téléspectateur n'est averti de rien. Il voit simplement le héros de son feuilleton favori adopter un 4x4, ou telle héroïne de feuilleton pour ados parler longuement de tel produit cosmétique sans que cela soit toujours clairement rattaché à l'intrigue. Même si la ficelle est grosse, l'identification du téléspectateur avec ses personnages favoris joue tant et si bien sur l'inconscient qu'il lui associe les valeurs positives du produit vanté. Depuis une dizaine d'années, les chaînes de télévision françaises peuvent facturer officiellement cette prestation. TF1 a annoncé récemment pouvoir aller encore plus loin en vendant à ses annonceurs le placement de produit en postsynchronisation. Logos et produits seront désormais intégrés à la fiction par un effet numérique inséré après le tournage et le montage du téléfilm. En partenariat avec la start-up britannique Mirriad, la chaîne du groupe Bouygues propose même d'analyser le film afin de trouver les endroits où pourrait avantageusement apparaître un placement de produit. Ici, un coin de table idéal pour incruster une bouteille au gré des rediffusions. Là, un pan de mur où pourrait apparaître une affiche. Cela ouvre de bien sombres perspectives pour la fiction, dont le réalisateur se verrait définitivement dépossédé de son œuvre. *La Traversée de Paris* parrainée par Birkenstock, ça promet ! •



Des couilles dans le potage

Par David L'Épée



Cet hiver, la chaîne de distribution Migros a mis sur le marché suisse des soupes « genrées » destinées aux enfants. Pour les garçons, une soupe « Champions » avec un footballeur dessiné sur le sachet et des flocons moulés en forme de ballons. Pour les filles, une soupe « Glamour Queen » dont l'emballage met en scène une fée modèle *fashion victim* qui propose une préparation vegan en forme de petites étoiles. Quelle extrémité cisgenre n'a-t-on pas atteinte ! Les réactions outrées n'ont pas tardé à fuser face à ce sommet de la réaction patriarcale. Sur Radio Lac, la correspondante en Suisse du *Monde*, Marie Maurisse, dénonce une « distinction rétrograde » et de « tendance réactionnaire des services marketing ». Sans plus tarder, le conseiller national PS Jean Christophe Schwaab écrit au distributeur pour demander le retrait ou la transformation de ces soupes. En gros, pour les rendre moralement acceptables, il faudrait sexuellement subvertir chacun des deux modèles en ouvrant la soupe masculine aux « championnes » et le potage féminin aux « glamour kings ». Si le stéréotype traditionnel est forcément condamnable, son inversion a un petit goût de trouble dans le genre apprécié des fans de Judith Butler. Et dans cette bataille, tous les coups sont permis. Ainsi, dans le quotidien *24 Heures*, la journaliste Lucie Monnat dresse un parallèle audacieux entre les « stéréotypes patriarcaux sur les paquets de légumes lyophilisés » et la mort récente d'une pauvre femme sous les coups de son compagnon. C'est bien connu : qui commence par manger de la soupe pour footballeurs en herbe finira comme Bertrand Cantat ! •

Au charbon les Polonais !

Par Lucien Ehrard



À Katowice, ville réputée pour son ciel noir, la Pologne a accueilli la 24^e Conférence des Nations unies sur le climat (COP 24) en décembre dernier. Dans la lignée des accords de Paris sur la COP 21, 200 États ont abouti à un compromis contre le réchauffement climatique. Obtenue dans l'un des pays les plus pollués d'Europe, ce modeste consensus est loin de bouleverser la politique énergétique de la Pologne qui fait la

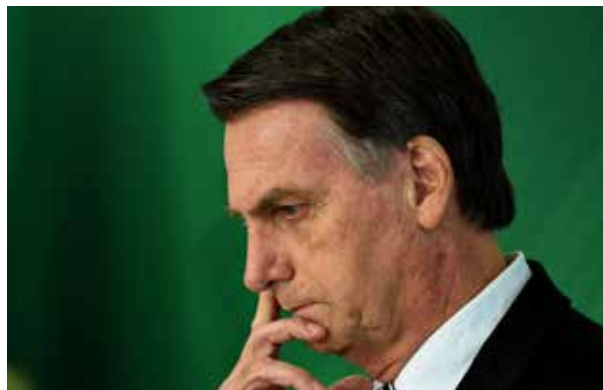
part belle aux intérêts comptables et à la géopolitique. Un parti pris que résume ainsi le président Andrzej Duda : « Si nous disposons de réserves de charbon pour deux cents ans, pourquoi nous priver de la source de notre indépendance énergétique ? » Partant, le charbon alimente 77 % des centrales électriques locales. Grâce à cette ressource bon marché, l'ex-démocratie populaire s'émancipe – un peu – du gaz russe, mais déplore chaque année près de 50 000 décès prématurés directement liés à la pollution de l'air. L'hécatombe a assez duré : d'ici 2030, Varsovie s'est engagée à abandonner le tout-charbon au profit d'un mix énergétique combinant énergies renouvelables et exploitation du gaz de schiste. Pas facile dans un pays dont le gouvernement reste très proche des syndicats de mineurs et accro à l'énergie pas chère.

Si la transition écologique s'annonce compliquée, le mouvement social français a fait naître quelques vocations à Katowice. Le 11 décembre, en pleine COP 24, des militants nationalistes ont manifesté revêtus de gilets jaunes devant le Parlement de Silésie afin de défendre l'exploitation du charbon. Quelques jeunes radicaux ont poussé l'esprit de révolte jusqu'à incendier un drapeau européen, tout en enjoignant leurs concitoyens à « lancer des pavés au gouvernement ». Houille ! •

Bolsonaro tient son Blanquer

Par Driss Ghali

Décrié sur la scène internationale, le nouveau président brésilien Jair Bolsonaro a pris ses fonctions le 1^{er} janvier. Pour couper court aux critiques, ce nationaliste dur tente de donner des gages sans renier son projet de lutte contre le gauchisme culturel. Ainsi, nommera-t-il sans doute le Brésil-Colombien Ricardo Velez Rodriguez, 75 ans, ministre de l'Éducation. Intellectuel de haut vol, formé notamment en France, à l'EHESS, ce spécialiste de Tocqueville a quitté la Colombie à la fin des années 1970 avant d'assister à la mise en coupe réglée de l'université brésilienne. Sous la dictature militaire (1964-1985), la gauche a su admirablement conquérir le pouvoir culturel alors qu'elle avait perdu la guerre politique. C'est ainsi qu'un gros tiers des Brésiliens est devenu socialiste, préparant l'arrivée aux affaires du Parti des travailleurs de Lula au début des années 2000. Aussi, Velez Rodriguez a-t-il devant lui un double défi considérable : rompre avec l'idéologisation des enseignements et enrayer la chute du niveau scolaire. Les élèves brésiliens ayant le bonnet d'âne du classement Pisa qui évalue le niveau en mathématiques (58^e sur 65 pays) et en lecture (55^e), les plus aisés déboursent entre



1 000 et 2 000 euros par mois pour scolariser leur progéniture dans des écoles privées hors de prix. La faute en incombe notamment aux professeurs du secteur public, qui se prennent pour des clercs marxistes chargés de défaire la semaine ce que le pasteur évangélique a fait le dimanche. Acquis aux *cultural studies*, la dernière session du baccalauréat local (ENEM) a atteint des sommets de grand-guignol en novembre dernier. Les candidats ont dû analyser un texte écrit en pajuba, le « dialecte des travestis », puis disserter sur le « baiser lesbien de la grand-mère ». À aucun moment, il n'est précisé que l'extrême violence qui touche gays et transgenres brésiliens est majoritairement le fait du crime organisé... •

10% des Français ne savent pas ce qu'est la Shoah...

MAIS SI TU SAIS ! LE TRUC DONT SORAL ET DIEUDO PARLENT TOUT LE TEMPS !



L'ÉTAT, C'EST NOUNOU

Par Jean-Paul Lilienfeld

**Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ?
Assurément non. Causeur a donc décidé de le faire.**



Pour finir l'année en beauté, j'ai lu une brève qui n'a l'air de rien mais pourtant résume tout.

En Hollande, un homme de 69 ans a décidé d'aller en justice pour obtenir le changement de sa date d'anniversaire du 11 mars 1949 en 11 mars 1969. « *Je me sens abusé, lésé et discriminé par mon âge, aussi bien sur le marché de l'emploi qu'en amour* », a-t-il plaidé. Hélas pour lui, début décembre, le tribunal d'Arnhem ne lui a pas accordé cette faveur.

Extraordinaire ce besoin de se sentir jeune officiellement !

Jusqu'ici, les messieurs aux tempes argentées en mal de vigueur faisaient vrombir leur décapotable en agitant leur Rolex. Ils n'avaient besoin que du bénéfice du doute, pas de la mention « Jeune et approuvé ». C'était l'initiative personnelle qui comptait. Les heures passées à se sculpter un corps trompeur. Les mois à souffrir d'un régime protéiné sans le moindre verre de bordeaux. C'était la course à la teinture qui ne virait pas au roux. À la greffe de cheveux qui passerait

pour une crinière originale.

C'était l'apprentissage méthodique d'un vocabulaire peu naturel, car pratiqué par une génération aussi inconnue d'eux qu'une tribu amazonienne. L'expression exagérément enthousiaste d'un emballement pour des groupes musicaux de boutonneux, dont les riffs leur sortaient par les trous de nez alors qu'ils prétendaient s'en régaler les oreilles. Chacun se débrouillait, s'arrangeait, tout restait officieux sans prêter à d'autres conséquences que des désillusions annoncées. Mais voilà qu'il faut de l'administratif, du solide, du tamponné !

Voilà que, puisqu'un homme qui se sent femme peut demander à changer de sexe, un homme qui se sent jeune devrait pouvoir changer d'âge. Et à lui les mensonges validés par l'État, sur Tinder et Meetic ! C'est quoi le concept ? Lorsqu'un on lui fera immanquablement remarquer qu'il fait plus que son âge, le fait de pouvoir brandir sa carte d'identité pour démontrer qu'il dit vrai lui procurera un orgasme de quadra ? Une érection sans Viagra ?

Ce serait donc maintenant à l'État de faire croire à ses concitoyens qu'ils sont éternels. De leur fournir de la jeunesse en tablette et de la séduction en perfusion. La nationalisation du mythe de Faust ? Quel miracle espèrent ces gens qui réclament aux autorités une vie plus longue ou une mort plus rapide ?

L'été dernier, une certaine Jacqueline Jencquel hantait les plateaux en expliquant qu'elle devait avoir droit à une aide pour mourir en janvier 2020. Pas parce qu'elle souffrait d'une quelconque maladie, mais parce qu'elle n'acceptait pas la dégradation physique qui accompagne inéluctablement l'âge. À 74 ans, elle ne voulait pas « *se taper des vieux qui ne bandent plus, avec un énorme bide et des seins plus gros que les siens* », alors qu'elle, ce qui l'intéresse c'est les « *mecs de votre âge à vous, disait-elle au journaliste (qui avait 28 ans), enfin entre votre âge à vous et 40 ans maximum...* » Si c'est pas une annonce passée mine de rien, ça... À mon avis, le journaliste aurait dit oui, il sauvait une vie !

Je comprends parfaitement ce que veut dire cette dame. Non seulement je respecte ses envies de chair fraîche, mais je la trouve courageuse de les exprimer là où il est de bon ton de ricaner au mot cougar. Qu'elle meure quand elle l'aura décidé, je n'y trouve rien à redire.

Seulement, que ce soit pour rajeunir ou pour ne pas vieillir, DÉMERDEZ-VOUS, messieurs dames ! Cette demande d'assistance tous azimuts est insupportable.

L'État, c'est nous (et pas « moi », comme le pense Mélenchon). Si on en est à lui demander de compenser les règles naturelles de la biologie, pourquoi ne pas exiger la reconnaissance officielle (et même le dédommagement) de l'humiliation et l'inconfort provoqués par l'énurésie tardive ? Le remboursement des teintures de tous ceux qui n'assument pas le grisonnement, tellement injuste en regard du lustre des jeunes chevelures. Bien entendu, les plaintes pour calvities précoces seront tout à fait recevables. L'État doit absolument prendre en compte la détresse du chauve injustement dégarni. Et pendant qu'on est dans le précoce, l'éjaculation du même nom sera indemnisée par une commission adéquate venant au secours des citoyens trop pressés.

La solution devrait donc toujours venir des autres ? À chaque drame son responsable, la collectivité serait coupable de chacune de nos déconvenues ? La fatalité n'existerait pas et nous ne serions comptables de rien. Ni de ce que nous faisons, ni de ce que nous ne faisons pas et encore moins de ce que nous laissons faire.

Quelle merveilleuse infantilisation du citoyen protégé par un État providence fantasmé ! Tellement pratique pour les politiques qui ont ainsi la paix. Car à prendre l'habitude de leur demander de tout résoudre à notre place, on perd celle de leur demander des comptes. C'est ainsi que les lois, les sachants et les cellules d'urgence psychologique sont devenus la panacée, l'analgésique suprême capable d'anesthésier le bon peuple.

Une barre d'immeuble vétuste doit être détruite ? Vite le préfet convoque une cellule d'aide psychologique. Un train est coincé plusieurs heures en rase campagne ? Cellule d'aide à l'arrivée. On psychiatrise la peur, la tristesse, la colère. Bientôt le deuil sera une maladie et pleurer la mort d'un proche le signe d'un dysfonctionnement. On crée une population fragile, dépendante, démunie face à l'adversité. On fabrique des victimes.

Et puis une fois qu'on a légiféré, créé une commission de lutte contre les chagrins d'amour, un comité national contre la mort et une cellule d'urgence pour que l'eau cesse de mouiller, on rentre chez soi l'esprit tranquille. On a fait « ce qu'il fallait ». Et on s'endort le 31 décembre 2018 avec la bonne conscience du devoir accompli tout au long de l'année. On fait bien quelques cauchemars. L'un dans lequel le fils d'une Hutu et d'un Tutsi devient Corneille, le chanteur à succès, après avoir vu ses parents se faire découper en rondelles. L'autre où une Simone Veil revient de déportation pour devenir une femme politique déterminante dans les avancées sociétales de son temps. Mais heureusement on se réveille le 1^{er} janvier 2019 dans le vrai monde.

Celui où des gens qui n'ont pas eu de chagrin grâce à des médicaments demandent des soins d'urgence pour déculpabiliser de ne pas avoir souffert. Et on se dit que ça va être une chouette année... •

BERLIN ÜBER ALLES ?

Par Claude Martin



La revendication allemande d'un partage du siège permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas innocente. Depuis son élection, le bougisme européen d'Emmanuel Macron agace passablement l'Allemagne, aujourd'hui tentée de faire cavalier seul avec les États-Unis.

Conseil de sécurité des Nations unies : vote sur un projet de résolution concernant l'attaque chimique de Khan Cheikhoun en Syrie, avril 2017.

Et donner (il faut se demander pourquoi) une belle gifle à la diplomatie française.

Qui n'a jamais rêvé de voir les Européens parler d'une seule voix sur la scène internationale ? Qui n'a souhaité voir l'Europe, politiquement unie, retrouver un rôle dans les affaires du monde ? La Communauté européenne était née de cette ambition : faire de l'Europe une puissance. Les Six se proposaient d'y parvenir par une démarche progressive : marché commun, union économique, union monétaire. De la convergence de leurs intérêts naîtrait, pensait-on, une commune

En demandant, il y a quelques jours, que la France renonce à son siège de membre permanent au Conseil de sécurité, au profit de l'Union européenne, le vice-chancelier allemand Olaf Scholz a remis sur la table une vieille idée, que l'on croyait définitivement rangée dans le placard des fantasmes bruxellois.

Claude Martin est Ambassadeur de France. Auteur de *La diplomatie n'est pas un dîner de gala*, L'aube, 2018.

volonté politique. Et celle-ci, en s'affirmant, imposerait et permettrait la mise en place d'une diplomatie commune.

Quelques succès ont récompensé, dans un premier temps, le choix de cette approche réaliste. Alors que les analyses et les intérêts stratégiques de ses États membres restaient très divergents (la plupart cherchant leur salut dans l'OTAN alors que la France affirmait son indépendance), la Communauté, soudée par les règles et les mécanismes d'une « politique commerciale commune », a réussi à s'imposer, du Kennedy Round à l'Uruguay Round, comme un acteur majeur des grandes négociations économiques internationales.

Derrière l'économie, c'était bien une ambition politique qui s'affirmait : l'Europe signifiait aux États-Unis, mais aussi à l'URSS, au Japon, à la Chine, comme aux pays d'Afrique et d'Amérique latine, qu'elle avait à leur égard une démarche solidaire et organisée. Un début de politique extérieure commune.

Malheureusement, tous les efforts pour aller plus loin, pour permettre à l'Europe de s'impliquer en tant qu'acteur efficace et crédible dans le règlement des crises, se sont révélés inopérants, contre-productifs, et parfois même ridicules. Et les procédures plus ou moins lourdes ou subtiles, mais toujours compliquées, par lesquelles les partisans d'une diplomatie européenne « supranationale » ont cherché et cherchent encore à imposer artificiellement aux pays de l'Union une unité de vues qui n'existe pas, qui ne peut pas exister, sur des sujets où certains ont une position nationale originale et forte, dictée par leur histoire, leur géographie, et bien sûr, la volonté de leurs peuples, n'y changeront rien et ne pourront jamais rien y changer.

On peut toujours établir des principes de « convergence » et de « discipline », créer, comme on l'a fait en application du traité de Lisbonne, un « service européen d'action extérieure », charger un « haut représentant » de porter une vague et lénifiante « position commune des Européens », sur la plupart des vrais sujets qui divisent le monde, celle-ci ne compte pas, n'impressionne personne. Et même les Européens ne la respectent pas. On se souvient de l'Allemagne, reconnaissant brusquement la Croatie, au lendemain d'une réunion de concertation où tous les ministres européens étaient convenus d'éviter un tel geste. On se souvient de la crise irakienne, dans laquelle les États membres de l'Union, après une brève tentative d'élaboration d'une position commune, se sont divisés et finalement violemment déchirés en deux camps opposés.

Il ne s'agit pas ici de juger le bien-fondé des positions prises par les uns ou les autres, mais de faire un constat : quel que soit notre désir de voir l'Europe s'affirmer sur la scène internationale, la diplomatie reste et restera longtemps l'affaire des États. Quand l'un

de ceux-ci ne peut accepter une position commune, rien, aucune règle ne pourra l'y contraindre et bien sûr pas un vote ! Qui peut imaginer un seul instant, pour prendre encore une fois l'exemple de l'Irak, que la France ou l'Allemagne auraient pu être contraintes par un vote majoritaire à se joindre à une guerre dans laquelle elles ne voulaient pas s'engager ?

Mais si l'on exclut le vote, il faut bien se résigner à une incontournable fatalité : il est et sera encore pendant longtemps impossible pour l'Union d'avoir, sur de nombreux sujets, une position commune, une vraie position « européenne », allant au-delà de ces « déclarations communes » vides, insipides, ou réduites à un minuscule commun dénominateur qu'elle publie de temps à autre pour masquer son embarras et son impuissance.

Est-ce pour lui donner la possibilité d'étaler cette impuissance qu'on voudrait lui donner un siège permanent au Conseil de sécurité ? Sur les 4/5^e des problèmes et des crises dont le Conseil est saisi, il n'y a pas de position commune de l'Union. L'Europe serait tout simplement muette. Et la voix de la France se serait tue, puisque notre pays se serait effacé pour lui céder la place. Alors que l'autre puissance européenne présente, le Royaume-Uni, garderait bien sûr un siège, un statut, un rôle qu'elle ne songe pas un instant à abandonner...

Arrêtons-nous un instant sur cette remarque. La Grande-Bretagne est européenne. Il est heureux que grâce à sa présence à nos côtés, l'Union ait pu bénéficier jusqu'ici à New York de deux voix permanentes et fortes dans les débats et les prises de décision concernant le maintien de la paix dans le monde. Ces deux voix ont souvent du mal à s'accorder, mais quand c'est le cas, elles donnent à l'Europe une visibilité et une autorité bien supérieures à celles qui émanent des fameuses « positions communes » de l'Union. Tout simplement parce que nous sommes capables, à Paris et à Londres, de décider vite et de parler clairement et sans longues délibérations, face à des crises qui nous interpellent dans l'urgence, et de mobiliser pour les affronter des moyens d'intervention et d'influence complets, jusque et y compris l'arme nucléaire. Depuis l'origine des Nations unies, il existe un lien évident entre le statut de membre permanent du Conseil de sécurité et la possession de cette arme. Personne n' imagine, et les Allemands moins que quiconque, que l'Union puisse jamais se doter d'une force de dissuasion de cette nature. C'est donc à nous, États membres naturellement privilégiés, qu'il appartient d'agir pour le bien commun, en faisant tout, d'une part, pour que le Royaume-Uni ne quitte pas notre famille, et s'il doit nous quitter, pour que ce divorce n'hypothèque pas la solidarité stratégique que nous devons développer avec lui. →

Cela ne nous empêchera pas de faire tout, en même temps, pour que l'Allemagne, puissance mondiale, accède elle aussi au Conseil de sécurité. Elle vient d'y être élue, pour deux ans. Ce n'est bien sûr pas assez. La France, depuis des années, s'emploie à New York à promouvoir une réforme de la Charte qui lui donnerait ce qu'elle attend et mérite d'obtenir : un vrai siège permanent. En attendant, nous veillons à l'associer déjà étroitement, comme si elle en était membre, aux travaux du « club » des cinq « Grands ». Sur bien des sujets, la concertation entre les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, et la Chine, ce qu'on appelle le « P5 », s'est élargie à l'Allemagne, elle est devenue un « P6 » et Berlin y joue tout son rôle et pèse d'un grand poids, par exemple pour tout ce qui concerne la négociation avec l'Iran.

Le vice-chancelier allemand ne peut ignorer les efforts que nous faisons ainsi, ensemble, pour faire reconnaître à l'Allemagne un statut de grande puissance dans les enceintes onusiennes. Alors, pourquoi ces déclarations intempestives ? S'est-il impatienté de la lenteur des résultats ? De leurs limites ? Il est douteux, c'est vrai, que nous puissions aller beaucoup plus loin que le point où nous en sommes aujourd'hui. Jamais, à vision humaine, nous n'obtiendrons une révision de la Charte, qui permettrait de modifier la composition du Conseil. L'Allemagne n'a donc que peu de chances d'y obtenir un jour un siège permanent. Mais l'Union européenne n'en a pas davantage. Et M. Scholz le sait bien.

Alors, pourquoi a-t-il lancé cette idée, qui sonne surtout comme une attaque contre la France ? L'appel qu'il lance à notre pays pour que celui-ci montre une « vraie volonté européenne » en renonçant à son siège au profit de l'Union n'est-il pas tout simplement une réplique, et une forme de vengeance, à l'égard d'un partenaire qui cherche un peu trop, depuis quelque temps, à en remonter à l'Allemagne en matière d'esprit européen ?

On n'apprécie pas du tout à Berlin qu'Emmanuel Macron cherche depuis son élection à se présenter, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe, comme le nouvel « homme fort » de l'Union, qu'il spéculé sur les difficultés d'une chancellerie « affaiblie » et d'une Allemagne « en crise ». On n'aime guère, malgré tout le bien qu'on en dit officiellement, son style dynamique, son imagination bouillonnante, son langage philosophique compliqué. Et l'on aime encore moins ses « plans de relance », cette « initiative pour une défense européenne », qui se développerait en dehors des institutions établies ; et surtout cette idée étrange d'un « budget et d'un parlement de la zone euro », derrière laquelle se cache aux yeux de nos voisins une nouvelle et pernicieuse tentative pour assouplir les règles de la discipline budgétaire et permettre la mutualisation des dettes. Depuis un an, derrière

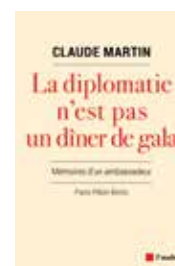
les déclarations vagues (comme à Meseberg) et les sourires convenus, on s'emploie du côté allemand à raboter tout cela, et le dernier Conseil européen a bien résumé ce que l'on pense à Berlin : il faut réfléchir, étudier, étudier encore, sans hâte, et dans le respect des cadres établis.

M. Scholz, qui est d'abord ministre des Finances, est particulièrement énervé par les idées nouvelles de Paris en matière de budget. Il va partout disant que ce qu'il attend d'abord de la France, c'est qu'elle « tienne ses engagements ». Qu'elle rétablisse l'équilibre de ses comptes, qui recommencent à glisser. Il ne sera pas en ce domaine, tempête-t-il, plus compréhensif à l'égard de notre pays que son prédécesseur, le dogmatique Wolfgang Schäuble. À ceux qui lui rappellent son appartenance au SPD, plus souple en la matière, il répète : « *Je ne suis pas un ministre social-démocrate, je suis un ministre allemand.* »

Le malheur pour lui est qu'au moment où il rappelle ainsi ses partenaires à la discipline collective sur le plan budgétaire, l'Allemagne paraît prête à s'en affranchir sur le plan commercial. Les menaces proférées par Donald Trump contre l'industrie allemande, en particulier l'automobile, ont produit leur effet. On négocie entre Washington et Berlin, clandestinement et directement. Le président de la Commission est allé brusquement, pendant l'été, sous pression allemande, signer avec l'administration américaine une « trêve », un accord dont les partenaires ont bien du mal à disséquer le contenu. Pour l'Allemagne, l'armistice a été signé, il n'est pas question de reprendre les hostilités.

Dans ce contexte, la mise en place d'une taxe européenne sur les GAFA, promise depuis longtemps, que l'opinion réclame, et que la France pousse vigoureusement, doit être reportée. Lors de ses dernières rencontres avec M. Scholz, son homologue français, Bruno Le Maire, s'est permis d'insister, de critiquer. L'Allemagne ne serait-elle pas en train de faire passer son intérêt national avant celui de l'Europe ? Était-elle consciente qu'elle allait porter à celle-ci un très mauvais coup, sur un sujet où l'Union joue clairement sa crédibilité ? Le ministre allemand n'a pas apprécié la leçon. Et il a fini, à court d'arguments, par renvoyer à son interlocuteur cette remarque incongrue sur le jeu national de la France au Conseil de sécurité.

Cela n'avait rien à voir. Mais venant de notre plus proche partenaire européen, cela fait toujours un peu mal. Une sorte de coup de pied de l'âne. •



La diplomatie n'est pas un dîner de gala, L'aube, 2018.

«Dans un petit essai nostalgique, Thomas Morales plaide en faveur d'une espèce en voie de disparition : l'automobile.»
Etienne Campion, Le Figaro Magazine

LE FIGARO
magazine

«Morales a du style, une sorte de Jim Clark avec un zeste de Roger Nimier ou le contraire»
Bernard Morlino / www.blogmorlino.com

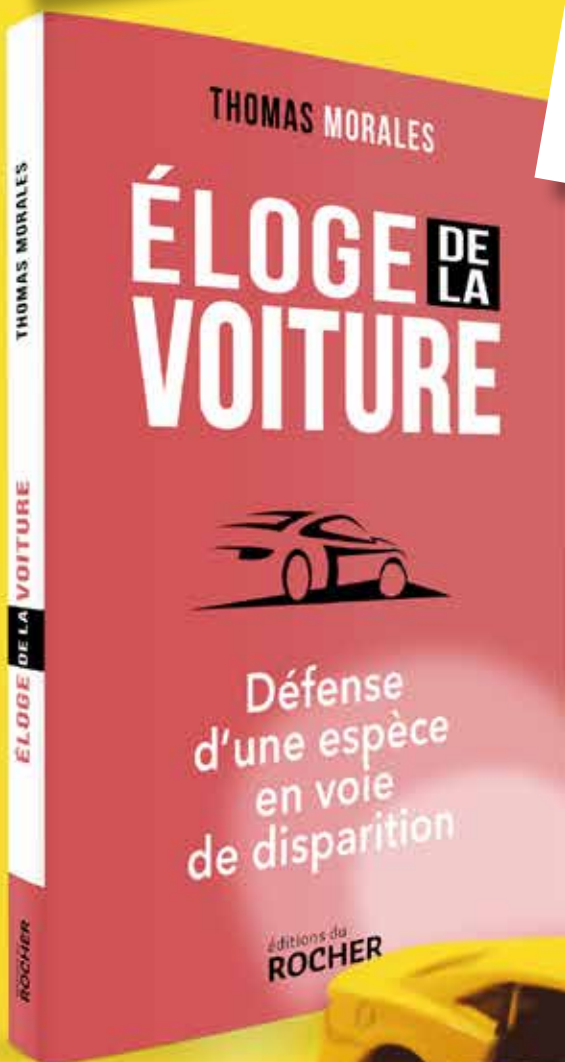
Thomas Morales récidive avec
un vibrant Éloge de l'automobile.
Christian Authier, L'opinion indépendante

L'Opinion
INDEPENDANTE

Thomas Morales célèbre le plaisir
«hidalgogiquement» incorrect que lui
procure cet esthétique véhicule.
Valeurs actuelles

VALEURS
ACTUELLES

Un livre un peu nostalgique mais qui se
veut le témoignage sincère et documenté
d'un véritable amoureux de l'automobile.
Alexandre Lazerges, GQ



éditions du
ROCHER

PACTE DE MARRAKECH NON CONTRAIGNANT TOI-MÊME !

Par Régis de Castelnaud

Le 10 décembre, 150 États dont la France ont signé le pacte de Marrakech sur les migrations. Théoriquement non contraignant, ce document onusien qui fait de la migration un droit de l'homme et pénalise toute critique de l'immigration pourrait bien peser sur le droit français. Car nos juges constitutionnels et administratifs sont friands d'acrobaties juridiques pour créer des normes en faisant fi de la démocratie.

De très vives polémiques se sont déroulées en Europe à propos d'un texte émanant de l'ONU. Nommé « pacte de Marrakech », parce qu'il devait faire l'objet d'une signature solennelle le 10 décembre dans la ville marocaine, le document n'avait fait l'objet d'aucune communication préalable permettant de vraiment s'en faire une idée.

Et comme c'était prévisible, en plein mouvement des « gilets jaunes », cette initiative destinée à présenter les processus migratoires massifs comme souhaitables a provoqué une levée de boucliers. Une partie de la presse et les réseaux s'en sont donné à cœur joie, et les protestations ont fait rage sur les ronds-points.

Six pays de l'UE ont préféré se retirer : l'Autriche, la République tchèque, la Hongrie, la Lettonie, la Pologne et la Slovaquie. Les accusations habituelles de populisme, de xénophobie, voire pire, ont fusé pour condamner cette abstention et qualifier ceux qui s'opposent à ce

texte. Sa lecture fastidieuse est pourtant édifiante au regard des objectifs qu'il affiche. Comme l'affirment ses promoteurs, le document propose une lecture positive des migrations, qui permettraient un enrichissement mutuel des pays et des populations. Et tant pis si ce n'est manifestement pas l'opinion des peuples des pays d'accueil.

Pour tenter d'éteindre l'incendie, les bien-pensants ont brandi un argument à leurs yeux imparable : celui du caractère juridiquement non contraignant du pacte pour les pays signataires. C'est simplement une plaisanterie.

Le pacte de Marrakech est l'aboutissement d'un processus ouvert par la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants du 19 décembre 2016, votée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations unies. En dehors des défaillances précitées, il a bien été approuvé lundi 10 décembre 2018 à Marrakech (Maroc), devant les représentants d'environ 150 pays réunis en conférence intergouvernementale.

Prenant acte des migrations comme conséquence heureuse de la mondialisation, au travers d'une liste de 23 « *objectifs pour des migrations sûres, ordonnées et régulières* », il propose finalement de faire du droit à la migration un droit de l'homme, et souhaite enclencher un processus devant déboucher sur la disparition des citoyennetés nationales au profit d'une citoyenneté mondiale. Or, sur l'ensemble de la planète, les peuples se cabrent contre cette évolution dont ils ne veulent pas. Et font de la question migratoire une question politique majeure de la vie démocratique. La France n'y échappe évidemment pas, résultats électoraux et études d'opinion montrant que le peuple français perçoit de plus en plus les vagues migratoires comme une menace.

L'argument principal avancé par les défenseurs de ce texte consiste donc à expliquer qu'il s'agit d'une pétition de principe sans aucune valeur normative obligatoire. Voyons pourquoi ce n'est pas recevable.

Certes, le pacte n'est pas un traité ou une convention. Il n'a donc pas vocation à entrer directement dans l'ordre juridique national, comme ont pu le faire les traités européens ou la Convention européenne des droits de l'homme. Dans ce cas, pourquoi vouloir à tout prix signer un vœu pieux ? Eh bien, tout simplement, parce que ce n'est pas le cas. Parmi les 23 objectifs que les signataires s'engagent à mettre en œuvre, les deux tiers pourraient donner lieu très rapidement en France à des évolutions juridiques qui les rendraient obligatoires, en particulier avec l'Assemblée nationale issue des élections de 2017, qui a toutes les caractéristiques d'une chambre d'enregistrement caporalisée. Examinons l'objectif numéro 6 : « *Favoriser des pratiques de recrutement justes et éthiques et assurer les conditions d'un travail décent.* » Doit-il permettre d'instaurer une préférence à l'embauche des migrants, avec des quotas, comme c'est déjà le cas, et à juste titre, pour des travailleurs handicapés ? L'Assemblée nationale actuelle en est tout à fait capable. Dans un pays où il y a 6 millions de chômeurs et 9 millions de pauvres, on imagine l'acceptabilité sociale d'une telle mesure et les troubles qu'elle pourrait entraîner. L'objectif 17 ensuite invite à « *éliminer toutes les formes de discrimination et encourager un débat public fondé sur l'analyse des faits afin de faire évoluer la manière dont les migrations sont perçues.* » C'est clairement un appel à une propagande publique en faveur d'une orientation politique dont les couches populaires ne veulent pas. Et à une répression des positions divergentes. Que des tribunaux zélés ne manqueraient pas d'appliquer.

En effet, même si le phénomène est peu connu, l'ordre juridique national est désormais à la merci d'un pouvoir judiciaire devenu particulièrement actif. Notre pays est doté de pas moins de quatre cours suprêmes. Toutes, outrepassant leur rôle, s'autorisent à imposer des interprétations maximalistes du droit tout en délivrant des cours de morale intempestifs – qui vont généralement à l'encontre de ce qui est souhaité et décidé par le peuple. Nous avons le Conseil constitutionnel, la Cour de cassation, le Conseil d'État, sans oublier la Cour des comptes. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que nos magistrats n'ont pas froid aux yeux quand il s'agit de tordre le droit et d'oublier qu'ils statuent au nom du peuple français. La haute fonction publique judiciaire n'a plus besoin pour complaire au pouvoir politique de recevoir des ordres. Pour des raisons politiques, idéologiques et sociologiques, elle s'est auto-instituée en source de droit supérieure à celles de la loi. Elle fera de



Discours d'Angela Merkel à la Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations, Marrakech, 10 décembre 2018.

même avec le pacte de Marrakech.

Prenons, par exemple, l'annulation par le Conseil constitutionnel de la loi réprimant l'aide aux migrants clandestins par les passeurs de la nouvelle traite humaine. L'astuce cette fois-ci a consisté à intégrer au « bloc de constitutionnalité » le terme « fraternité », issu de la devise de la République, et à lui donner une valeur constitutionnelle ! On voit mal le Conseil s'abstenir d'acrobaties du même genre quand il s'agira de faire plaisir aux belles âmes immigrationnistes. Le Conseil d'État, pour sa part, a largement montré, tant dans ses rapports que ses arrêts, son zèle en faveur de l'immigration irrégulière. Quant à la Cour de cassation, elle pourra continuer à étendre à l'infini la répression de la « discrimination », comme elle le fait déjà depuis quelques années grâce à son interprétation de l'article 225-1 du Code pénal.

Le texte du pacte se révélera ainsi une source d'inspiration invoquée à tout propos dans des décisions qui s'inscriront immédiatement dans l'ordre juridique.

Le fonctionnement du dispositif de production normative en France est devenu aujourd'hui le moyen d'imposer un droit qui n'est plus national, et encore moins issu de l'expression souveraine du peuple français. Nous en avons pris l'habitude avec le droit européen. L'utilisation du pacte de Marrakech en sera une nouvelle illustration. Un droit supranational étroitement articulé avec un système économique, celui de la mondialisation néolibérale, va une fois de plus peser sur notre ordre juridique interne. Donc sur notre destin collectif. •



Claude Sirvent.

CLAUDE SIRVENT

LA MATRAQUE ET LE GOUPILLON

Propos recueillis par Gil Mihaely

Après trente ans de service dans la police nationale, Claude Sirvent a embrassé la vocation de prêtre. Aujourd'hui aumônier de la police, il raconte les mutations d'un métier qu'il a vu passer des commissariats de papa aux banlieues islamisées. Entre-temps, la peur a changé de camp.

Causeur. Claude Sirvent, la crise des « gilets jaunes » vous place dans une situation très particulière. Vous êtes prêtre d'une paroisse du sud de la France, mais aussi l'aumônier national de la communauté chrétienne des policiers de France. De quel côté des barricades penchez-vous ?

Il n'y a pas deux côtés ! Les policiers sont des « gilets jaunes » de cœur, ils connaissent les fins de mois difficiles, la dureté de la vie et le manque de reconnaissance. Ils savent faire la différence entre un « gilet jaune » aux revendications légitimes et le casseur dont le seul but est de faire mal, voire de tuer. Reste qu'ils ont fini l'année usés par ces insupportables samedis de guérilla urbaine. Ils espèrent un dénouement rapide et durable de cette crise. Quant à mes paroissiens de Draguignan, ce sont des petites gens, issus des couches populaires. Ma paroisse compte aussi de nombreux militaires, dont des hauts gradés, notamment dans l'artillerie. Certains parmi eux ont été durement touchés par le dysfonctionnement du logiciel de paie Louvois, qui a mis leurs familles dans la difficulté.

Avez-vous parlé avec des « gilets jaunes » ?

J'en ai croisé quotidiennement. Ils étaient environ une centaine, regroupés à l'entrée du péage de l'autoroute. J'ai parlé avec eux, j'ai entendu leur souffrance, leur

mal-être profond qui s'exprime par un cri : « Ça suffit ! » En tant que prêtre, je suis non seulement en empathie avec eux, mais aussi particulièrement sensible au fait qu'étant là, jour et nuit, ils ont fait communauté. Le carrefour qu'ils occupent est devenu une sorte d'église : on y partage la parole, mais également le pain et le vin. Ils osent croire en une vie meilleure. J'espère que cette communion, cette nouvelle sociabilité perdurera, car c'est peut-être ce qui nous manque le plus.

Avant de devenir aumônier des policiers, vous étiez vous-même officier de la police nationale. Comment êtes-vous entré dans la carrière ?

Après des études de droit et une éducation quelque peu bourgeoise sur la Côte d'Azur, puis mon service militaire, je suis entré à l'école des inspecteurs de police de Cannes-Écluse, en Seine-et-Marne, en 1982. J'en suis sorti en septembre 1983 et j'ai intégré immédiatement la préfecture de police de Paris pour y exercer différentes fonctions dans plusieurs services de la police judiciaire.

Quel profil avaient les policiers de la préfecture de police de Paris au début des années 1980 ?

La police était un corps très masculin et viril – les femmes commençaient à peine à arriver. Nos patrons – on appelait ainsi les commissaires – étaient de véritables messieurs qui avaient le cuir tanné, façonné par le vécu, mais dotés d'une grande culture. On n'entrait pas dans le bureau d'un commissaire divisionnaire comme aujourd'hui. C'était un vrai rituel. On frappait et on attendait que le patron nous dise d'entrer. Et on avait en face de nous un homme dans toute sa splendeur et son rayonnement de chef de service. C'était des Lino Ventura – en un mot des « hommes ». On fumait énormément dans les commissariats, il y régnait une sacrée ambiance ! Il y avait le culte de la transmission du savoir-faire et de la beauté du métier. En même temps, dans ce monde viril, il fallait faire ses preuves, montrer qu'on était un homme. Notre langage n'était pas toujours policé, il était même parfois brutal, →

mais on était solidaires les uns des autres. Sans tomber dans la caricature cinématographique, c'était musclé. La baffe pouvait partir. Mais tout cela était limité, contraint et raisonné. Et à la fin de la journée de travail, on avait l'habitude de se rassembler entre hommes, autour d'un verre. On faisait corps.

L'une des plaintes récurrentes des policiers ces dernières années, c'est l'obsession des chiffres qu'il faut atteindre pour contenter la hiérarchie. L'avez-vous subie ?

Non, on n'était pas du tout dans cette culture-là. Nos patrons étaient près du terrain. J'ai vécu mes premières années de policier comme si je me trouvais au sein d'une véritable famille. Quand une bande de délinquants dépouillait les gens dans le métro, le commissaire, qui en avait un peu ras-le-bol de subir la pression du maire, venait nous voir comme un patron un peu paternaliste et nous disait : « Je ne veux plus en entendre parler ! Mettez-y les moyens, allez dans le métro et résolvez-moi ça ! » On se donnait à fond et j'ai appris qu'on ne peut pas résoudre des affaires avec angélisme.

Avez-vous vu venir le problème religieux ? L'islamisation de l'islam ?

Je n'ai jamais entendu parler ni de religion ni de communautés, et encore moins de fait religieux, avant les années 1990. D'ailleurs, à l'époque, on ne disait pas « musulmans », mais « Arabes ». Moi qui étais déjà pétri de ma vocation de prêtre, j'ai pu vivre ma foi dans la discrétion. Mais en même temps, le christianisme était encore la religion ambiante et sa primauté n'était pas contestée.

À quel moment la police a-t-elle changé de culture ?

La première grande bascule a eu lieu durant la première guerre du Golfe, en 1990-91. J'étais à Marseille. Au début de la guerre, on me mute à l'Évêché – l'hôtel de police de Marseille – pour donner un coup de main aux groupes qui s'occupaient de l'immigration clandestine. Il y avait de nombreuses interpellations, et il fallait traiter avec rapidité ces procédures d'étrangers en situation irrégulière. Cela a marqué la première grande fracture.

Pourquoi ?

Marseille comptait déjà beaucoup de Comoriens et de Maghrébins, très effrayés par le climat créé par la guerre. J'ai alors pris conscience que quelque chose se jouait au Moyen-Orient : la France intervenait aux côtés des Américains pour anéantir l'Irak et mettre fin au règne de Saddam Hussein, ce qui bouleversa beaucoup de musulmans. Au même moment, la police entrait dans la culture du chiffre et subissait une profonde mutation intérieure. À partir de 1995, on éteint le corps des inspecteurs et on devient des lieutenants, capitaines, commandants, avec une nouvelle formation et des responsabilités nouvelles.

Au cours des années 1990, la police change aussi d'aspect...

Absolument. L'uniforme devient la règle et la tenue civile l'exception. À ma sortie de Cannes-Écluse, on était une armada d'inspecteurs en civil avec des vêtements appropriés pour aller dans les cités. En 1995, nous avons vécu une forme de militarisation de l'institution avec notamment l'apparition progressive des combinaisons, des bottes et des accessoires des commandos. La police s'est adaptée à la dangerosité des cités.

C'est aussi le moment où la guerre civile algérienne fait irruption en France...

Fin 1994, lors de la prise d'otages de l'avion d'Air France, je suis encore à Marseille. On ne comprend pas encore bien ce qui se joue. Mais sur le terrain, on commence à voir monter des phénomènes inédits. Il ne s'agit pas encore de foulards, de barbes et de hallal partout, ni d'un ramadan intrusif et visible. Mais on sent une crainte, une peur.

À quel moment cette peur se diffuse-t-elle dans les sociétés occidentales ?

Après le 11 septembre 2001. On passe, en quelque sorte, de l'Arabe au musulman. Dans les cités, on commence à traiter des affaires d'apologie du terrorisme – des jeunes qui écrivent « Vive Ben Laden » sur leur tee-shirt. J'assiste à la montée en notoriété de Tariq Ramadan qui vient faire une conférence à Fontenay-sous-Bois. Du jour au lendemain, des jeunes d'origine maghrébine régulièrement en garde à vue se mettent à porter la barbe, des robes de prière et à fréquenter les mosquées. On sent qu'ils basculent dans l'obscurantisme anti-occidental et l'islamisme radical s'installe dans les cités. On voit arriver les premiers imams clandestins dans les cages d'escalier. Nous entamons alors une coopération de plus en plus étroite avec nos collègues de la Direction de la surveillance du territoire (DST).

L'atmosphère dans les commissariats a-t-elle alors changé ?

Oui, notamment grâce à l'arrivée de collègues de culture et de religion musulmane dans les commissariats. Le mot d'ordre, empreint d'intelligence politique, était alors d'ouvrir la police aux réalités multiculturelles de la France. Jusqu'alors, la grande majorité des policiers étaient des baptisés catholiques. Sont arrivés de jeunes policiers qu'on appelle les adjoints de sécurité – recrutés dans les cités. Ces Français d'origine musulmane sont devenus gardiens de la paix et lieutenants de police. Ils nous ont beaucoup appris. En somme, une forme de multiculturalisme s'est installée dans la police, mais au service de la patrie, de la France, de la loi et de l'intérêt général.

Mais c'est au même moment que la politique du chiffre s'est installée dans les commissariats.

Ah oui, on passe au *management*... C'est l'époque Sarkozy. Pour faire du chiffre, on va chercher le shiteux

et l'immigré clandestin – il suffit d'ailleurs d'aller à la gare et de procéder à quelques contrôles d'identité – et on met aussi en garde à vue les voleurs à l'étalage quel que soit le montant du vol. Les chiffres sont bons et le chef de service est heureux... pas nous. On rouspète, mais on obéit. Ça nous prend du temps puisque nous sommes déjà, à l'époque, à l'ère de la complexité de la procédure pénale, avec l'entrée des avocats, des examens médicaux, des comptes rendus aux magistrats. L'efficacité du véritable travail de policier s'en ressent.

Sur le plan des moyens matériels, la situation de la police s'est-elle aussi détériorée ?

On a toujours été dans la débrouille et dans le manque de moyens. J'ai toujours travaillé dans des bâtiments pourris. Je revois les voitures de la BAC dans les années 2000, avec 200 000 km au compteur. Et, quand les véhicules neufs arrivent dans les commissariats, c'est d'abord le chef de service qui s'en sert parce que ça fait bien, puis il donne son véhicule à la BAC...

Le suicide de Maggy Biskupsy au mois de novembre a rappelé le malaise des forces de l'ordre. Observe-t-on un accroissement du nombre de suicides ?

Ce phénomène a pris de l'ampleur depuis une grosse décennie, alors que plusieurs tendances de fond convergent. Il faut s'imaginer le travail d'un commissariat : la violence du matin au soir, un manque d'effectifs et de matériel, on se parle parfois brutalement entre nous parce qu'il faut faire vite... Une pression de la hiérarchie pour avoir des performances chiffrées et l'informatique qui permet un contrôle de plus en plus détaillé. Le droit devient de plus en plus complexe... La sociabilité d'antan n'existe presque plus. De jeunes gardiens de la paix venus de province sont affectés en banlieue avec des petits salaires, des fins de mois difficiles. De plus en plus souvent, des collègues craquent.

Qu'est-ce qui a fait déborder le vase ?

La violence de la société. Il faut s'imaginer un jeune qui vient par exemple de Tarbes, qui a envie d'être policier, et qui arrive dans le 93. Il a un choc, sa vie bascule, il ne peut pas s'imaginer ce qu'il va voir et ce qu'il va vivre ! Dans les années 1990, quand vous entriez dans une cité à Marseille, vous pouviez y aller à trois ou quatre faire une perquisition. Aujourd'hui, c'est impensable : il faut appeler des renforts conséquents. Pour faire une perquisition à Montreuil, il faut solliciter l'aide du service régional parce qu'on ne peut plus y aller la « fleur au fusil ». On ne fait plus autorité puisque blesser un policier est devenu banal. On est confronté à la violence d'une humanité souffrante et disloquée.

Les jeunes policiers des années 2000-2010 sont-ils moins solides que vous ne l'étiez, vous et vos collègues, dans les années 1980 ?

On ne peut comprendre l'évolution policière en la détachant de l'évolution de la société. Quand j'arrive de ma



Le commissaire Verjeat (Lino Ventura) et l'inspecteur Lefèvre (Patrick Dewaere) dans *Adieu poulet*, de Pierre Granier-Deferre, 1975.

ville de petit bourgeois provençal, j'ai une base familiale et scolaire solide. Alors que ma famille était à Toulon, on m'a envoyé faire mon service militaire à Lorient. J'ai ainsi appris à me détacher de ma famille, à vivre avec des collègues, à vivre la mixité sociale. Tout cela bâtit un homme solide capable d'affronter la dure réalité de la vie. Maintenant, tout cela est terminé.

Sans trahir le secret de la confession, que racontent les policiers qui se confient à vous ?

Leur souffrance au travail. Ils se sentent abandonnés et mal compris de leur hiérarchie, mais aussi de la justice. Ils ne comprennent pas que les décisions de justice ne suivent pas. Les officiers expriment les mêmes doléances : un besoin d'être reconnu aussi bien matériellement, financièrement, que publiquement... L'affaire Théo a fait énormément de mal. La visite du président Hollande à son chevet a été un choc. Les policiers ont eu le sentiment d'être abandonnés et ils ne l'oublient pas. Il faut « sacrifier » le métier de policier. Le corps d'un policier est sacré.

Malgré tout, conseilleriez-vous à un jeune de s'engager dans la police ?

Bien sûr. Il faut y aller malgré les difficultés. C'est une très belle institution et une école de la vie au service d'un pays que nous aimons. Récemment, j'ai concélébré la messe devant un parterre de policiers dont la grande majorité ne sont pas pratiquants, peut être même pas croyants. J'étais si fier de les voir dans une véritable communion. Si on a les compétences intellectuelles, physiques, et du cœur, je conseille de devenir policier pour faire bouger les lignes et garder l'espérance et l'espoir. Il ne faut jamais baisser les bras. •

EMMANUEL 2

POURQUOI IL DOIT DEVENIR POPULISTE

18

Qui va décrocher le populo ?

Élisabeth Lévy

42

Issoudun, des cols blancs aux gilets jaunes

Daoud Boughezala

56

La violence policière est légitime

Hadrien Desuin

28

Patrice Gueniffey, 1789-2019, une histoire de ressentiment

Propos recueillis par Élisabeth Lévy et Gil Mihaely

48

L'hypothèse populiste

Jérôme Sainte-Marie

58

Un mois de samedis

Reportage photo de Stéphane Edelson

34

L'administration à la lanterne !

Erwan Seznec

50

Prêt-à-penser, collection d'hiver

Gilles Casanova

60

Claire O'Petit, députée LREM « Je comprends le ras-le-bol des Français »

Propos recueillis par Daoud Boughezala et Gil Mihaely

53

La grande peur des bien lotis

Paulina Dalmayer

62

Une tragédie sans tragédiens

Françoise Bonardel

Elestia sollit ut ute volupta sperfer ectur?

Diorem quo vollor ad qui doloria nem la nat pelitio





Cinquième samedi de manifestation des « gilets jaunes » à Paris,
15 décembre 2018.

QUI VA DÉCROCHER LE POPULO ?

Par Elisabeth Lévy

L'idée d'un référendum d'initiative citoyenne, et d'une démocratie renouvée par la participation, est quasi unanimement saluée comme une issue à la crise des « gilets jaunes ». Mais plutôt que de céder à l'illusion citoyenne, le président devrait prendre le tournant populiste qu'il a esquissé le 10 décembre. Saura-t-il rompre avec le fanatisme progressiste des classes dirigeantes pour réintégrer tous ceux qui n'ont pas voté pour lui ?

Rendre le gouvernement au peuple : qui pourrait s'opposer à une si belle ambition ? Après des semaines d'un affrontement houleux, mouvant et souvent violent, entre un pouvoir désemparé et des « gilets jaunes » très remontés, le miracle a eu lieu. Alors que, jusqu'au début de décembre, le mouvement sommait l'exécutif de satisfaire des revendications sur lesquelles il était incapable de s'accorder et communiait dans le refus de propositions qu'il refusait d'écouter, du haut en bas de l'échelle sociale, des palais de la République aux bistrotts, sans oublier les salles de rédaction, on s'est passionné pour le nouveau hochet politique appelé RIC (référendum d'initiative citoyenne, comme nul ne peut plus l'ignorer) et, plus généralement, pour tout ce qui pourrait édifier une démocratie renouvée par l'activisme citoyen. En vérité, ces éléments de langage du

mélenchonisme sont arrivés au moment où, comme l'a bien observé Zemmour, « les *“gilets jaunes”* se sont fait piquer leur mouvement par *La France insoumise* ».

L'enthousiasme pour une tendance qui a l'avantage de réconcilier le populisme avec la modernité n'est guère surprenant. Quoi de plus moderne, en effet, qu'une démocratie horizontale calquée sur le fonctionnement des réseaux sociaux et satisfaisant le narcissisme égalitaire de Français tous plus ou moins faciles à convaincre que, s'ils étaient au pouvoir, ils feraient mieux ? L'autre promesse sortie du chapeau présidentiel pour calmer la grogne de nos belles provinces, l'organisation d'un grand débat national réactivant les cahiers de doléances autrefois adressés au roi, s'inscrit dans la même veine participative et citoyenne que chacun feint soudain de révéler, la parole du peuple étant aujourd'hui aussi sanctifiée qu'elle était hier méprisée. De sorte que personne n'a osé dire tout haut ce qu'il pensait tout bas, à savoir que ce grand happening sous houlette municipale avait toutes les chances de dériver au fil des semaines en festival des intérêts particuliers où chacun défendra sa grande cause ou son bout de gras, voire en réunion de copropriétaires où ce sont souvent les pires enqueteurs qui prennent le pouvoir. Quand on voit à quel point il est difficile d'organiser, sur un plateau de télévision, une discussion sereine entre six personnes, on peut craindre que le grand débat national permette surtout de discréditer la colère, pourtant légitime, de nombreux Français qui voient que, depuis des années, on gouverne non seulement sans eux, mais souvent contre eux. Et voilà qu'on prétend maintenant les consulter à tout bout de champ. Il y a un loup.

On dira que nous ne sommes jamais contents. Depuis des années, nous enrageons que les médias et les gouvernants n'écourent pas les demandes et les inquiétudes de la France invisible – quand ils ne leur opposent pas le mépris bien-séant des esprits ouverts pour les →

ploucs à l'esprit étroit. Avons-nous assez tempêté, par ailleurs, contre l'insulte au suffrage universel faite après le « non » au référendum de 2005 ? Aussi, il ne s'agit nullement de récuser l'usage du référendum, qui peut notamment permettre au chef de l'État de refonder sa légitimité ou de consulter le peuple français sur les grandes orientations politiques, voire sur d'éventuels changements de cap, sans passer par les truchements médiatiques ou partisans. En revanche, l'idée selon laquelle le peuple pourrait écrire les lois, commander les armées, voire, dans la version mélenchoniste du référendum citoyen, révoquer ses dirigeants, en somme être directement aux manettes, est soit une entourloupe, soit une promesse de terreur.

Prétendre que la nation doit se refonder dans un référendum de tous les jours, c'est avouer qu'elle n'a plus d'horizon commun à proposer.

Face aux très légères réticences exprimées par le Premier ministre, rappelant dans son entretien aux *Échos* que « *le référendum peut être un bon instrument dans une démocratie, mais pas sur n'importe quel sujet ni dans n'importe quelles conditions* », les souverainistes ont eu beau jeu de ricaner de ce pouvoir qui a peur de l'intelligence collective des Français. Sauf que, s'il y avait un moyen facile de transformer une foule d'individus en un être raisonnable défendant le bien commun, on n'aurait pas inventé la démocratie représentative. Accessoirement, le réjouissant feuilleton que nous a offert la mise en musique des décisions présidentielles rappelle que le pouvoir moderne, qui s'exerce déjà sous le regard panoptique et permanent des médias, vit en outre sous la double contrainte de la raison technocratique et de la sophistication technologique. La phrase qu'un président de la République ou un ministre entend le plus, dit-on, est : « *Ça ne va pas être possible.* » Il n'y a pas de bouton sur lequel appuyer pour augmenter les smicards ou réduire l'impôt sur la CSG pour les petites retraites. Bref, l'intendance ne suit plus. Dans ces conditions, faire croire aux gens qu'ils seront impliqués dans les décisions les concernant, c'est se payer leur tête. Dans une collectivité, qu'il s'agisse d'un parti, d'une entreprise ou d'un journal, ce n'est jamais le comité central (ou la conférence de rédaction) qui prend les décisions, mais le Politburo, voire son émanation la plus restreinte.

Et pourtant, c'est juré, désormais, « *tout viendra du terrain* » – qui, lui ne ment pas. La promesse d'horizontalité faite aux laissés-pour-compte qui exigent d'être pris en compte témoigne d'une erreur de diagnostic, elle-même révélatrice d'une étrange amnésie collective. Il y a dix-huit mois, au début du quinquennat Macron, il

n'était question que de verticalité restaurée et d'autorité retrouvée. Il y a quelques semaines encore, après l'incident de Créteil où un élève avait menacé un professeur avec un pistolet (factice), le pays réclamait plus de fermeté contre les auteurs de ce qu'on appelle poliment les « incivilités ». Face aux petits voyous, aux apprentis terroristes ou aux casseurs, c'est la loi qui protège les faibles. Les sans-grade aiment l'ordre. On a du mal à croire qu'en quelques mois, ils aient troqué cette aspiration fondamentale contre la passion de la codécision.

En réalité, le reportage de Daoud Boughezala à Issoudun (pages 42-47) en témoigne, ce que les peuples, profondément, reprochent à leurs gouvernants depuis trente ans, ce n'est pas leur excès d'autorité, mais leur impuissance. Et leur incapacité à inventer une politique de la mondialisation qui ne se traduise pas mécaniquement par le sacrifice des classes moyennes. L'État est partout, mais pour tourmenter, ponctionner et appliquer à l'aveugle des règles impossibles à maîtriser pour le commun des mortels (et pour nombre de fonctionnaires) – il faut lire sur ce point l'édifiant reportage en Absurdie d'Erwan Seznec (pages 34-41). Mais quand il s'agit de protéger, il admet qu'il ne peut pas tout, comme l'avait dit Jospin, ce qui veut dire qu'il ne peut pas grand-chose. Vos usines ferment, vous devenez un étranger dans votre ville, votre langue s'appauvrit ? Tant pis, vous serine l'État depuis des années, vous devez non seulement vous adapter au changement, mais aussi proclamer que vous l'aimez. L'exercice du pouvoir se résume alors à surfer sur la vague.

Si l'autorité des gouvernants est aujourd'hui contestée, ce n'est pas dans son principe même, mais parce qu'elle n'est plus légitime. Et elle n'est plus légitime parce qu'elle n'exprime plus un intérêt général transcendant les intérêts des lobbys, coteries, communautés et autres aristocraties qui composent et expriment les différentes palettes de la diversité française. L'une des origines du mal se trouve sans doute dans les institutions. Gil Mihaely observe (page 33) que celles de la V^e République (dévoyées de surcroît par le quinquennat) sont devenues incapables d'assurer leur mission essentielle qui est de fabriquer de la légitimité. Dépourvu de toute pertinence idéologique depuis des lustres, le partage entre la droite et la gauche, pérennisé par le scrutin majoritaire et renforcé par la bienséance médiatique, a privé de représentation une partie du peuple français, dont on a pu dire sans honte qu'elle devait être isolée par un cordon sanitaire électoral. Emmanuel Macron a-t-il besoin d'une usine à gaz participative pour savoir que ces pestiférés entendent ne plus l'être – et introduire en conséquence une bonne dose de proportionnelle dans le mode de scrutin ? Prétendre que la nation doit se refonder dans un référendum de tous les jours, pour paraphraser Renan, c'est avouer qu'elle n'a plus d'horizon commun à proposer.

Faut-il une IV^e République, une VI^e ou une V^e bis ? On

ne prétendra pas trancher ici ces savants débats. Au-delà de l'architecture institutionnelle, ou plutôt dans son soubassement, il y a le pacte égalitaire noué il y a des siècles entre le pouvoir royal et le peuple contre les féodalités, que Patrice Gueniffey analyse brillamment (pages 28-35). Réactivé en 1789, fanatisé en 1793, ce pacte a été rompu dans les années 1980, quand les gouvernants pactisaient avec les nouvelles féodalités transnationales contre le peuple, et plus précisément contre le peuple, sans doute avec la sincère ambition de faire son bien malgré lui. Philippe Cohen l'avait analysé dans son prémonitoire *Protéger ou Disparaître* (Gallimard, 1999), depuis Chirac – en fait depuis Mitterrand II –, tous nos chefs d'État ont été élus sur un mensonge : tandis qu'ils juraient de défendre le peuple français, ils promettaient à leurs véritables maîtres – marchés, Commission européenne, technocratie et élites mondialisées au sens large – de conduire ces Gaulois réfractaires vers le nirvana de la réforme pour tous. Sans doute croyaient-ils vraiment que la fin (heureuse) de l'histoire était au bout de la route. D'ailleurs, ce serait peut-être le cas, si nous étions les êtres de raison et d'économie que fantasment sans le savoir une bonne partie de nos élites, accrochées au triste mantra du pouvoir d'achat ou du niveau de vie, registre sémantique révélateur du rétrécissement de nos existences évaluées à la seule aune du revenu ou de la capacité de consommer.

Le problème n'est pas que le président nous parle mal, nous vexe ou nous fasse de peine, nous n'avons pas besoin d'un père ou d'un copain à l'Élysée. La focalisation sur ces microquestions de forme témoigne plutôt de l'infantilisation générale d'une société où chacun passe son temps à vérifier que personne ne regarde son nombril de travers et, plus encore, à s'assurer que l'assiette de son voisin n'est pas mieux garnie que la sienne (réflexe témoignant d'une conception très enfantine de la justice).

Dans son adresse à la nation du 10 décembre, Emmanuel Macron a déclaré que rien ne serait plus comme avant. L'enjeu crucial du changement n'est pas de donner l'illusion qu'on met en place le gouvernement par le peuple. Le gouvernement pour le peuple, ce ne serait déjà pas mal. Si, comme le montre le politologue Jérôme Sainte-Marie (pages 48-49), le mouvement des gilets jaunes est la nouvelle expression d'un populisme à la française, peut-être « le moment populiste », pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Alain de Benoist, est-il venu. Cela pourrait être la chance d'Emmanuel Macron de devenir un président pour le peuple. Ce qui, au passage, ne signifie pas non plus distribuer des augmentations à tout-va, mais c'est une autre histoire.

Le tournant populiste de Macron, vous rêvez la nuit ! De prime abord, le président semble bien le plus mal placé pour renouer le pacte avec le peuple, lui qui est l'incarnation, certains pensent l'otage, des nouvelles noblesses de l'argent et du savoir. En effet, il serait absurde et injuste d'affirmer que nos élites n'ont plus rien de méri-

tocratiques : le problème n'est pas d'où elles viennent, mais où elles vont. On ne saurait décréter d'emblée qu'Emmanuel Macron est incapable de s'affranchir de ceux qui l'ont porté au pouvoir – et de son milieu de premiers de la classe – pour répondre aux attentes de ceux qui l'ont élu.

Le chef de l'État a évoqué « *les modes de vie qui créent des barrières* » et « *la laïcité bousculée* », une façon polie de parler de l'islam radical, preuve que, contrairement à ses thuriféraires qui allaient de média en média répétant triomphalement que les « gilets jaunes » se fichaient des questions identitaires, il a entendu, ou entendu parler de ce qui se disait sur les ronds-points quand les caméras n'y étaient pas. Au-delà des très réels problèmes de fins de mois, il a probablement compris que, pour conquérir la confiance des Français qui ne l'ont pas choisi au premier tour, il doit rompre avec le fanatisme progressiste des classes dirigeantes. Une aussi haute mission pourrait convenir à une âme aussi exaltée que la sienne. C'était un peu le sens du récit popularisé par l'Élysée début décembre, opposant un Premier ministre juppéisé, accroché à ses vérités technocratiques, à un Macron à l'écoute, jurant qu'il ressentait « *comme juste, à bien des égards* », la colère des Français. Le président élu en promettant plus d'Europe n'a-t-il pas conclu son propos, le 10 décembre, en affirmant : « *Notre seule bataille, c'est pour la France* » ?

On aimerait croire qu'Emmanuel Macron peut inventer un populisme d'élite susceptible de réconcilier la France avec l'avenir sans exiger pour cela qu'elle rompe avec son passé. On a promptement commencé à déchanter. Le 10 décembre, le président a souhaité que nous abordions tous ensemble les questions essentielles à la nation, au rang desquelles figuraient notre « *identité profonde* » et « *l'immigration* ». Ce dernier thème avait donc, au départ, été inscrit à l'ordre du jour du grand débat national. Il a suffi des habituelles érucations de la gauche, mais aussi, à en croire *Le Figaro*, « *un lobbying intense des députés Bisounours* » de LREM pour le faire disparaître. Une tendance dénoncée par la députée macroniste plutôt atypique Claire O'Petit (pages 60-61). Après Jean-Luc Mélenchon exprimant sa « *tristesse* », et Benoît Hamon estimant que ce choix était dicté par des « *calculs à visée électorale* », le socialiste Olivier Faure a osé, dans l'hémicycle : « *Puisque les riches ne doivent pas être inquiétés derrière leur bouclier fiscal, alors vous leur offrez comme boucs émissaires les Français d'origine étrangère. Il y a quelque chose de rassuré dans cette façon de faire de la politique.* » Il y a surtout quelque chose de glaçant dans cet entêtement de représentants du peuple à expliquer doctement qu'il n'est pas question de parler de ce qui l'intéresse. Alors qu'il n'est même pas question d'un enjeu réel, le recul du pouvoir devant trois jappements incline à penser que le gouvernement pour le peuple n'est pas pour demain. Marine Le Pen, qui a d'ailleurs fait un sans-faute dans cette crise, n'a pas trop de souci à se faire. •

PATRICE GUENIFFEY

1789-2019, UNE HISTOIRE DE RESSENTIMENT

Propos recueillis par
Elisabeth Lévy et Gil Mihaely



Patrice Gueniffey.

Pour l'historien spécialiste de la Révolution Patrice Gueniffey, il existe un pacte égalitaire multiséculaire entre le peuple français et ses dirigeants. En y renonçant, nos gouvernants ont aggravé le ressentiment populaire et se sont émancipés de la France.

Causeur : Les historiens ne cessent d'égrener les différences entre l'agitation révolutionnaire de 1789 et la mobilisation des « gilets jaunes ». D'accord, ce n'est pas du tout la même chose. Mais en termes d'imaginaire collectif, il y a une forte résonance. Et on ne peut pas ne pas rapprocher le ressentiment affiché contre les riches de l'esprit sans-culottes. Finalement, ne serions-nous pas un peu en 1789 ?

Patrice Gueniffey. Je ne le pense pas, même si quelques ressemblances sautent aux yeux. Comme en 1789, la crise naît d'un problème fiscal, mais sur fond de malaise général, raison pour laquelle un grand nombre de revendications, de plus en plus éloignées des questions initialement posées, se sont exprimées. En 1789, la cause profonde de la crise du système politique était son incapacité à trouver des solutions au problème de la banqueroute financière de l'État. Pour qu'une situation devienne révolutionnaire, il faut la conjonction de plusieurs facteurs : une cause immédiate (la crise économique et financière insoluble), des réformes qu'on ne parvient pas à mener et des institutions qui ne fonctionnent plus, le composant essentiel étant une crise de la légitimité politique.

Pardon, mais tous les ingrédients que vous citez sont là, à ceci près que la crise financière n'est peut-être pas insoluble.

En réalité, du point de vue de la légitimité, notre situation est sans doute plus grave. En 1789, le pouvoir royal n'était pas considéré comme illégitime, si bien que tout le monde attendait encore la solution du roi. D'où le recours aux États généraux. Aujourd'hui, la crise est plus profonde. La grande différence, c'est qu'on ne voit guère d'alternatives au système qui est dénoncé. À la veille de la Révolution, il existait un discours alternatif articulé et même plusieurs projets circulaient.

Était-il question de république ?

Non. Au début, cette option est extrêmement minoritaire. Robespierre reste royaliste trois ans après 1789 ! Il existe de tout petits groupes, comme celui de Condorcet, qui ne sont pas du tout issus du peuple, et défendent l'avènement d'une république. D'autres, au sein du club des Cordeliers, seront les fers de lance de la critique de la représentation. Mais en 1789, tout cela est très minoritaire.

En somme, il y a aujourd'hui une sorte d'aspiration révolutionnaire, mais aucun projet révolutionnaire disponible ?

Pour qu'il y ait un projet révolutionnaire, il faut croire à l'avenir, à la possibilité de changer les choses. Le mouvement des « gilets jaunes » illustre au contraire la croyance très répandue et profondément ancrée, aggravée par le catastrophisme écologiste, dans l'absence d'avenir, dans le fait que demain, s'il y a un demain, sera pire qu'aujourd'hui. C'est un mouvement sans perspectives, sinon le « Vivre décemment de notre travail », qui renvoie à un passé proche mais englouti. On prête aujourd'hui aux « gilets jaunes » des revendications politiques, mais elles ont été greffées sur le mouvement, de l'extérieur.

Une autre différence, peut-être la plus importante, est qu'à la fin du XVIII^e siècle, il n'y a ni médias de masse, ni internet, ni réseaux sociaux...

En effet, la circulation de l'information n'était pas instantanée et globale comme aujourd'hui. Et contrairement à nos présidents, le roi ne s'adressait pas à ses sujets. La nécessité de la communication n'existait pas. Cela se faisait par écrit, les gens avaient connaissance des discours par les journaux avec des jours, parfois des semaines de retard. Aujourd'hui, Emmanuel Macron doit, en même temps, apparaître dans une position jupitérienne et descendre au niveau de ses administrés, des gens qu'au fond de lui-même il considère comme des enfants insupportables et ignorants. Et cela, il ne s'y attendait pas. Il croyait présider la V^e République, alors que nous en sommes sortis depuis un moment déjà.

Ce n'est pas complètement faux que nous sommes un peu puérils quand nous pleurnichons ou que nous faisons les vexés parce que le président nous parle mal. Ou encore, que nous demandons qu'il nous aime.

Il y a du vrai. C'est ce que pensait le républicain Michelet lorsqu'il voyait les Français passer de Louis XVI à Robespierre et de celui-ci aux deux Napoléon. Selon lui, c'était là le signe d'une immaturité politique qu'on ne retrouvait pas en Angleterre, le point de comparaison obligé à l'époque. Pourtant, la France est alors une démocratie, pas l'Angleterre, quoiqu'elle ait réussi à le faire croire. Mais il est vrai que les Français sont toujours en attente d'un →

salvateur ou d'un homme providentiel qui les tirera de l'ornière. Le libéralisme n'a pas plongé de racines dans le sol français, l'État administrateur, assurantiel, instituteur, protecteur, oui.

Un autre fil rouge de notre histoire est la force du ressentiment social. On voit ces jours-ci se manifester une haine des riches, qui va au-delà de la critique sociale et politique. Est-ce spécifiquement français ?

C'est en tout cas ce qui nous fait penser à la Révolution. Ce ressentiment a d'abord été dirigé contre les nobles et les privilèges de naissance, puis à partir de 1793, s'y mêlent ressentiment social et méfiance envers toutes les autorités politiques. Prenons l'exemple de Paris après le 14 juillet 1789. Dès que la municipalité traditionnelle – constituée de marchands – laisse la place à de nouveaux représentants, un mouvement réclame la démocratie directe, conteste les représentants, et monte jusqu'à l'Assemblée en réclamant le mandat impératif. C'est un phénomène récurrent qui tient à l'égalitarisme profond de la société française. On le retrouvera en 1848 et lors de la Commune tant notre pays rejette toute inégalité, même quand elle sanctionne le mérite. Nous sommes pour la méritocratie, du moins tant que notre voisin n'en devient pas le bénéficiaire.

Todd appelle cet affect la « passion française pour l'égalité » et il y voit un élément très positif, qui distingue la France de sociétés plus hiérarchisées. Pourquoi y voyez-vous un danger ?

L'égalitarisme est un obstacle, y compris à la méritocratie. Si l'égalité des chances est conçue comme l'égalité des résultats, il n'y a plus de méritocratie puisqu'il n'y a plus de récompense des efforts. De plus, il est impossible d'imaginer une solution politique qui satisfasse une demande aussi radicale d'égalité. On vient de le voir, les concessions faites par Macron avec la générosité de celui qui n'a pas les moyens de les payer ne satisfont personne.

D'accord, l'égalité radicale n'est ni souhaitable ni possible. Il n'en est pas moins vrai que, depuis quelques décennies, les inégalités se sont creusées d'une façon insoutenable – et qui n'a pas grand-chose à voir avec la méritocratie.

Depuis vingt ou trente ans, les inégalités croissent en effet de manière continue. La chute du communisme a permis au capitalisme de s'ébattre en toute liberté et de jeter aux orties une vertu d'emprunt, qui tenait seulement à la peur de la révolution. La profonde crise sociale dont témoigne le mouvement des « gilets jaunes » n'est pas seulement française, elle touche tous les pays qu'on disait jadis « industrialisés ». Dans notre cas particulier, l'égalitarisme est d'autant plus fort qu'il a une très longue histoire, depuis le pacte conclu

au Moyen Âge entre la couronne et les communes, contre les féodaux.

Quand ce contrat social égalitaire a-t-il été scellé ?

Il date du moment où la monarchie s'affirme – XII^e-XIII^e siècles –, lorsque la féodalité commence à reculer. Toute l'histoire de la monarchie a été marquée par de nombreuses révoltes contre un pouvoir étatique souvent faible. La Révolution a donné un nouvel élan à ce sentiment en proclamant que « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux* ». On a vite oublié la suite de la phrase : « *en droits* », devant la loi. Dès lors, la démocratie nourrit une quête d'égalité qui ne peut être satisfaite. C'est pourquoi nos élites déplorent souvent que les Français ne soient pas anglais : outre-Manche, comme on ignore ce que pourraient bien être les prétendus « droits » du prétendu « homme », on n'a pas ce problème. On regrette en effet parfois de ne pas être anglais, il s'agit d'une doctrine tellement absurde.

Mais aujourd'hui, on a le sentiment que le monarque pactise avec la noblesse plutôt qu'avec le peuple ?

C'est toute la différence avec 1789. Outre le désenchantement vis-à-vis de l'avenir, il s'agit d'une révolte contre la collusion des élites. Les médias ont soigneusement occulté le thème central de la contestation : l'idéologie européenne qui appauvrit les peuples et détruit les emplois au nom d'une entité – l'Europe – qui n'a jamais existé, n'existe pas et ne peut exister : l'Europe, les « Européens », sont des fictions.

Pourquoi le triomphe de la bourgeoisie, aux XIX^e et XX^e siècles, n'a-t-il pas fait disparaître ce refus de toute inégalité, même justifiée par le mérite ?

La bourgeoisie est révolutionnaire par nature, puisqu'elle n'a pas de position inscrite à la naissance. C'est la classe de la transformation permanente de la société. Elle tend à renverser toutes les barrières qui contrarient ce qu'on appelait au XVIII^e siècle le « commerce » et qu'on appelle aujourd'hui la « globalisation ». La bourgeoisie a toujours été plus révolutionnaire que le prolétariat, par nature profondément conservateur. Elle lutte pour transformer le monde, mais pas pour y introduire plus d'égalité. Elle nourrit ainsi une promesse sans jamais la satisfaire, ou le moins possible.

Mais il y avait au moins un sentiment de responsabilité de cette classe à l'égard du reste de la société...

Ce sentiment s'articulait à un modèle d'économie paternaliste dont Michelin a été le prototype : tout était Michelin, le gymnase, la piscine, les associations pour les vieux ou pour les jeunes. Et chez Michelin, on ne virait pas quelqu'un parce qu'il était handicapé ou parce qu'il avait été malade, on le gardait. C'est le monde du début du XX^e siècle que décrit André

Thirion avec beaucoup de nostalgie dans ses souvenirs, *Révolutionnaires sans révolution* : le patron était certes le bourgeois, mais aussi le bienfaiteur, l'assurance-maladie. Cette bourgeoisie-là a disparu avec le monde dans lequel elle s'était épanouie.

Si on vous comprend bien, la crise est plus grave qu'en 1789, parce qu'il n'y a pas d'ailleurs, de monde meilleur, en vue ?

Je ne sais pas si la situation actuelle est plus grave, mais sa gravité particulière tient à ce que le système politique et tout ce qui permettait d'encadrer les luttes sociales dans les années précédentes a disparu. Si, en 1968, il n'y avait pas eu le PCF, ça aurait pu mal tourner ! Aujourd'hui, la situation est délicate, car il n'y a pas de revendications claires ni d'organisation. Les partis, les syndicats, le Parlement sont inaudibles et comme tétanisés. Les « gilets jaunes » ne reconnaissent personne comme leur interprète autorisé, pas même issu de leurs rangs.

Peut-on imaginer des gens promener des têtes de banquiers au bout d'une pique ?

Des banquiers, je ne crois pas, mais *d'un* banquier,

peut-être, et il faut le déplorer, car c'est bien la tête de Macron que voulaient les « gilets jaunes » qui, ne sachant trop où aller, n'avaient que l'Élysée en ligne de mire. C'est la rançon de la décomposition de notre régime présidentiel-parlementaire. Tout ce qui faisait écran entre les citoyens et le chef de l'État a disparu, s'est effondré. C'est désormais un face-à-face, qui tend à la personnalisation et à la radicalisation de l'affrontement et qui témoigne de la résurgence de sentiments ou de passions – la haine – que l'on n'avait pas vues se manifester depuis longtemps. François Hollande était méprisé, pas haï.

Les « gilets jaunes » témoignent du fait que le clivage Paris/province se joue aujourd'hui à fronts renversés. La Révolution française a été essentiellement parisienne. Aujourd'hui, ce sont les provinces qui se soulèvent et Paris qui incarne l'ordre établi.

À l'époque, la France, c'est Paris. Le reste ne compte pas vraiment, ou si peu. Ce qui se passe à Marseille ou Bordeaux n'a pas d'influence sur la vie politique du royaume. Et cette situation a prévalu jusqu'à hier. Mai 68, c'est encore Paris, pas Nantes ou Lyon, même



Un « gilet jaune » à Dole (département du Jura), 17 novembre 2018.

si autre chose avait déjà changé : la quasi-disparition de la paysannerie depuis les années 1950. Le mouvement actuel témoigne des mutations de la société française, et d'abord de l'extraordinaire transformation de Paris, hier ville populaire et dangereuse (voir Louis Chevallier), aujourd'hui ville de bobos-mollusques. La révolte des « gilets jaunes » n'est pas celle des banlieues où vivent les immigrés, ce n'est pas une jacquerie paysanne, c'est celle de citadins chassés des centres-villes ou vivant dans de petites villes désertées par l'État dont je viens de rappeler l'importance dans l'histoire française.

Autre motif de colère, les « gilets jaunes » sentent confusément que les États ont perdu la main face aux gros contribuables... tout comme en 1789 !

Depuis la chute du mur de Berlin, les États ont globalement perdu la main sur l'économie. 1789 avait commencé par une levée de boucliers des privilégiés (la noblesse), qui ne voulaient pas payer l'impôt. Les contribuables, c'est-à-dire le tiers état, ne voulaient pas que leurs impôts augmentent. Aujourd'hui, le problème est inverse : ce ne sont pas les bénéficiaires de la suppression de l'ISF qui vont se révolter. Mais au-delà de la question fiscale s'exprime un malaise plus profond, une forme d'insécurité culturelle au sens large.

Le fond de l'affaire ne tient-il pas au fait qu'une partie des Français ne se sentent plus représentés politiquement ?

Ils ne le sont plus. Les deux partis aujourd'hui majoritaires n'ont pas vocation à gouverner – et ne le souhaitent pas –, quant à ce qui reste de la classe politique d'avant 2017, elle apparaît fictivement divisée (gauche/droite), mais réellement unie, partageant la même idéologie et soutenant les mêmes politiques dictées par les contraintes européennes : ramener le déficit sous la barre des 3 %, « sauver la planète » en faisant payer la facture aux contribuables et importer une main-d'œuvre à bas coût qui tire l'ensemble du système vers le bas, les classes moyennes, jadis choyées, étant condamnées à la paupérisation par ce processus. Les « gilets jaunes » ne gagneront pas, bien sûr. Ils ont déjà perdu. Ils sont l'expression de la fin de la classe moyenne. Christophe Guilly a tout compris.

Notre belle République une et indivisible est-elle construite sur du sable ?

Non, elle a existé, mais uniquement quand l'État était fort ! Les Français n'arrivent pas à exister en tant que peuple par eux-mêmes. Il leur faut un ciment. Or, plus la société est inégalitaire, diversifiée, hétérogène, plus sa cohésion est difficile et requiert un pouvoir politique efficace. En définitive, nous n'avons jamais rompu avec la monarchie, avec la figure du « roi de justice ». C'est elle que nous cherchons en permanence.

Vous rejoignez Todd qui dit que la France

a inventé la centralisation administrative pour équilibrer sa diversité anthropologique. Résultat, nous comptons 36 000 communes, mais pas de « communities » au sens anglo-saxon. Notre pays doit-il aller plus loin dans la décentralisation ?

Non, ce serait contraire à notre ADN. La loi de décentralisation votée sous Mitterrand n'était pas une bonne idée. Cela a abouti à l'anarchie administrative. Désormais, on a des régions qui ne correspondent plus à rien d'organique. Le problème réside dans la faiblesse de l'État associée à la décomposition de la société rongée par les intérêts particuliers, les divisions confessionnelles et les lobbies de toutes sortes, des homosexuels aux fabricants d'éoliennes. Comment ressouder et faire du national, du commun, à partir d'intérêts complètement éclatés ? La France rassemble plusieurs pays en un. C'est pourquoi nous avons besoin d'un tuteur, d'une colonne vertébrale, et c'est l'État qui la fournissait depuis, au moins, Louis XI... La crise de l'État-nation débouche sur la désagrégation sociale.

Vu la façon dont nous nous tournons sans cesse vers le monarque et vers l'État, cela n'est pas près de changer.

Pourquoi cela devrait-il changer ? Le problème n'est pas qu'il y a trop d'État, mais que cet État est devenu une coquille vide, puisqu'il n'est plus souverain. Bien sûr, des changements devraient intervenir : recréer des corps intermédiaires, rendre la fonction politique de nouveau attractive, par exemple en abrogeant les lois anti-cumul des mandats qui ont coupé tous les liens entre électeurs et élus, rendre de l'influence au Parlement, (en revenant à l'esprit de la V^e), assurer une représentation à ceux qui ne sont pas représentés, même s'ils réunissent des millions de suffrages, revoir le principe du quinquennat. Sans oublier l'essentiel : faire rentrer les juges dans leurs tribunaux, à commencer par ceux du Conseil constitutionnel et de la Cour de cassation. Ce n'est pas le travail qui manque, comme vous voyez.

Que reprochez-vous aux gouvernants d'aujourd'hui ? Louis XVI était-il meilleur ?

Il était en tout cas, même pas très bien, au service de la France. Je ne suis pas certain que ce soit le cas de ceux d'aujourd'hui.

Avons-nous un espoir de nous délivrer de cette impuissance ?

Les historiens savent que l'avenir garde jalousement ses secrets. Personne ne sait ce qui peut se passer dans un contexte aussi instable. Mais les historiens savent aussi que la solution prend souvent une forme inattendue. François Mauriac disait qu'on pouvait résumer très simplement l'histoire de France : « À tel moment, y a-t-il eu, ou non, quelqu'un ? » Jusqu'ici, il y a toujours eu « quelqu'un ». Souhaitons que ce soit une nouvelle fois le cas. •

PAS DE TAXATION SANS REPRÉSENTATION !

Par Gil Mihaely

Si le consentement à la politique fiscale du gouvernement est en crise, c'est que nos institutions créent structurellement un déficit de légitimité politique. Qu'un parti minoritaire obtienne seul les pleins pouvoirs n'est plus acceptable. La V^e République doit devenir une véritable démocratie parlementaire.

De l'essence à l'essentiel, les « gilets jaunes » ont repris le message des colons américains de Boston en décembre 1773 : « *No taxation without representation* » (« Pas d'impôts sans représentation »). Au-delà de sa dimension strictement économique, le mouvement a posé l'éternelle et fondamentale question, celle à laquelle n'importe quel régime doit faire face : le consentement à la politique fiscale du gouvernement. Si cet enjeu mine la société française depuis des décennies, c'est parce que la V^e République crée structurellement un déficit de légitimité.

On le sait bien, le ver est dans le fruit dès l'origine. Dans des circonstances exceptionnelles (la crise algérienne), un homme non moins exceptionnel (le général de Gaulle) choisit de sacrifier la représentativité à l'efficacité – sa légitimité personnelle assurant celle du pouvoir. Légende noire de la IV^e République aidant, les Français ont accepté un système politique où un candidat minoritaire au premier tour des élections présidentielles obtient les quasi pleins pouvoirs s'il remporte le troisième tour que sont les législatives. Ainsi, choisi au premier tour par 24,01 % des votants, Emmanuel Macron a ensuite été préféré par 66,1 % d'entre eux comme un moindre mal face à Marine Le Pen, avant d'obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale (49,12 % des voix, 350 sièges sur 577), parce que « c'est

la logique des institutions de la V^e » et que « les Français sont conséquents ». Or, Macron – comme tous ses prédécesseurs – a interprété cette mécanique comme une adhésion pure et simple à son projet du premier tour, tout simplement parce que aucun contre-pouvoir ne le contraint à faire autrement, c'est-à-dire négocier son projet de gouvernement de façon à ce qu'il reflète mieux les rapports des forces réels dans le pays.

Pourtant, ces rapports de pouvoir, le président les redécouvre un peu plus tard. Quand il met en œuvre son programme, ceux qui n'ont pas voté pour lui au premier tour et dont les souhaits ont été ignorés se rappellent à son bon souvenir. Et puisque l'Assemblée est acquise à l'Élysée, elle ne peut remplir son rôle principal : traduire en lois et en budget les rapports de forces politiques dans la société, autrement dit négocier des compromis. Et voilà pourquoi votre fille est muette – et pourquoi un pays aussi politisé que la France ne sait pas faire de politique, laissant le malheureux élu élyséen à la merci de la rue et des syndicats.

Certains croyaient que, faute de pouvoir peser au Parlement, l'opposition était incarnée par les partenaires sociaux. Incarnation à l'état presque pur de la colère et de la défiance populaires, les « gilets jaunes » ont balayé cette illusion. Rejetant, avec la V^e République, l'idée même de la représentation, les « gilets jaunes » succombent aux chimères de la démocratie directe, l'autre nom de la dictature des démagogues. Or, c'est notre Constitution qui a tué la démocratie représentative.

Certains « gilets jaunes » ont bien saisi ce problème, proposant judicieusement le retour au septennat pour préserver la possibilité d'une cohabitation, c'est-à-dire le degré maximal de parlementarisme que permet la V^e République. Mais il est probablement trop tard pour des mesures aussi timides. Il est devenu indispensable de renforcer l'Assemblée nationale en introduisant une forte dose de proportionnelle. C'est aujourd'hui la seule façon de faire en sorte que les élections nationales remplissent leur fonction principale : produire de la légitimité. •



Mulhouse, 11 septembre 2018 : ouverture du procès opposant quelque 2 000 travailleurs frontaliers, et la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), qui refusait de les radier de la Sécurité sociale française.

L'ADMINISTRATION À LA LANTERNE !

Par Erwan Seznec

Travailleurs frontaliers, autoentrepreneurs, éleveurs, artisans, et même fonctionnaires : ces « gilets jaunes » ont accumulé une impressionnante réserve de colère contre un appareil administratif qui ne les entend pas, voire les humilie. Reportage.

« **L**e mouvement des « gilets jaunes » résulte de trente ans de fiscalité excessive. » Cet avis ne vient pas d'un quelconque poujadiste posé sur son rond-point. C'est celui de Michel Taly, fiscaliste chevronné, ancien directeur de la législation à Bercy, sous Pierre Bérégovoy. Aspect troublant de la crise actuelle, des énarques et des économistes, que la violence des « gilets jaunes » révolte et que l'incohérence de leurs revendications désole, sont d'accord avec eux sur le point central : il faut renverser le désordre établi. Les règles qui changent en permanence et la pression fiscale en hausse constante, aggravées par une fonction publique en mode robot vocal, ont transformé en rage le « *burn-out de la société française* », évoqué par Jean-Paul Delevoye en 2011, alors qu'il quittait son poste de médiateur de la République. Les impôts et les taxes sont au cœur du dossier, car pratiquement toutes les décisions de la puissance publique ont une déclinaison fiscale, mais le mal est plus profond. Que penser d'un État qui ne paye pas ses soldats pour cause de bug (voir page 39) et tente de rançonner Emmaüs ? Derrière nombre d'actions apparemment improvisées des « gilets jaunes », on peut remonter le fil de litiges concrets et de requêtes simples que la puissance publique a enregistrés sans écouter. Si vous êtes artisan harcelé par l'Urssaf : lisez l'article 1. Si vous êtes

frontalier : article 2. Si votre colère a trait à la sottise écolo-administrative : article 3. Si le régime social des indépendants a failli vous rendre fou : article 4. Si vous pensez que Sécurité routière signifie calvaire des automobilistes : article 5. Si vous êtes un soldat victime du désastre informatique Louvois : voir l'encadré de Gil Mihaely. Et pour une année 2019 peut-être pire encore, veuillez patienter.

1 - L'Urssaf en roue libre, jusqu'au ravin

Le 10 octobre 2018, le jour même où deux routiers de Seine-et-Marne lançaient sur Facebook l'idée d'occuper les ronds-points, Emmanuel Macron prononçait la phrase idoine pour les remplir d'artisans en colère : « *L'Urssaf est votre amie.* » Le président, qui s'exprimait devant un parterre de « start-upeurs », entendait souligner la vocation pédagogique de l'institution chargée du recouvrement des cotisations sociales. Peut-il vraiment ignorer que depuis six ans, les unions régionales de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf) ne connaissent qu'une politique, celle du chiffre ? L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), année après année, a battu tous ses records. Le montant des sommes recouvrées a augmenté de 70 % entre 2011 et 2016, à 555 millions d'euros, sans que rien n'indique une hausse de la fraude réelle. Les méthodes employées pour parvenir à ce résultat ont laissé des traces terribles, sur fond de malentendu complet. Lorsque le gouvernement Ayrault a annoncé son intention de durcir la lutte contre la fraude fiscale et le travail dissimulé, en 2012, chacun avait en tête les montages de Facebook pour ne rien payer en France ou les travailleurs détachés bulgares opérant sur le territoire. Ceux-là, en pratique, ont échappé aux inspecteurs, qui se sont déchaînés sur les entrepreneurs et les autoentrepreneurs. L'épouse d'un restaurateur remplace au pied levé son mari, hospitalisé le jour même pour un infarctus. Un inspecteur de l'Urssaf arrive en contrôle inopiné. Absence de déclaration préalable à l'embauche, travail dissimulé : →

35 140 euros d'amende. Le couple a dû aller en justice pour obtenir gain de cause.

Le dirigeant du petit magazine sportif *Planète Lyon* recrute cinq lycéens, dont deux sont ses cousins, pour distribuer des flyers un soir de match de l'Olympique lyonnais, à 20 euros chacun, pour deux heures. L'Urssaf l'apprend. Amende de 21 344 euros pour travail dissimulé, infligée à une TPE réalisant 50 000 de chiffre d'affaires. Le 12 juillet 2018, traînant encore ce boulet, l'entreprise Planète Lyon a été mise en liquidation.

Patron de la PME Ultralu, Territoire de Belfort, Claude Goudron avait prêté 3 000 euros à un salarié expulsé de son logement avec deux enfants en bas âge. Le salarié remboursait sur trente mois, sans intérêts. L'absence d'intérêts sur les prêts est une forme de rémunération qui doit figurer dans l'assiette des cotisations a considéré l'Urssaf, qui a réclamé à l'entreprise 1 750 euros de cotisations supplémentaires.

L'argent de poche des compagnons d'Emmaüs taxé

Même Emmaüs y est passé. En août 2016, une inspectrice de l'Urssaf tombe sur la communauté Fontaine Notre-Dame de Cambrai. L'association verse de l'argent de poche aux compagnons, de l'ordre de 20 euros par jour. Un salaire, soumis à cotisations salariales et patronales. 87 867 euros de redressement ! Emmaüs est allé en justice. L'Urssaf a perdu en première instance le 26 juillet 2018, devant le tribunal d'Arras, mais elle pourrait revenir à la charge. Elle a le droit pour elle, la Cour de cassation a tranché en 2013, l'argent de poche d'Emmaüs est soumis à cotisation.

Pas de meilleur ferment de révolte que les lois appliquées aveuglément, mais comment arrêter notre amie l'Urssaf ? La lourde machine est bien lancée et le « *travail dissimulé* », bien mal défini. La société Uber, qui a les moyens de se payer les meilleurs avocats, n'a eu guère de mal à obtenir en mars 2017 l'annulation d'un redressement de 5 millions d'euros. Le jeune maraîcher qui demande occasionnellement un coup de main à son père est une proie plus commode. Les inspecteurs « *font du rendement, sont soumis à des objectifs quantifiés aberrants* », dénonçait en juillet dernier Patrick Schuster, secrétaire FO de la commission permanente des organismes de contrôle de la Sécu.

À partir de 2016, l'Urssaf a achevé de se discréditer elle-même en généralisant les offres de « transaction » : payez vite, abandonnez vos droits de recours, et on fera un geste... Cette politique n'est pas choquante sur le principe – le fisc l'applique depuis longtemps –, mais concernant l'Urssaf, elle intervenait après quatre années de discours intransigeant sur la rigueur sacrée des textes et l'égalité absolue devant la loi. Incompréhension totale.

Le travail au noir est très fréquent chez les indépendants, mais la tolérance zéro dans ce domaine est-elle réaliste ? En avril 2016, un mécanicien retraité de 65 ans de Fouesnant (Finistère) s'est retrouvé en garde à vue pour avoir réparé des voitures sans le déclarer. Son dossier est allé encombrer la correctionnelle. Le malaise de la procureur était palpable à l'audience. Le prévenu, a-t-elle constaté, « *a complété ses revenus plutôt modestes par un travail dissimulé* », qui lui rapportait 500 euros par mois, avec lesquels il aidait ses enfants. Le mécano a écopé de six mois avec sursis et de 10 000 euros d'amende, mais la cour, pas dupe, a ordonné que lui soit restitué l'argent qu'il avait gagné.

Les partenaires sociaux aux abonnés absents

Dans la nuit du dimanche 2 décembre, le siège régional de l'Urssaf Rhône-Alpes-Auvergne, à Vénissieux, a pris feu. Des « gilets jaunes » ont embrasé des pneus entassés devant la porte. Les Urssaf de Roanne (Loire) et de Carcassonne (Aude) ont également été prises pour cible. Le lundi 3 décembre, Gérard Darmanin convoquait les directeurs régionaux de l'Urssaf et annonçait la mise en œuvre accélérée de mesures déjà décidées : nomination de médiateurs en région et limitation du nombre et de la durée des contrôles dans deux régions pilotes, Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France. Les directeurs régionaux reviendront tous les six mois à Bercy faire le point. « *Les représentants des syndicats de salariés et d'employeurs qui siègent au conseil d'administration des Urssaf et regardent ces abus sans les voir depuis des années, en revanche, ne rendront pas de comptes*, souligne François Taquet, avocat fiscaliste et animateur du Cercle Lafay, qui recense les abus des Urssaf. *Les "gilets jaunes" n'attendent rien des partenaires sociaux, à juste titre.* »

2 - Les frontaliers suisses et allemands contre la Sécu

Pas moins de 4 288 plaignants, le parc des expositions de Mulhouse loué comme salle d'audience du 11 au 14 septembre et, sur le banc des accusés, un État dit « providence »... Passé quasiment inaperçu à Paris, le procès intenté à l'assurance maladie par les frontaliers est le plus grand de l'histoire de France. Il a énormément abîmé l'image de l'État dans les régions concernées. À partir de 2014, l'assurance maladie française a entrepris de forcer le bras aux frontaliers qui travaillent en Suisse et en Allemagne pour qu'ils cotisent à la Sécurité sociale. À une large majorité, ces derniers préfèrent s'affilier aux régimes allemands et suisses. Pour l'assurance maladie, l'enjeu était double : récupérer des cotisations et étouffer dans l'œuf un précédent fâcheux. Si notre assurance maladie est vraiment la plus généreuse du monde, pourquoi les frontaliers la dédaignent-ils ? Dès le début, tous les juristes ont souligné la fragilité des positions de la Sécu. De longue date, l'adhésion à un régime de protection sociale est obligatoire, mais ceux qui ont le choix peuvent l'exercer. L'assurance maladie a décidé unilatéralement que c'était intolérable.

Elle a affilié d'office les frontaliers en envoyant des avis à payer et des sommations d'huissier. Les intéressés gagnant plusieurs fois le SMIC et ayant le droit pour eux, ils n'ont pas plié. La Sécu non plus. En juin 2018, après avoir perdu en cassation, elle envoyait encore des courriers comminatoires à des frontaliers, jouant la carte ô combien usée de l'autisme administratif. Le mégaprocès de septembre à Mulhouse devant le tribunal des affaires de la Sécurité sociale est, sur le fond, dérisoire : il s'agit seulement, pour les frontaliers, de se faire radier en bonne et due forme de la Sécu ! En 2017, l'État a ouvert un nouveau front à l'Est, en imposant aux retraités qui touchent une pension allemande de payer des prélèvements en France (CSG et CRDS), alors qu'ils sont déjà imposés en Allemagne... Début décembre, les « gilets jaunes » étaient très mobilisés en Alsace et en Franche-Comté, y compris dans des villes prospères comme Pontarlier. À Morteau (5 % de chômeurs), ils ont contraint l'hôtel des impôts à fermer, le 6 décembre.

3 - Les excès de zèle de la police de l'environnement

Mercredi 5 décembre, ministère de l'Écologie. La réunion de crise avec les conseils en communication dure depuis quatre heures. Les collaborateurs de François de Rugy sont en quête d'idées pour montrer que l'écologie n'est pas seulement punitive et que « *le ministère fait des choses pour les gens* ». La réunion sera infructueuse. Il faut dire que la tâche est rude. On dirait en effet que l'administration de l'environnement n'a pas ménagé ses efforts ces dernières années pour donner corps au concept d'« écologie punitive ». En avril 2015, le garde des Sceaux a donné consigne aux procureurs de sanctionner plus durement les atteintes environnementales. Résultat immédiat. Les atteintes aux espaces naturels recensées par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales ont bondi de 31 % en 2016. Cette année, les directions régionales de l'environnement (Dreal) ont trouvé le bon filon, raconte un élu de la Fédération des activités de dépollution (Fnade). « *Elles débarquent dans les décharges et mettent des amendes à 150 euros la tonne parce que le stock de déchets dépasse le total admis.* » Les Dreal gagnent à coup sûr. Voilà un an, la Chine a suspendu ses importations massives de déchets à recycler. Tout le monde savait que les filières françaises allaient saturer, en particulier pour le bois, le plastique et le papier.

Le code de l'environnement offre une telle palette d'infractions qu'il est toujours possible de verbaliser. Vous brûlez des mauvaises herbes dans votre jardin ? Amende de 450 euros, article L1311-2 du Code de l'environnement. Vous fumez en forêt, même humide ? Amende de 135 euros. Vous peigniez vos volets ? Amende. Cet été, les préfetures de l'Isère et de la Loire ont interdit l'utilisation des peintures, vernis ou white-spirit en cas de pollution atmosphérique... Ces textes maximalistes font peu de vagues, car les

gendarmes les appliquent avec mesure. Ils sont chez eux, dans le monde rural. On ne peut pas en dire autant de tous les représentants des forces de l'ordre. Dans le parc du Mercantour, en juillet 2012, deux agents ont verbalisé les organisateurs de la messe en plein air de Saint-Dalmas-le-Selvage pour manifestation sans autorisation dans une aire protégée (cette messe est célébrée depuis le retour des villageois évacués de la vallée en 1940). Les relations des agents avec la population sont tendues depuis des années. Mandaté pour déminer le terrain, le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) évoque dans un rapport de décembre 2012 des gardes qui n'obéissent pas à leur hiérarchie et qui ont du mal à « *concilier dans l'exercice de leur mission de police la protection de la nature et l'attention aux hommes* »...

Un éleveur des Vosges : « Les écologistes et le ministère de l'Environnement veulent faire de nous des intrus. »

Au Mercantour et ailleurs, les loups sont en train de porter le problème au paroxysme, ruinant la confiance que les éleveurs pouvaient avoir dans les administrations de l'environnement. Beaucoup sont persuadés que des militants écologistes relâchent des loups en France pour hâter leur retour, avec la complaisance, voire la complicité, de fonctionnaires. Un incident préoccupant a durci le climat cet été. Les traces de deux animaux dont l'ADN correspond à des loups baltes ont été repérées en Lozère, provoquant la colère des éleveurs locaux et des heurts avec les forces de l'ordre. Une manifestation a paralysé Mende le 26 juillet. L'Office national de la chasse et de la faune sauvage a lancé une enquête pour comprendre comment ils avaient pu arriver dans le sud de la France. Pour Bruno Lecomte, éleveur dans les Vosges, qui travaille depuis des années sur l'hypothèse d'un retour organisé du loup, la messe est dite. « *Les écologistes et le ministère de l'Environnement rêvent d'ensauvager 10 % du territoire. Ils veulent faire de nous des intrus.* » En Lozère, les paysans ont rejoint le mouvement des « gilets jaunes » dès le 23 novembre. La préfecture du Puy-en-Velay, dans le département voisin de la Haute-Loire, a été incendiée le 1^{er} décembre. Près du Puy, au rond-point de Lachamp, sur la RN 88, les « gilets jaunes » avaient dressé une fausse guillotine de trois mètres, avec un mannequin représentant Emmanuel Macron. Elle y est restée des jours. Aucune télé nationale n'a osé la montrer.

4 -Le désastre du régime social des indépendants

Lancé en 2008 et dissous au 1^{er} janvier 2018, le régime social des indépendants a été qualifié de →



Lespinasse, Haute-Garonne, 19 novembre 2018.

« désastre » par Manuel Valls en 2015 et de « catastrophe industrielle » par la Cour des comptes dans un rapport de 2017. Issu de la fusion de trois caisses plus petites, il était censé devenir le grand organisme de Sécurité sociale de 6,8 millions d'assurés, artisans, commerçants ou chefs d'entreprise, ainsi que leurs proches. Miné par les bugs informatiques, il s'est mué en machine à tourmenter ses affiliés : appels de cotisation erronés, saisies sur les outils de travail pour des litiges portant sur quelques dizaines d'euros, pensions non versées : personne ne sait combien de faillites, de dépressions nerveuses et de suicides a

provoqué le RSI, mais il y en a eu. Le 5 décembre 2016, un homme de 62 ans s'est tailladé les veines avec une lame de rasoir à l'accueil du RSI d'École-Valentin, près de Besançon. Il a expliqué aux pompiers qu'il ne souhaitait pas mourir. Il voulait juste toucher sa pension ! Le RSI ne répondait ni à ses appels ni à ses courriers. Depuis le 1^{er} janvier de cette année, les indépendants sont rattachés au régime général et ils s'en portent mieux, mais la calamité du RSI a laissé des traces. Le 26 novembre, à Niort, des « gilets jaunes » ont manifesté devant les locaux du régime, qui s'éteindra officiellement début 2020. →

Louvois, quand la paie des militaires tourne à la catastrophe industrielle

par Gil Mihaely

Le logiciel unique à vocation interarmées de la solde – nommé « Louvois » en hommage à l'homme qui a instauré l'armée moderne et centralisé la rémunération des militaires – est un projet informatique lancé en 1996 par le ministre de la Défense. Ses promoteurs avaient une excellente idée : unifier le calcul de la rémunération des militaires des trois armées, des services communs (comme la santé), ainsi que de la direction générale de l'Armement et de la gendarmerie. Un tel système unifié devait générer des économies (pas besoin de plusieurs services de paie) et conduire à l'harmonisation des salaires des militaires des différentes armées. La principale raison de la catastrophe est probablement un manque de sincérité générale. Les armées n'ont pas apprécié l'initiative centralisatrice du ministère et de l'état-major. Elles auraient préféré garder la main sur la paie et le secret sur des arrangements internes qui ménageaient quelques petites marges de manœuvre dans un contexte budgétaire difficile. À la mauvaise volonté et à la mauvaise foi de certains représentants des armées, il faut ajouter la logique implacable des projets informatiques : le prestataire promet n'importe quoi pour emporter l'appel d'offres et une fois qu'il s'est rendu incontournable, il essaie d'augmenter la facture (« ce n'est pas prévu par le cahier des charges, c'est un extra ») ou bien de diminuer les coûts en faisant moins bien que promis. Cette dynamique malsaine explique les nombreux échecs, relances

et réorientations, dont le premier résultat a été un grand retard : Louvois est mis en œuvre en 2011 seulement... Pour aggraver les choses, le système a été à peine testé et les services de paie, qui auraient dû servir de plan B et permettre un retour en arrière en cas de gros problème, ont été démantelés trop vite.

Dès sa mise en œuvre, c'est le massacre, les bugs en série. Des dizaines de milliers de militaires reçoivent des bulletins de paie invraisemblables (solde mal calculée, remboursements forcés et incompréhensibles, prélèvements bizarres, mutuelles non payées). Certains sont trop payés, pendant que des milliers de familles se retrouvent sans ressources, parfois sans couverture santé, souvent endettées et empêtrées dans des procédures liées au non-remboursement des prêts immobiliers ! En novembre 2013, après trois ans d'enfer, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, annonce l'abandon du système. En janvier 2016, il déclare que Louvois doit être remplacé par « Source Solde », développé par la direction générale de l'Armement.

En termes d'argent public, si en 2004 le coût de la chaîne des soldes traditionnelle est de 46 millions d'euros, le coût du projet informatique lui-même est estimé par la Cour des comptes à 80 millions d'euros et le montant des erreurs de calcul pour l'année 2012 à... 465 millions. Les audits menés depuis ont conclu à une responsabilité collective dans les défaillances.

Au tribunal de Tarbes, le 3 décembre, un militaire passait en comparution immédiate avec sept autres prévenus pour violence en réunion pendant une manifestation de « gilets jaunes ». Lorsque la présidente lui a demandé comment il s'était retrouvé là, il a fait cette réponse : « C'est une cause juste. »

5 - La rationalité perdue de la Sécurité routière

Gérard Collomb avait vu juste. L'abaissement de la vitesse à 80 km/h sur les départementales en juillet 2018 apparaît rétrospectivement comme une énorme erreur politique. Son effet est flou (la Sécurité routière enregistre moins de morts, mais plus d'accidents) et elle a terriblement braqué l'opinion. Le nombre d'automobilistes flashés a doublé en juillet, à plus de 500 000 PV, contre 251 000 en juillet 2017, mais les attaques contre les radars explosent. La délégation à la sécurité routière (DSR) ne communiquait plus de chiffres en décembre. Le mardi 11 décembre, les sites spécialisés recensaient plus de 220 appareils hors service (sur 4 700), dont 200 totalement détruits. 80 % des radars de Dordogne, 95 % de ceux de Haute-Loire, 50 % de ceux des Landes étaient inopérants. « *Le radar sauve des vies en dissuadant les usagers de commettre des excès de vitesse* », a rappelé la DSR le 5 décembre. Un propos auquel souscrivaient seulement 7 % seulement des sondés, dans une enquête d'opinion réalisée par BMW pour Allianz en mars 2017. Le sentiment ultra dominant est que les radars servent à faire de l'argent. Comme politique acceptée et comprise, la sécurité routière est morte. Mais qui l'a tuée ? En mai 2007, les inspections générales de l'administration, de la gendarmerie nationale, des ponts et chaussées et de la police nationale ont réalisé un audit commun des « *politiques locales de sécurité routière* ». Ils relevaient des évidences, que les gouvernements successifs ont balayées, partant du principe qu'un conducteur est par essence de mauvaise foi. Il y a « *dans un certain nombre de cas* », une « *inadéquation des limites de vitesse fixées par rapport aux dangers effectifs de la route et à la possibilité de rouler que perçoit l'utilisateur. Il en résulte une source légitime de mécontentement. Les conducteurs ont le sentiment de se faire piéger sans rime ni raison* ». Voilà sans doute ce que le comédien Pierre Arditi appelait « *un discours à la con* » dans son vibrant plaidoyer pour les 80 km/h déclamé sur le plateau d'On n'est pas couché », le 10 septembre. À ce détail près que les « *cons* » sont, en l'occurrence, des gradés de la gendarmerie ou de la police et des ingénieurs X-Ponts. Ceux-ci mettaient également en garde les maires, « *qui ont le sentiment que, plus ils abaisseront la limite de vitesse, plus les voitures ralentiront* », et qui n'hésitent « *donc pas à fixer des limites manifestement irréalistes ou inappropriées* ». L'État n'est pas en reste : « *Dans un certain nombre de cas, les limites de vitesse fixées sur les routes nationales ne sont pas totalement rationnelles.* » Les rapporteurs appelaient à une remise en ordre, sous peine de « *discréditer* » la Sécurité routière. C'était bien vu. Mais personne n'a entendu.

Et maintenant, le prélèvement à la source, le service national universel et la réforme des retraites...

Dans son allocution télévisée du 10 décembre, Emma-

nuel Macron a principalement distribué de l'argent, qu'il s'agisse de la prime pour les salariés au SMIC, de la défiscalisation des heures supplémentaires ou de la suspension de la hausse de CSG sur les petites retraites. Il n'a rien dit sur le train de mesures qui arrive. En janvier 2019, le prélèvement à la source entre en vigueur. Il va avoir un effet psychologique, les feuilles de paie étant amputées. Il y aura également des erreurs. Contacté, le syndicat Solidaires Finances ne cache pas sa préoccupation. La France compte quelque 37 millions de foyers fiscaux, dont 17 millions sont imposés. Même avec une transition réussie à 99 %, les centres des impôts et les employeurs devront affronter 170 000 contribuables perdus, au mieux, mécontents au pire, qui ne sauront pas forcément d'où vient l'erreur. Solidaires attire par ailleurs l'attention sur le fait que les régularisations ne pourront pas se faire en un mois, contrairement à ce que soutient Gérard Darmanin. Il faudra au moins deux mois.

Le gouvernement a multiplié la taxe de séjour par cinq à dix à partir du 1^{er} janvier 2019 pour renflouer les caisses des collectivités.

Si le gouvernement reste sur sa ligne, viendra ensuite le service national universel obligatoire pour tous les jeunes, prévu sur deux fois quinze jours. Inscrit dans la constitution en juillet dernier, il doit se déployer progressivement à partir de 2019. État de préparation : inconnu. Risque de fronde des lycéens : élevé. Les agriculteurs, de leur côté, se mobilisent déjà contre une hausse de la taxe pour pollution diffuse. N'oublions pas les artistes : à compter de 2019, ils feront connaissance avec l'Urssaf, qui prend le relais de leurs caisses de sécurité sociale sur mesure (Agressa et Maison des artistes). L'intensification de la chasse aux arrêts de travail abusifs est également au programme. Les caisses d'assurance maladie ont des objectifs chiffrés confidentiels. Elles vont multiplier les visites de contrôle à domicile et jouer le règlement (un arrêt doit être déclaré dans les 48 h, la personne en arrêt n'est pas censée sortir, etc.).

Aux prochaines vacances, les Français découvriront que le gouvernement a réformé la taxe de séjour. Jusqu'ici symbolique (quelques euros pour deux semaines en location), elle sera multipliée par cinq voire dix à partir du 1^{er} janvier 2019, pour renflouer les caisses des collectivités privées de taxe d'habitation. Arrivera enfin la réforme la plus ambitieuse du quinquennat, l'instauration d'un régime de retraite universel par points, où chaque euro cotisé donnerait droit à la même pension. Ce qui suppose des arbitrages sur les régimes spéciaux générant des dizaines de milliers de perdants. Une année à haut risque. •

CINQUANTE NUANCES DE JAUNE

Par Rachel Binhas

Employée de Bercy, sympathisant black bloc ou militant de gauche, ils ont défilé dans les rues parisiennes vêtus de chasubles fluo. Rencontre avec ces derniers de cordée.

Nathalie* fait partie de ses mères célibataires qui peinent à joindre les deux bouts. À 45 ans, cette employée au service logistique de Bercy a hésité à manifester : « *J'ai eu peur que cela me porte préjudice au travail, d'ailleurs je n'en ai parlé à personne !* » Ses trois adolescents l'ont accompagnée à chaque rassemblement des « gilets jaunes ». Les 1 400 euros nets ne suffisent pas à boucler les fins de mois, mais Nathalie ne demande pas d'aides sociales : « *Ce que je réclame, c'est un salaire décent pour élever mes enfants.* » Chez elle, pas de déception à l'égard de Macron, elle n'a jamais cru en lui. Depuis plusieurs années, cette habitante de Vitry-sur-Seine assume un tropisme frontiste : « *J'ai voté Marine Le Pen aux dernières élections.* »

« Patate douce » est le nom de scène de ce membre des black blocs. Sec et musclé, il a laissé tomber capuche et masque pour distribuer des conseils aux « gilets jaunes » peu coutumiers des manifestations. Il explique aux employés de bureau comment réagir face aux mouvements de foules ou se protéger des bombes lacrymogènes. Peu concerné par les revendications sociales, Patate douce justifie sa présence place de l'Étoile par la volonté d'aider les manifestants. Si les adeptes du black bloc sont rodés à la casse, il assure n'avoir fait preuve d'aucune violence les samedis de décembre. « *Lors du G20, l'objectif clairement affiché était de casser, mais pas lors des rassemblements des "gilets jaunes".* » Avant d'affirmer : « *J'ai aidé une mère avec son enfant en poussette ainsi que des personnes âgées à se sortir d'un nuage de gaz lacrymogène. Il m'est même arrivé de ranger le mobilier d'un hôtel.* » Trop jeune pour voter lors des dernières élections, Patate douce admet avoir été séduit par le candidat Macron, « *car il n'est pas nationaliste comme les autres* ».



Paris, 1^{er} décembre 2018.

Libraire à Paris, Jeanne est une habituée des samedis des « gilets jaunes ». Avec ses amis, elle défile pour la souveraineté du peuple et la justice sociale. « *C'est un peu conceptuel, ce ne sont pas des revendications précises, et ça nécessiterait une rupture radicale avec la politique actuellement menée* », reconnaît cette quadra. Elle a voté Mélenchon au premier tour des élections présidentielles avant de s'abstenir au second, malgré la pression de ses amis pour qu'elle fasse barrage au Front national : « *Je ne regrette rien, au contraire. Je suis soulagée de ne pas m'être rendue coupable de "ça".* » Selon elle, la suite du bras de fer se jouera à Bruxelles, puisque « *l'état d'urgence économique et sociale* » décrété par Macron va creuser le déficit public de la France. « *Que va faire la Commission européenne, qui a déjà retoqué le budget de l'Italie ? Et comment Macron l'europhobe va-t-il réagir ?* » s'interroge Jeanne. Et de conclure : « *Je suis heureuse que les gens sachent que, désormais, on peut faire plier le gouvernement par l'action collective. Nous ne sommes pas près de l'oublier.* » •

* Tous les prénoms ont été modifiés.

ISSOUDUN DES COLS BLANCS AUX GILETS JAUNES

Par Daoud Boughezala



Rassemblement des « gilets jaunes » sur la rocade d'Issoudun, décembre 2018.

Jadis prospère, Issoudun a perdu ses mégissiers et ses notables. Malgré les efforts du maire pour décrocher des subventions, les cadres des multinationales rechignent à s'installer dans cette sous-préfecture dépeuplée. Ses habitants paupérisés vivent désormais en périphérie de la ville, au milieu des grandes surfaces. Reportage.

Une odeur de feu de bois embaume Issoudun d'un fumet campagnard. Nichée entre Bourges et Châteauroux, la sous-préfecture de l'Indre serpente entre des rues étroites bordées par une rocade qui mène au quartier des grandes surfaces. Dans le bourg désert, les belles maisons berrichonnes à pans de bois et murs écrus surplombent les berges de la rivière Théols. Malgré ce cachet pittoresque, les 12 200 Issoldunois recensés semblent se cacher pour vivre. « Ici, c'est la France des petits Blancs qui sentent qu'ils vont tout perdre : leurs traditions, leurs valeurs, leurs paysages. Issoudun a perdu un quart de sa population en quarante ans », m'annonce l'historien local Jean-François Donny. L'ancien fait-diversier de *La Nouvelle République* met des mots sur le malaise qu'expriment confusément les « gilets jaunes ». À 250 km de Paris, l'ancien monde n'a pas attendu l'avènement du macronisme pour disparaître : de la société bourgeoise et paysanne que croque Balzac dans *La Rabouilleuse*, ne subsistent que des vestiges folkloriques. La tour du château médiéval qui ceinturait la ville au Moyen Âge et le splendide beffroi installé sur la grand-place font aujourd'hui grise mine.

En caméra embarquée, je vais vous conter l'histoire d'une petite ville périphérique, jadis prospère, qui essaie de passer entre les gouttes de la mondialisation et du déclassement. Dans un monde en accélération constante, quelques décennies séparent les cols blancs des gilets jaunes. Pourtant, l'activisme du maire PS André Laignel, 76 ans, triomphalement réélu depuis 1977, est rarement pris en défaut. Du moins lorsqu'il s'agit d'équiper Issoudun en infrastructures culturelles et sportives : piscine à vagues, golf, patinoire, dojo pour les sports de combat, centre des congrès avec cinéma intégré, musée de l'hospice Saint-Roch, etc. Mazette, la ville a même récemment acquis des œuvres du très couru Zao Wou-Ki, de quoi faire pâlir d'envie les galeristes parisiens ! Hélas, ce bel écrin ne suffit pas à attirer les cadres des grandes entreprises qu'aspirent Bourges, Châteauroux, voire

Paris. Chasseur de subventions à nul autre pareil, le vice-président de l'Association des maires de France et ancien ministre André Laignel multiplie les infrastructures sans augmenter les impôts locaux. « *Le maire tient ses finances* », reconnaît l'élue d'opposition Sabine Renault-Sablonnière tout en lui reprochant « *une pratique verticale et dogmatique du pouvoir* » ainsi qu'une politique économique trop attentiste. « *Il n'y a plus de petites boîtes familiales en dehors des multinationales. Avant, il y avait des mégisseries, des malteries, une grosse imprimerie, bref toute une bourgeoisie locale* », poursuit la conseillère municipale. Sans les usines LVMH (600 salariés), Safran/Zodiac Seats (1 200 salariés) et Vivarte (ex-chaussures André, 400 salariés), Issoudun perdrait ses derniers fleurons. Si le dépôt logistique Vivarte est menacé de fermeture, comme 21 des 22 entreprises du groupe, Louis Vuitton et Safran prolongent le savoir-faire local en fabriquant maroquinerie et sièges d'avion. Un dicton populaire dit que les femmes veulent travailler chez Vuitton, les hommes chez Zodiac.

La mondialisation a eu la peau des mégissiers d'Issoudun que concurrençaient les tanneurs asiatiques, portugais et turcs.

C'est dans un décor balzacien que l'un des derniers notables m'explique les causes du déclin industriel d'Issoudun. Au restaurant *La Cognette*, dont la succulente soupe de lentilles truffée fait la fierté de la ville, Michel Antoine me raconte avoir vu mourir le monde ancien. Ex-président du tribunal de commerce, l'élégant sexagénaire représente la quatrième génération de sa lignée spécialisée dans le travail du cuir. Avant de fermer boutique, ce docteur en droit diplômé de Sciences-Po a pu recaser sa trentaine de salariés chez Zodiac, leader mondial du siège aéronautique de luxe. Paradoxalement, « *Vuitton s'est installé à Issoudun* →

en pleine crise de l'industrie du cuir, plombée par la concurrence internationale », indique Michel Antoine. Des mégissiers de la rue Saint-Martin historiquement regroupés autour de la rivière forcée, bras détourné de la Théols créé au XVII^e siècle pour y mouiller les peaux, ne reste qu'une entreprise familiale. Pendant les Trente Glorieuses, les mégissiers achetaient les peaux de mouton aux éleveurs environnants, avant que ceux-ci ne se convertissent aux céréales. Mécanisation de l'agriculture aidant, l'industrie du cuir absorbait la main-d'œuvre des villages voisins ne trouvant plus de débouchés dans les champs. Mais la mondialisation a eu la peau des mégissiers d'Issoudun que concurrençaient les tanneurs asiatiques, portugais et turcs, prêts à acheter les moutons français plus cher, quitte à compenser cette moins-value par des coûts de fabrication bien moindres. Coup de grâce au tournant des années 1980-1990 : la législation environnementale contraint les mégissiers à payer l'eau qu'ils pompent et rejettent une fois usée. La bourgeoisie industrielle plie bagage et entraîne avec elle tout un tissu social. *« Les industriels de la confection, de la malterie et de l'imprimerie se sont fait laminer, tandis que le niveau de vie des agriculteurs de la région périssait. Les petits commerçants ont été les dernières victimes de ce délitement »*, constate Michel Antoine. Cette explosion sociale a dissous le petit monde de Don Camillo et Peppone, où les notables catholiques se rassemblaient devant l'église Saint-Cyr pendant que les épouses dévotes s'écharpaient avec leurs maris bouffeurs de curé. Et tout ça faisait d'excellents Français.

Sur les traces de cette société engloutie, à quelques pas de la place du 10 juin 1940 où se tient le marché vendredi et samedi matin, j'arpente la chaussée piétonne de la rue de la République. Une rue commerçante déserte dont les opticiens aux clients vieillissants sont les derniers rescapés. Confirmant le verdict de Balzac (*« La décadence d'Issoudun s'explique par l'esprit d'immobilisme poussé jusqu'à l'ineptie »*), beaucoup accusent les petits commerçants de s'être fait hara-kiri à force d'inertie. Pour parler comme un économiste, disons que leur déclin ne provient pas seulement d'une asphyxie de la demande, mais d'une inadéquation de l'offre. À partir des années 1980, non seulement les consommateurs à haut pouvoir d'achat ont commencé à s'évaporer, mais *« les commerçants qui n'ont pas pris le train de la modernisation se sont fait bouffer. Ils ont adopté la formule des anciens "faire ce que nos pères font" et ont perdu leur rente de situation »*, glisse l'historien du cru Jean-François Donny. Or, une entreprise ne se gère pas comme un patrimoine. Quincailliers, horlogers, marchands d'électroménager et autres droguistes ont longtemps vécu sur un grand pied, scolarisant leur progéniture dans des écoles privées et achetant des maisons bourgeoises. La perspective d'un déclin annoncé pend au nez des pharmaciens, que les grandes surfaces concurrencent désormais sans vergogne. *« L'implantation du Leclerc a été le dernier coup de boutoir. Au début de la décennie*

1990, c'était censé être une jardinerie, mais le reste a suivi », se souvient Michel Antoine. De trop rares commerçants indépendants du centre-ville ont alors compris qu'ils devaient déménager en zone artisanale, un terme barbare qui désigne les petits lots dévolus aux PME dans les zones industrielles.

Au temps de l'étalement urbain, la grande surface fonctionne comme une ville en miniature.

Installé dans la zone commerciale, le caviste Laurent Pignot a fait ce choix en 2012. Placé entre Intermarché et l'ersatz de boulangerie Marie Blachère, ce trentenaire résume d'une formule lapidaire le quotidien de l'Homo issoldunus : *« Il habite en zone pavillonnaire, va travailler en zone industrielle et consomme dans une zone commerciale. »* Rien ne sert de courir dans le centre-ville pour ce genre de déplacements motorisés. *« Un client sur deux vient prendre un carton de vin, il ne fera pas deux cents mètres à pied. Il faut que sa voiture soit au pied du magasin »*, précise Laurent. Son seul concurrent direct se trouve également en périphérie, autour du nouveau centre de gravité urbain qu'est devenu le quartier du Leclerc. Non loin de l'usine Vuitton, les enseignes de grande distribution se livrent une guerre des prix sans merci qui dessine une nouvelle pyramide sociale : la classe moyenne plébiscite Leclerc et Intermarché, les pauvres se rabattent sur les chaînes discount Aldi, Leader Price et Lidl. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Donny s'en amuse : *« Le meilleur libraire de la ville, c'est l'espace culturel de chez Leclerc. »* Ironie du destin, je croise ses deux amis ex-libraires sur le parking de l'hyper. Le couple de commerçants retraités n'en mène pas large. En neuf ans d'activité au centre d'Issoudun, ils n'ont dégagé aucune marge, au point de devoir émarger au RSA tout en travaillant ! Heureusement, ces déclassés touchent une pension due à leurs activités passées, autrement plus florissantes. Un petit matelas qui les distingue des « gilets jaunes ». Trois ans après avoir mis la clé sous la porte, ils doivent encore 89 000 euros aux banques. *« Les gens achetaient le dernier Goncourt et on ne les revoyait plus de l'année »*, se désolent-ils en montrant du doigt Amazon et... le grand magasin où ils font leurs courses. Avant de crier au masochisme, suspendons notre jugement et observons. Des voisins et des connaissances se saluent. Au temps de l'étalement urbain, la grande surface fonctionne comme une ville en miniature. Des inconnus s'y rencontrent, des collégiens ou étudiants de l'IUT d'Issoudun y commandent des pizzas fabriquées sur place, qu'ils mangent à même le carton dans le grand hall de passage. Un lieu de vie comme le petit commerce du centre-ville n'en fait plus.

Niveau qualité, sans faire l'impasse sur la malbouffe, les rayons proposent leur quote-part de produits du terroir : lentilles du Berry, chèvres au lait cru et autres denrées rares au centre-ville.

Surprise, le président de l'association des commerçants indépendants Cap Issoudun reconnaît volontiers les responsabilités de ses confrères dans le marasme. Loin de tout corporatisme, Michel Rondeleux, 66 ans, accable « *les cafés du centre qui ferment le samedi après-midi, les boutiques fermées le lundi, ainsi que les commerçants qui prennent une semaine de vacances sur six et se plaignent !* » Il y a du Michel Sardouille chez ce pantoufflier rangé des chaussons répétant à l'envi que « *plus personne n'a envie de travailler en France* ». Ses imprécations rappellent le chanteur parodique de Groland et son célèbre tube *Au boulot les feignasses*. Ombrageux, ce pince-sans-rire dédouane pourtant le maire, peu apprécié des petits commerçants : « *Certains reprochent à Laignel d'avoir piétonnisé la rue de la République. S'il ne l'avait pas fait, avec la mode du tout piéton, il aurait été condamné et la rue serait tout aussi morte.* » Devant le spectacle du Cocci Market abandonné depuis un an boulevard Marx-

Dormoy, Rondeleux se met à rêver d'une future halle alimentaire entourée de bistrots qui ranimeraient le centre. Encore faudrait-il que maire et commerçants cessent de se regarder en chiens de faïence et dialoguent enfin. Seule la place du Marché à l'avoine, restaurée il y a quatre ans, garde un certain dynamisme commercial, entre kebab, pharmacie, crêperie, boucherie et bar-tabac... mais les clients s'y garent puis repartent. Volubile, le responsable associatif accuse quelques grandes familles d'Issoudun, « *qui ne sont pas à mille euros près par mois* », de maintenir les loyers à des montants déraisonnablement élevés. Dans une ambiance de huis clos chabrolien, il incrimine un grand propriétaire foncier qu'il surnomme affectueusement « Mange-Merde ». Ouf, la tradition cancanière est sauve !

Reprenons la rocade. Sur le parking du McDonald's, une dizaine de « gilets jaunes » se sont donné rendez-vous dès potron-minet le premier lundi de décembre. Dans ce décor lunaire, face à l'Intermarché, les deux animateurs locaux du mouvement disent avoir rassemblé jusqu'à 500 personnes un week-end pour ralentir la circulation à l'entrée d'Issoudun. Salarié d'un →



Rue Saint-Martin, Issoudun, décembre 2018. Sur les 54 magasins installés il y a quarante ans, il n'en reste plus que cinq.

grand groupe de maintenance, le syndicaliste quinquagénaire Thierry coorganise les blocages avec Anthony, 24 ans, peintre en bâtiment au chômage. « *Il faut un moratoire des taxes. Si les salaires augmentent, tout le monde en profitera et pourra investir dans l'économie* », argue Thierry. Excédés par le matraquage fiscal, l'endettement, le coût du carburant et les dépenses contraintes (gaz, eau, électricité), les petits retraités qui l'accompagnent martèlent que les cadres sont les prochains sur la liste. Sosie du capitaine Haddock, un gros barbu à la casquette de marin se présente comme un retraité de chez Michelin émargeant à 1 350 euros par mois. « *Je suis un enfant du baby-boom devenu un papy-boom. Avec tous ces enfants nés après-guerre, les caisses sont vides. Macron ne peut pas faire de miracles. Mais en Belgique, en Suisse et au Luxembourg, c'est 30 % d'impôts maximum* », plaide-t-il. Comme le note le directeur d'études à l'Ifof Jérôme Fourquet, la plupart des « gilets jaunes » n'appartiennent pas au quart-monde « *qui a un frigo vide* », mais au « *bas de la classe moyenne périurbaine* ». Loin de contester la société de consommation et des loisirs, ces Français parfois fragilisés par un accident de la vie aspirent à y avoir davantage accès. Ainsi, la jeune chômeuse Cindy ne peut

améliorer l'ordinaire avec les 1 100 euros mensuels que gagne son conjoint bloqué au SMIC. Cette mère d'un enfant autiste doit payer 410 euros de loyer HLM, de nombreuses factures ainsi que les frais de fonctionnement de deux voitures diesel. Sans confesser son vote, elle déclare tout de go : « *Voter Macron, c'était entermer la France. Il est le président des très riches. Pour lui, c'est limite si la classe moyenne, on n'a pas notre place. On est là juste pour payer, payer, payer et s'endetter. Ça finira en guerre civile !* » On ne saurait mieux exprimer le sentiment d'appartenance à une classe moyenne méprisée « *dont le ciment est une expérience commune, mélange de fins de mois difficiles, de dépendance à l'automobile et de perception d'un mépris de classe venant d'en haut* », résume Fourquet. L'enjeu voiture revitalise la vieille tradition frondeuse d'Issoudun, célèbre pour l'émeute de ses vignerons – déjà – soulevés contre l'impôt en 1830. Un percepteur faillit finir pendu... Aujourd'hui, la dépendance à l'automobile cristallise les tensions chez ces petites gens choqués par la réforme de l'ISF. « *Quand je vais voir une boîte d'interim, on me dit d'aller travailler sur Châteauroux. Je suis obligé d'avoir une voiture, parce que les horaires de train ne correspondent pas aux trois-huit des usines* »,

De gauche à droite et de bas en haut : Michel Antoine, ex-mégissier ; Laurent Pignot, caviste ; Hada Bouzid, bénévole au dojo municipal ; Claude, retraité.



regrette Anthony qui n'attend qu'une occasion pour quitter Issoudun. À ses côtés, un pompier retraité me confesse assez bien gagner sa vie, mais s'inquiéter pour ses enfants. Lui évoque avec nostalgie le temps où les ouvriers allaient travailler à l'usine à pied à 200 mètres de chez eux, puis faisaient leurs courses à la supérette. Intuitivement, ce quidam rejoint l'hypothèse du démographe Hervé Le Bras, inspirée par une réflexion de Marc Bloch : la voiture a bouleversé les habitudes de coopération dans les régions d'habitat aggloméré telles que la Champagne. Tout en rappo-

chant entre eux les Français des bocages de l'Ouest pour aller à la messe ou aux foires rurales, la généralisation de l'automobile aurait éloigné les uns des autres les habitants de l'arc Nord-Est. Du village à la petite ville, puis au pavillon, les us et coutumes se sont individualisés et séparés. Sans inverser cette tendance lourde, la mobilisation des « gilets jaunes » marque une parenthèse enchantée dans la vie de ses acteurs qui ne se connaissaient ni d'Ève ni d'Adam. Au milieu du défilé de poids lourds étrangers, un camionneur offre un sac de viennoiseries aux bloqueurs pacifiques qui coordonnent leur action en bonne intelligence avec la gendarmerie. Cela fait chaud au cœur de ces hommes et femmes en quête de rituels collectifs.

Issoudun, capitale du crime ?

« À Issoudun, une femme seule peut avoir peur partout », s'alarme Hada Bouzid, 60 ans dont vingt-huit de bénévolat au sein du dojo municipal. Membre de la majorité municipale, cette instructrice en arts martiaux naguère témoin d'un viol dispense des cours d'autodéfense féminine. De son propre aveu, sans égaler le niveau stupéfiant du Bronx, Issoudun se trouve au cœur des trafics de drogue (shit, cocaïne, crack, amphétamines) entre Bourges et Châteauroux. Criminogène, la consommation de stupéfiants et d'alcool à haute dose favorise les violences conjugales dans tous les milieux, y compris blancs et bourgeois. C'est sans langue de bois aucune que Hada décrit l'enchaînement des incivilités : une vingtaine de voitures incendiées en ville au printemps, des tirs au domicile du maire fin mai, enfin l'été dernier, cette expédition punitive à la carabine commandée par « des petits merdeux dealers », qui a touché par erreur deux jeunes Réunionnais. Des explosions de violence sporadiques que le maire aimerait étouffer. Officiellement, il n'y a ni insécurité ni pauvreté à Issoudun, qui boude les Restos du cœur, mais a ouvert ses portes à la Banque alimentaire. Quant aux quelques migrants de la commune, ils alimentent un vote frontiste en pleine expansion (13 % aux dernières législatives), à l'instar de la mosquée sans minaret inaugurée en 2016. Hada, fille d'immigrés algériens « francisés », se désespère de la désintégration en marche : « Des gamines nées ici dont les parents sont arrivés après la guerre d'Algérie se marient puis mettent le voile du jour au lendemain. » Pas de doute, Issoudun est bien au Centre de la France. •

Thierry, « gilet jaune » d'Issoudun : « Les fonctionnaires et les classes moyennes n'ont rien eu. »

Au hasard d'un rond-point, je croise un vieux « gilet jaune », beaucoup plus direct que ces quelques bloqueurs, reprochant « aux socialistes d'avoir ouvert nos frontières à tout vent ». Claude, 81 ans, arbore la chasuble fluorescente sur son tricycle, moitié pour préserver sa sécurité, moitié pour soutenir le mouvement. Certes, ce serrurier-forgeron à la retraite ayant naguère profité d'un « salaire pas trop mauvais » se plaint de son pouvoir d'achat en berne. Mais au fil de notre discussion, sa langue se délie : « Depuis des décennies, la France est envahie par de nombreux étrangers qui refusent d'y vivre en conformité avec nos lois et nos coutumes. Je vote FN parce que j'en ai marre de cette politique qui nous prend tout pour donner aux étrangers », lâche ce natif du 14^e arrondissement qui ne reconnaît plus son Paris titi. D'aucuns auraient tôt fait de taxer de racisme ce vieillard bonhomme dénué de la moindre once de haine. Malgré ses références elliptiques à l'immigration, le discours présidentiel du 10 décembre et ses 10 milliards de cadeaux n'ont sans doute pas suffi à le rasséréner.

Même d'un strict point de vue économique, pas sûr que le compte y soit. Joint après l'intervention d'Emmanuel Macron, Thierry dénonce des « mesurette » tout juste susceptibles de soulager les smicards et les retraités. À quel prix ? Le « gilet jaune » craint une régression de la protection sociale. « Les fonctionnaires et les classes moyennes n'ont rien eu », déplore-t-il avant de proposer « un geste fort » : la baisse des charges sociales pour les PME, afin de les aider à embaucher. Avant même l'attentat de Strasbourg, ce syndicaliste en roue libre pressentait l'essoufflement des « gilets jaunes ». Du reste, ces derniers posaient une sacrée bonne question : qui va payer la fracture française ? •

L'HYPOTHÈSE POPULISTE

Par Jérôme Sainte-Marie



Emmanuel Macron en visite à l'usine Whirlpool d'Amiens, 3 octobre 2017.

Ni de droite ni de gauche, les « gilets jaunes » ont initié un mouvement social inédit parti du secteur privé. Cette coalition de petits salariés, de chefs d'entreprise, de retraités et de chômeurs précarisés constitue l'envers du bloc libéral macroniste. Et pourrait être au départ d'un populisme à la française.

Discuter de la mobilisation des « gilets jaunes » amène sans effort à la notion de populisme, que ce soit pour la qualifier ou la disqualifier. Comme ce terme est polysémique et la « révolte des ronds-points » difficile à réduire à une interprétation univoque, il y a matière à débats infinis.

Avec toute la modestie qu'appelle la description d'un phénomène radicalement original, quelques éléments se dégagent cependant qui permettent d'imaginer comment de ce mouvement pourrait naître un véritable populisme français.

Écoutons d'abord celui qui a tant fait pour révéler la société française à elle-même, Emmanuel Macron. Sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, il s'en désolait le 14 novembre dernier, quelques jours avant l'acte I de la mobilisation : comment des gens de gauche pouvaient-ils s'unir à des gens de droite, et inversement, pour contester sa politique ? Ce faisant, il évenait le secret de son hégémonie chancelante : il fallait que la réunification des libéraux de gauche et de droite en un projet commun ne s'accompagne ni dans les urnes ni dans la rue d'une réunion de ses oppositions. Pour un bloc élitair dont la base n'excède pas un électeur sur trois, en étant généreux, c'est de fait la condition de la pérennité de son pouvoir. Les « gilets jaunes », en ignorant tous les appareils partisans ou syndicaux, ont mis en pratique la logique même du projet macronien, mais contre celui-ci : qu'importe les affiliations politiques pourvu que l'on atteigne son but.

C'est ainsi que la tentative de Chantal Mouffe pour promouvoir un « *populisme de gauche* », déjà peu convaincante sur le plan théorique, a été étrillée par le mouvement réel. La mobilisation des « gilets jaunes » s'est jouée des fétiches de l'ancien clivage. La « gauche maintenue », qu'elle se veuille radicale ou modérée, l'a instinctivement senti et n'a guère profité du mouvement. Il n'y a pas eu non plus de convergence des luttes ou de « *chaîne d'équivalences* », pour parler l'étrange langage de Chantal Mouffe. La question sociale, et plus précisément le pouvoir d'achat, et plus clairement encore l'argent, a tout emporté. Dès lors, le Paris gentrifié, capitale des revendications sociétales, est resté à l'écart de cette mobilisation, quand il ne l'a pas condamnée. Il suffisait de se rendre le samedi sur les Champs-Élysées pour vérifier l'absence des adeptes de la revendication de nouveaux droits individuels. Pour les intellectuels désireux de « *construire un peuple* » en déconstruisant les représentations populaires, le désaveu est cinglant.

Populiste par son indifférence aux frontières partisans, la mobilisation des « gilets jaunes » l'a moins été par sa composition sociologique. On ne peut sérieusement la décrire, dans sa forme concrète ou dans le soutien qu'elle a reçu dans l'opinion publique, comme l'opposition de l'« élite » et du « peuple », des « 1 % » contre les « 99 % ». Sur le terrain, les ouvriers et employés, salariés ou indépendants situés autour ou en deçà du revenu médian, étaient surreprésentés, mais les cadres supérieurs et les personnes nanties financièrement absents. De plus, selon un sondage de

l'institut BVA, 90 % des personnes disant faire partie des « classes populaires » soutenaient le mouvement, tandis que cette proportion tombait à 45 % parmi les personnes se voyant appartenir aux « classes aisées ». Dès lors, si le mouvement à son apogée suscita le soutien de quatre Français sur dix et la sympathie d'un sur trois, proportions considérables, une opposition substantielle s'est maintenue, celle du « bloc élitair », base sociale et idéologique du macronisme – son électorat du premier tour de l'élection présidentielle, pour le dire vite. La mobilisation n'a pas été universelle, elle n'a pas isolé une mince oligarchie contre une masse unifiée, mais a rendu visible des conflits d'intérêts, ce qui est autrement difficile à saisir.

En effet, si la répartition des opinions à l'égard du mouvement en fonction du rang social est avérée, et si le mouvement a pris la forme d'un conflit de classes, la définition des « gilets jaunes » comme classe sociale unifiée n'est cependant pas évidente. Certes, on mesure une proximité de la condition d'existence, marquée par une insécurité financière que le travail n'évite pas. Il est également frappant que le secteur privé soit plus mobilisé que les salariés du public. Il semblerait aussi que les plus précaires y soient peu nombreux, mais c'est le cas dans tous les mouvements sociaux. Enfin, et c'est très remarquable, les étudiants et les enseignants ont brillé par leur absence. C'est donc une vaste population située au centre de la structure sociale qui a fait le mouvement des « gilets jaunes », mais pour se réunir, elle a dû faire l'impasse sur ses différences concrètes de statut et d'activité. Telle est sans doute une raison importante de l'omniprésence du sentiment national. C'est d'ailleurs le cas, partout où il a prospéré, et notamment en Amérique latine, de tout « populisme réellement existant ».

Ajoutons enfin un facteur subjectif essentiel qui pourrait donner sa chance à un pendant populiste au bloc élitair : la pédagogie concrète du conflit. Durant plusieurs semaines, les « gilets jaunes » et leurs sympathisants ont vu et entendu qui les vilipendait. Dans la sphère intellectuelle, on croyait parfois relire l'ouvrage de Paul Lidsky, *Les Écrivains contre la Commune*, rappelant combien chez tous les valeurs sont fragiles lorsque l'intérêt social est menacé. Parmi les « gilets jaunes », la fraternité des ronds-points et le soutien reçu laisseront sans doute des traces, mais la détestation subie davantage encore.

C'est pourquoi l'hypothèse populiste tient la route. Ce ne serait alors ni un « populisme de gauche » ni un populisme courtois et policé, mais sans doute un populisme mêlant conflit de classes, critique du système politique et patriotisme blessé – mélange détonnant s'il en est. •

PRÊT-À-PENSER, COLLECTION D'HIVER

Par Gilles Casanova



L'acte IV des « gilets jaunes », Paris, 8 décembre 2018.

Après avoir dénigré les « gilets jaunes », les médias audiovisuels les ont massivement invités sur leurs plateaux. Entre quête de l'audimat et mépris de classe, le cœur des éditocrates balance.

« **D**e gros beaufs, gazolés jusqu'aux yeux et vaguement fachos. » Début novembre, la fine fleur de Saint-Germain-des-Prés, de gauche comme de droite, se succède sur les plateaux des chaînes d'information en continu pour dénoncer en chœur le mouvement naissant des « gilets jaunes ». Quelque

temps plus tard, sur les mêmes chaînes, l'antenne est ouverte jour et nuit à ces « gilets jaunes » qui nous disent la vraie vie, à nous qui ne connaissons rien de la France profonde, isolés que nous étions dans notre tour d'ivoire germanopratine.

Les « gilets jaunes » ne sont guère reconnaissants. Alors qu'ils ont table ouverte sur les chaînes d'information en continu, ils n'ont pas de mots assez méprisants pour cette corporation qui les observe avec ravissement. Des journalistes sont molestés. Rien d'étonnant : qu'il rassemble des jeunes, des ouvriers, des vieux ou des agriculteurs, tout mouvement social est dominé par l'idée que les médias sont vendus. Il y a quelques mois, *La Croix* jouait avec cette accusation en se déclarant vendue... mais uniquement à ses lecteurs.

Du côté des gouvernants, on pense savoir, et souvent de « *source sûre* », que les médias ont partie liée avec le mouvement social du moment, par jalousie, esprit de vengeance ou pour tout autre jeu de billard.

Ces deux points de vue, certes sincères, sont trop émotionnels pour permettre de comprendre. Il faut d'abord se demander ce que veulent les médias. Contrairement à ce que croient les acteurs, ils ne sont ni pour ni contre, bien au contraire. D'un point de vue économique, leur objectif est d'obtenir la plus forte audience, donc les meilleurs tarifs publicitaires, et le plus grand nombre d'annonceurs. D'un point de vue professionnel, il s'agit de satisfaire son audience de façon à la fidéliser, ce qui permet à ce média d'envisager l'avenir le plus sereinement possible, dans un monde où la concurrence est tellement forte que très peu parviennent à être durablement équilibrés et moins encore rentables.

Plus le média est branché à chaud sur l'événement, plus il est sollicité de part et d'autre et plus il suscite dans les deux camps la conviction qu'il est instrumentalisé par l'adversaire. C'est particulièrement vrai pour les chaînes d'information en continu. Lesquelles n'ont, en général, aucune raison de se fâcher avec les autorités pour soutenir telle ou telle étoile filante de l'agitation, qui ne leur apportera, en prime, que la déception d'un public conservateur de plus de 60 ans qui constitue la majorité de l'audience régulière de la télévision en dehors du « prime time ». Les chaînes titreront « les Français pris en otage » ou bien « les vacanciers pris en otage » ou bien « les voyageurs pris en otage ».

Dans les premiers jours de la mobilisation des « gilets jaunes », alors que ceux-ci n'ont ni représentant ni porte-parole, l'intelligentsia bien-pensante parisienne, de droite comme de gauche, se déchaîne, les présentant comme une bande de beaufs, incapables de manger du quinoa, destructeurs de la planète, électeurs de Marine Le Pen, voire vaguement néonazis. C'est à ce moment que se forme le jugement des sympathisants du mouvement dont on ne sait pas encore qu'ils sont très nombreux : « Les chaînes d'information sont totalement hostiles et aux mains du gouvernement. »

Dès que paraissent les premiers sondages montrant le soutien massif de la population au mouvement, les chaînes d'information (comme les radios) dissèquent les CSP, les zones géographiques, les classes d'âge, et là, surprise : le soutien correspond au cœur de leur audience. Donner le sentiment qu'elles s'y opposent serait trop risqué.

Elles commencent donc par donner la parole à tel ou tel « gilet jaune », trouvé ici ou là, histoire de voir ce que cela donne. L'audience instantanée est le juge de paix : dès que, sur un plateau, un « gilet jaune » prend à partie ou invective le gouvernement ou un parlemen-

taire macroniste, les taux d'écoute crèvent le plafond. Pire, dès qu'une chaîne parle d'autre chose, l'audience file chez la concurrence.

On sature donc l'antenne de « gilets jaunes » que l'on accommode à toutes les sauces ou presque. Faisant de nécessité vertu, présentateurs et consultants rivalisent dans l'émerveillement, découvrant, avec une condescendance innocente, qu'ils ont « une vraie réflexion et une vraie capacité de l'exprimer ». Et quand un « gilet jaune » se montre vaguement ou clairement conspirationniste ou complotiste, on compatit en disant qu'il faut bien les comprendre, les pauvres.

Il n'en faut pas plus pour que le gouvernement considère que des adversaires idéologiques déterminés squattent sur la TNT les fréquences qu'il croyait occupées par de vrais médias.

Les samedis de manifestation, le ton change, comme les équipes. Histoire d'équilibrer ou de se faire pardonner, on concocte des plateaux essentiellement hostiles de spécialistes, de l'attachée de presse de la préfecture de police de Paris à quelque historien de service montrant plus de passion pour LREM que pour l'histoire de France, en passant par le syndicaliste policier drapé dans des proclamations républicaines définitives pour condamner tous ces affreux trublions. Ils commentent des images d'autant plus violentes – mais si merveilleusement colorées et télévisuelles – qu'elles sont saisies en gros plan, ce qui apparaîtra aux supporters du mouvement comme purement manipulateur.

Le lundi venu, ou revenu, les chaînes accueillent à nouveau sans réserve les « gilets jaunes », faisant de nouveau des records d'audience, et le malheur des gouvernants, jusqu'au samedi suivant, dont on dramatise volontiers l'enjeu.

On voit ainsi se succéder et se conjuguer les visions idéologiques complémentaires traversant le petit milieu qui produit ce flux médiatique toute l'année. Il n'y a pas de vision du monde, ni de volonté consciente d'intervention sur la réalité de la société, mais une série de moments de prêt-à-penser qui peuvent aisément s'opposer les uns aux autres, puisqu'ils sont espacés dans le temps selon les nécessités de l'audience. Selon un sondage réalisé par Harris Interactive, 59 % des sondés pensent qu'elles ont contribué à étendre le mouvement des « gilets jaunes » – ça c'est pour le ton de la semaine –, et 64 % qu'elles ont contribué à augmenter le niveau de violence en marge des manifestations – ça c'est pour le ton des samedis. Mais ce qu'il faut peut-être retenir en priorité, c'est que, malgré leur « giletjaunisme » frénétique, les chaînes d'info sont considérées par les soutiens du mouvement comme des sources beaucoup moins fiables que France 3, par exemple. On vous dit que ces « gilets jaunes » sont des ingrats. •



Des « gilets jaunes » avenue Kléber, 16^e arrondissement de Paris, 1^{er} décembre

LA GRANDE PEUR DES BIEN LOTIS

Par Paulina Dalmayer

Une partie de la France d'en haut rejette en bloc les « gilets jaunes » et s'inquiète d'un éventuel retour de l'ISF. Aux antipodes de la France périphérique, ces classes possédantes qui roulent en Jaguar se vivent de plain-pied dans la mondialisation. Enquête sur la sécession des nantis.

Garée au milieu d'une avenue du 8^e arrondissement, une Rolls-Royce d'une belle couleur bordeaux suscite l'intérêt des photographes qui parcourent le secteur. À l'affût d'incidents qui, heureusement, épargnent globalement Paris en ce cinquième samedi de la mobilisation des « gilets jaunes », ils prennent la voiture en photo. On ne sait comment interpréter l'image. Peu soucieux des risques de dérapage, quelqu'un aurait tout simplement oublié l'auto ou, au contraire, exhibée comme on agit un chiffon rouge devant une force obscure et menaçante, presque animale. La légende choisie par *Le Figaro* vise à apaiser les esprits sur une note discrètement humoristique : « Un citoyen optimiste ! »

Mes interlocuteurs, tous issus de ce monde d'en haut, dont on ne cesse de décrier la déconnexion de la réalité de la France d'en bas, ne le sont point. Au contraire. Qu'ils fassent partie de la technostructure ou d'une poignée de super-riches, ils ne cachent pas leur inquiétude ou, a minima, leur agacement, face au mouvement social qui les a pris au dépourvu. Albert*, 54 ans, gestionnaire de patrimoine installé sur la Côte d'Azur, me répond avec exaspération à l'évocation de la révolte qui secoue le pays, comme s'il chassait un moustique : « Je me prends la baisse du pétrole en pleine figure. Alors

je suis plus préoccupé par la courbe des taux aux États-Unis que par les "gilets jaunes". » Une fois libéré de ses obligations professionnelles, il se fait plus loquace et, aussitôt, tranche : « C'est une révolution de l'envie ! » Je demande un éclaircissement et l'obtiens. La plus grande crise sociale depuis Mai 68 serait une affaire d'algorithmes. Selon Albert, elle a été attisée, sinon engendrée, par des serveurs étrangers, essentiellement russes, programmés pour remonter les messages d'indignation, émotionnels et violents, au détriment des analyses factuelles. « Il n'y a pas de revendications claires. On ne sait pas ce que veulent ces gens-là. »

Javier, 46 ans, un Franco-Espagnol, polytechnicien au chômage depuis qu'il a décidé, il y a trois mois, de démissionner de son poste ultra lucratif, ne dit pas autre chose : « Le Français est jaloux ! En Espagne ou en Grande-Bretagne, on te félicite de ta réussite. Elle motive, donne la pulsion à se surpasser. En France, ceux qui réussissent doivent s'en excuser. » Javier parle en connaissance de cause. Après une carrière de quelques années à Bercy où il conseillait un de nos ministres de l'Économie, cet héritier d'une grande famille mi-bourgeoise mi-aristocratique s'était exilé à Londres. Sa Porsche et sa maison près de Hyde Park encourageaient alors son jeune voisin à travailler plus pour gagner plus et, à terme, atteindre le même niveau de vie. À écouter Charles, 47 ans, ingénieur issu d'une grande école et investisseur privé, les pauvres en France se contentent d'imiter les riches et en paient la facture : « Il m'arrive de prendre le métro et à chaque fois je suis étonné de voir des jeunes périurbains collés à leurs téléphones portables à 1 000 euros. Le mien coûte la moitié et me suffit. Mais c'est tellement facile de prendre un crédit de 10 000 euros et ensuite de casser toutes les boutiques des Champs-Élysées parce qu'on a n'a pas de quoi le rembourser. Les gens ne savent pas gérer leur budget. » De son côté, Javier renchérit sur les appétits démesurés de la classe moyenne : « J'ai vu un "gilet jaune" à la télé se plaindre parce qu'il n'avait pas de quoi se payer →

un monospace dont il avait soi-disant besoin pour sa famille. Seulement, le type a été filmé devant son coupé Renault qui vaut au moins 13 000 euros. À ce prix, je lui trouverais un monospace sur Le Bon Coin et le problème serait résolu. »

Autant dire que, réduite à sa plus simple expression, la parole des classes aisées au sujet de la mobilisation des « gilets jaunes » pointe surtout les habitudes de la France d'en bas de vivre au-dessus de ses moyens, sans par ailleurs se sentir responsable de la pérennité d'un système social fondé sur la mutualisation des risques. « Si la France ne restreint pas ses folles dépenses publiques, on va à la catastrophe. Qui va enfin avoir le courage politique de dire aux gens qu'ils ne peuvent pas courir aux urgences avec un rhume ? Que la santé, ça coûte, que l'éducation, ça coûte... », enrage Charles, déçu par l'incapacité d'Emmanuel Macron à mener ses réformes.

Javier cherche Créteil sur son téléphone portable. « C'est au nord ? », me demande-t-il, pressé de s'y rendre pour acheter une pièce de rechange pour sa Jaguar, qu'il juge plus sobre qu'une Porsche, davantage en adéquation avec la mentalité française, hostile à l'étalage de la richesse. C'est une des rares occasions qu'il a de se frotter au peuple. « On reproche à Macron de ne pas avoir d'empathie à l'égard des classes populaires. Bah, je ne vois pas comment il pourrait en avoir, vu qu'il n'a jamais rien partagé avec elles. Comme tout mon milieu, qui est aussi le sien. Je ne connais personne à Bercy qui saurait combien coûte une baguette. Weston nous fournissait en chaussures, Alain Figaret en chemises, nous avions des voitures avec chauffeur et je ne me souviens pas d'avoir fait souvent les courses », dit-il, pas davantage renseigné aujourd'hui sur les dépenses ménagères d'un Français moyen qu'à ses débuts au ministère, en 2001. Quant à la fâcheuse phrase du président disant qu'il suffit de traverser la rue pour trouver du travail, elle n'étonne pas notre chômeur de luxe : « Je n'ai jamais eu à chercher de travail de ma vie. Macron non plus. Ce dont on discute lors d'un entretien d'embauche, c'est la hauteur de la prime de fin d'année. Celui-là me donne cent mille, l'autre cent cinquante, mais il faut voyager beaucoup... » assène-t-il. On pense à Christophe Guilluy quand il évoque la « sécession du monde d'en haut ».

Or, alors qu'il a tant de mal à se faire aimer du peuple, Emmanuel Macron doit désormais compter avec le mécontentement de ses semblables. Curieusement, la suppression de l'ISF ne lui a pas garanti la sympathie éternelle des classes possédantes. Mes trois interlocuteurs n'ont pas voté pour le leader de LREM au premier tour et l'ont choisi par défaut au second. Leur choix se portait d'abord vers François Fillon, bien qu'il soit « un zéro moral », selon l'évaluation de Charles. Macron les a convaincus avec son programme économique. Du moins au moment où on pouvait encore croire qu'il l'appliquerait, ce qui paraît compromis à l'heure actuelle.

« Macron a tous les défauts du monde, sauf qu'il a voulu se battre à l'international », ajoute Albert, préoccupé par la dynamique chinoise au niveau mondial autant que par la suprématie allemande à l'échelle de l'UE. « L'Europe est prise dans de fausses guerres. Les vrais enjeux ne sont pas dans les questions identitaires, les frontières, ou je ne sais quels conflits religieux. Ils sont dans la mondialisation », affirme-t-il avant de conclure que seuls deux choix s'offrent à la France : soit admettre qu'elle fait partie du monde et, en conséquence, accepter les règles du jeu ultra libérales et les sacrifices qu'elles exigent, soit refuser les lois de la mondialisation et embrasser le destin du Venezuela.

C'est probablement une particularité qui distingue les gens aisés des besogneux aux fins de mois difficiles – avoir un regard de l'extérieur sur la situation en France. Tandis que les classes moyennes en voie rapide de paupérisation passent leur temps à comparer leur statut à celui de leurs parents, les classes supérieures mettent en balance les chances de la France face à la globalisation, aux marchés internationaux, à l'essor de l'Asie, à la menace écologique avec ses millions de réfugiés climatiques qui vivent avec un dollar par jour et arriveront bientôt chez nous. Albert ne désespère pas : « Parallèlement aux "gilets jaunes", il y a une société très compétitive en France. Nous avons des mathématiciens exceptionnels, nous sommes très forts en technologie, et puis, Total ou Louis Vuitton jouent sans scrupules dans la cour des grands et en tirent des profits colossaux. » Pourquoi le Français moyen a-t-il perdu le sentiment qu'une partie des avantages générés par les plus performants revient in fine aux moins lotis, ce qui légitimait jusqu'alors certaines inégalités ? Pourquoi la répartition des bénéfices suscite-t-elle tant de colère ? Le paradoxe veut que nos riches se le demandent aussi.

Albert affirme avoir payé près de 140 000 euros d'impôt cette année. Charles a atteint le seuil « psychologique » de 180 000, au-delà duquel il serait tenté par l'exil en Suisse. Javier craint la restauration de l'ISF, « foncièrement injuste, vu que portant sur le patrimoine alors qu'il y a des gens qui ont du patrimoine, mais pas d'argent ». En somme, les gens aisés ne se sentent pas moins roulés dans la farine que ceux qui se voient comme les grands perdants. À cela près que, pour éviter à la France le funeste destin de l'Italie, ils n'ont qu'une idée : réduire la dette, donc la voilure de l'État. « Restaurer l'ISF ne servira à rien, c'est une goutte dans l'océan. En revanche, il est nécessaire de réformer le système de santé luxueux dont bénéficient les Français. Je n'ai jamais compris pourquoi je n'ai rien à payer chez mon généraliste », fulmine Albert, citant le modèle suisse en exemple. Javier a, quant à lui, du mal à comprendre au nom de quoi les chômeurs touchent des allocations à 70 % pendant deux ans, « En Angleterre, tout se termine au bout de trois mois. Si tu n'as pas trouvé de travail, tu n'as plus rien. » Inutile de rappeler à Charles qu'une hôtesse de caisse ou un juriste d'entreprise risquent d'avoir plus de

difficulté à trouver un emploi qu'un diplômé de HEC : « Si les gens savaient qu'ils ont seulement six mois d'allocation devant eux, ils seraient sans doute plus enclins à accepter les offres qu'on leur présente. » Du reste, tous les trois affirment qu'il y a du travail en France. Bertrand ne parvient pas à recruter des électriciens qualifiés pour les sociétés qu'il achète. Javier demande « à quoi sert de faire un DEUG en médiation culturelle, sinon à se préparer au chômage ? » sans oublier de préciser à quel point la valorisation des métiers manuels en Allemagne a contribué à la bonne santé économique du pays.

À en juger par la similitude de leurs réactions, on a l'impression que ces « riches », comme on les désigne en bloc sur les ronds-points et les plateaux de télévision, sont aussi soudés par la détestation dont ils sont l'objet. Et peut-être par une peur qui monte. Il paraît qu'au plus fort de la crise, Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, a reçu nombre d'appels affolés de patrons invitant le patronat à faire des concessions.

Découvrant les photos publiées au lendemain de l'acte III, le 1^{er} décembre, Charles a eu ce cri du cœur : « Pauvre France ! » Les clichés montraient les boulevards

parisiens mis à feu et à sang, les casseurs affublés de gilets fluorescents ou pas, les tags sur l'Arc de Triomphe. Un dérapage de trop à ses yeux : « Ça donne froid dans le dos, de savoir que l'annonce d'une augmentation du carburant de sept cents peut engendrer des conséquences aussi graves. Bon... J'en ai assez vu, je retourne sur YouPorn. » La violence, dont Albert a ressenti le souffle, bloqué dans sa voiture sur un rond-point où on voulait le contraindre à afficher un gilet jaune, a rebuté tout le monde. Aussi a-t-elle conduit la classe aisée à condamner en bloc le mouvement des « gilets jaunes ». « J'ai vu sur YouTube deux bons pères de famille d'une cinquantaine d'années lancer des giclées d'essence et mettre le feu à une Mercedes. Qu'on ne me dise pas qu'il n'y a pas une haine des riches dans ce pays », s'indigne Javier. « Rien qu'en payant mes impôts, je fais infiniment plus pour la France que les mecs qui tapent sur ma bagnole. La manière dont on me traite est juste insupportable, alors qu'on devrait me dire "merci" », s'énervé Albert. Reste à savoir de quelle couleur seront les gilets portés par les nantis, s'ils s'aventurent à manifester leur ras-le-bol. Peut-être qu'Hermès lancera une série limitée. •

(*) Les prénoms ont été modifiés.



Place Saint-Augustin, 8^e arrondissement de Paris, 1^{er} décembre 2018.

LA VIOLENCE POLICIÈRE EST LÉGITIME

Par Hadrien Desuin



Paris, 8 décembre 2018.

Face aux débordements de certains « gilets jaunes » et à la violence croissante des casseurs, les forces de l'ordre exercent le monopole de la violence physique légitime en protégeant civils et commerces. Sous le feu des critiques et la surveillance des caméras, policiers et gendarmes ont appliqué autant que faire se peut les ordres de leur hiérarchie.

« **M** acron déchaîne la répression » : ce titre, donné à une vidéo du Media TV, résume la journée du samedi 8 décembre sur les Champs-Élysées. Le journaliste qui commente les images regrette dès les premières minutes que les masques et lunettes de plongée soient saisis à

l'occasion de fouilles de sac et de préfiltrages. Comme on pouvait s'y attendre, le reporter revient longuement sur les « *violences policières* » et fait l'impasse sur les casseurs qui saccagent les avenues de Paris le soir même.

À chaque mouvement social, surtout s'il est violent, les forces de l'ordre sont accusées, au choix, de brutalité gratuite, d'incompétence ou de manipulation. Quand on ne parle pas tout simplement d'État policier et de dictature capitaliste. Tel témoin a reconnu des policiers en civil, casqués, armés et sans brassard (on n'infiltrait pas des casseurs avec un brassard apparent...). Tel autre a vu une vitrine se briser sans que la police n'intervienne. L'Arc de Triomphe a été saccagé, mais ce n'est pas le fruit du hasard : « *S'il y a des incidents, la responsabilité en incombe d'abord au gouvernement qui ne bouge pas...* », explique Jean-François Barnaba, figure des « gilets jaunes » et fonctionnaire sans activité depuis des années.

Ces commentaires que l'on retrouve *ad nauseam* sur les réseaux sociaux, les forces de l'ordre y sont habituées et n'y font presque plus attention. Elles font leur travail : l'exercice du « *monopole de la violence légitime* », pour reprendre l'expression forgée par Max Weber. La critique est facile tandis que le commandement est un art difficile. Le civil, qui n'a pas toujours fait son service militaire, ne réalise pas combien il est compliqué de faire manœuvrer des troupes, combien il est lent de coordonner des appuis-feu et du soutien logistique avec des jeunes recrues, du stress et de la fatigue accumulés. Il faut ensuite supporter l'exploitation médiatique d'un dérapage isolé, le plus souvent des « baqueux » (brigades anticriminalité ou BAC), plus habitués aux interpellations vigoureuses dans les quartiers difficiles qu'à la gestion d'une grande manifestation politique.

Autre lieu commun entendu ici et là : le policier ou gendarme n'est pas responsable de la répression, car il obéirait à des ordres incendiaires ou à des stratégies politiciennes à trois bandes. En réalité, les unités disposent dans l'action d'une autonomie certaine : plus c'est compliqué sur le terrain et plus les salles de commandement ont du mal à diriger les unités qu'elles ne connaissent pas toujours. Dans l'urgence, le réseau radio et téléphonique est saturé. Malgré les caméras, les autorités n'ont d'autre choix que de faire confiance aux commandants de la troupe pour assurer le rétablissement de l'ordre du mieux qu'ils peuvent. L'acte IV a été mieux géré que l'acte III parce que les forces de l'ordre avaient plus de liberté d'action. L'attention des autorités a pu se concentrer sur le traitement médiatique de l'événement plutôt que sur telle ou telle manœuvre dans une rue adjacente. Le ratio journaliste/émeutier étant parfois égal ou supérieur à un, il faut savoir communiquer rapidement.

Certes, les petits commerçants ont le sentiment d'être abandonnés, car l'attention des forces de l'ordre est focalisée sur les violences aux personnes. Mais on ne pourra jamais placer un effectif devant chaque devanture. Cela n'exclut pas les remises en question. Les militaires de la gendarmerie agissent à visage découvert et ont l'habitude de rédiger des rapports qui sont autant de justifications ou de « retours d'expérience » (retex) sur la façon de faire de la foule et les nouvelles tactiques pour s'y adapter. En plus des blindés, des canons à eau et des dispositifs de « retenue du public » (grands murs déployables en plexiglas), les expérimentations se sont multipliées : déploiements de drones, d'hélicoptères, de chiens, de motos, de chevaux. Équipés de protections, ces derniers pourraient être encore plus efficaces contre des casseurs si le cavalier avait des moyens de coercition adaptés. Pour le moment, sa mission principale est de dissuader et renseigner.

La mission est d'autant plus difficile que l'opposant en

colère est disparate et désorganisé. Le « gilet jaune » le plus pacifiste, qui n'a pas conscience de participer à un attroupement puni par la loi, est entraîné ou mêlé à des militants radicaux qui s'attaquent au pouvoir public, voire au mobilier urbain et aux commerces. Enfin, profitant du désordre, se trouvent les pillards, le plus souvent des petits délinquants de banlieue. Ils viennent casser et voler en fin de manif, par simple plaisir de détruire ou de s'enrichir. La racaille salit la légitime colère d'une manifestation pacifique. Mais personne ne leur a demandé de venir, ni les organisateurs ni les autorités.

Face à cela, les forces de l'ordre doivent faire respecter la loi, y compris celle qui encadre leur action dans le Code de la sécurité intérieure (CSI). En France, la technique la plus répandue est la diffusion de gaz lacrymogène (grenade à main ou propulsé en tir courbe à 50, 100 ou 200 mètres). Un produit qui, lorsqu'il est concentré, interdit à la foule indiscriminée toute action autre que celle de sortir du nuage le plus vite possible. Mais l'émeutier s'adapte. Il est de plus en plus équipé pour y résister. Il a parfois une raquette de tennis pour renvoyer les petits plots de lacrymogène CM6 vers le tireur de lance-grenade « Cougar ». Effets pernicieux dans les espaces confinés et urbains : le nuage de fumigène peut empêcher les policiers et gendarmes de constater une dégradation, un caillassage ou une voiture mise à feu. Mais c'est un produit qui reste incontournable pour disperser une manifestation qui dégénère en insurrection.

Pour dégager un adversaire particulièrement coriace, il existe par ailleurs deux types d'armes privilégiés : le lanceur de balle de défense (LBD, parfois appelé « Flash-Ball ») et la grenade assourdissante de type F4, progressivement remplacée par la GM2L. Non létales, ces armes sont très dangereuses si l'émeutier est touché à la tête ou ramasse la grenade. Dans la précipitation et la confusion du mouvement de foule, tirer juste n'est pas si simple. Il faut donc les manipuler avec précaution.

La tendance est aujourd'hui à la judiciarisation du maintien de l'ordre. On demande de plus en plus aux troupes de filmer et documenter les exactions et surtout d'interpeller. La bataille des images a été cruciale à Notre-Dame-des-Landes. Mais une interpellation avec remise à OPJ (officier de police judiciaire), suivie d'une garde à vue est particulièrement consommatrice de temps et de moyens. Quant à la réponse pénale, elle est finalement assez peu dissuasive.

Quoi qu'il en soit, la plus petite des bavures est redoutée pour une raison très simple : ceux qui reprochent aux forces de l'ordre de manipuler les casseurs contre le peuple ne supportent pas non plus qu'on les mette à genoux. •

UN MOIS DE SAMEDIS

Reportage photo de Stéphane Edelson

L'effet de surprise, c'est la règle numéro un d'une bonne révolution à la française. Sur ce point, les « gilets jaunes » avec leurs chasubles sans manches n'ont pas déçu, Castaner en sait quelque chose.

C'est à un drôle de dialogue entre le pouvoir et le peuple que nous avons assisté en cette fin d'automne. Un dialogue qui a fait fi de toute règle, tout en réactivant les traditions, les images et les pratiques d'une histoire conflictuelle. D'une réglementation contraignante imposant un gilet fluo dans chaque voiture, les damnés du gazole ont fait leur étendard.

Dans un Paris vidé de ces classes intermédiaires, où la voiture est un signe extérieur de pauvreté, ils sont entrés, d'abord doucement puis, samedi après samedi, comme une déferlante, tandis que le public découvrait le dimanche les déprédations – ou dévastations – occasionnées par leur passage.

Ces manifestants déambulant plus qu'ils ne défilaient ont utilisé toute la panoplie des supports : slogans, graffitis, barricades, tout ce qui pouvait faire une bonne image y est passé. En face, on s'est adapté : visites-surprise des ministres, lacrymo en abondance, charges de CRS, blindés, interpellations en masse de dangereux détenteurs de lunettes de piscine, parole du chef à la télévision, sans oublier la voirie et propreté de Paris en action pour remettre le décor en place avant une nouvelle représentation.

Un mois de samedis. Le 17 novembre, place de la Concorde, nous étions venus voir la fin d'un épiphé-

nomène né sur les réseaux sociaux d'un ras-le-bol de ces Français qui roulent en bagnole. En dix minutes, ne soyons pas radin, en 22, les CRS avaient fait remonter du Rond-Point des Champs-Élysées jusqu'à l'Étoile la petite foule des « gilets jaunes » qui essayaient de bloquer la circulation au royaume du baron Haussmann.

Le 24 novembre, les Parisiens furent donc tout surpris de voir la police débordée et s'excuser d'avoir été prise de court dès potron-minet par un groupe d'hyperactifs. Puis, les 1^{er} et 8 décembre, les Parisiens, avec un attentisme digne de juin 40, se sont terrés pour attendre l'arrivée des barbares venus de nos provinces. Motards en colère, petits artisans aux fins de mois impossibles, vieille garde du GUD, mélenchonistes ravigotés, anticapitalistes sur le retour et casseurs opportunistes se sont offert le pavé parisien toute la journée. À défaut d'une cause commune, chacun faisait preuve de bienveillance pour celle du voisin.

Ce conglomérat de mécontents avait le vent en poupe et, pourtant, une semaine plus tard, le 15 décembre « il n'y avait déjà plus personne ! », aurait pu proclamer Jalons. Début d'un changement de fond ou fin ultime d'une jacquerie contre le nouveau monde ? À mi-chemin entre Jules Michelet et Pierre Bellemare, l'historien de 2030 nous comptera peut-être l'extraordinaire histoire des « gilets jaunes ».

Pour l'heure plongée dans les manifestations de ces dernières semaines. •



Dans les yeux d'un flic.



1^{er} décembre. Les Champs sécurisés, Kléber assassiné. Sur BFM, l'Étoile reprend son nom de jeune fille, exit Charles de Gaulle, trop long à dire ou tabou pour un Paris outragé. Neuilly-Auteuil-Passy regarde au travers des persiennes : les gens.

2 décembre.
Comme en 1968, le Parisien vient constater et commenter les bagarres de la veille. Photos souvenirs et assurance incendie.



Champs-Élysées rouverts, mais cortège et casseurs dans toute la ville. Barricade et pillage. La mort du mannequin.



OK, on traverse... Dans ce drôle de dialogue, certains font de la dérision, d'autres envoient des lacrymos.



17 novembre.
Les restes d'une barricade éphémère avenue George V.
Le barrage filtrant d'une centaine de « gilets jaunes » est petit à petit repoussé sans violence, mais avec détermination par les CRS. Les manifestants tentent vainement d'entasser des grilles, mais sont pris de court. Un gamin de 16 ans explique : « *Moi, je suis là, parce que quand même, maintenant le plein de scooter c'est huit euros !* »

CLAIRE O'PETIT, DÉPUTÉE LREM

« JE COMPRENDS LE RAS-LE-BOL DES FRANÇAIS »

Propos recueillis par
Daoud Boughezala et Gil Mihaely



Claire O'Petit est députée LREM de l'Eure.

Ex-commerçante, la députée LREM de l'Eure Claire O'Petit est l'une des rares grandes gueules de la majorité. Celle qui présente le profil sociologique des « gilets jaunes » dénonce la déconnexion entre certaines élites parisiennes et le quotidien des classes populaires éprouvées par l'impôt et les limitations de vitesse.

Causeur. En tant que députée La République en marche (LREM) très présente sur le terrain, avez-vous vu venir le mouvement des « gilets jaunes » ?

Claire O'Petit. Je n'ai pas cette prétention. Néanmoins, avant même le déclenchement de la crise, je sentais un grand mécontentement. L'été dernier, sur les marchés, dans les vide-greniers et lors de mes permanences, tout le monde me parlait de la limitation à 80 km/h de la vitesse autorisée sur les petites routes. Et le plus inquiétant, c'était le décalage entre deux visions des choses : à Paris, le gouvernement s'est justifié au nom de la sécurité, car cela évite des morts, mais nous n'avons à aucun moment débattu de la portée sociale de cette mesure. Quand on fait 60 km par jour pour aller travailler, cinq minutes supplémentaires de transport compliquent considérablement la vie. Il suffit d'un impondérable qui fait perdre du temps, oblige à accélérer pour se retrouver flashé par un radar. Chaque excès de vitesse vaut un point de permis et un PV de 45 ou 90 euros. C'est déjà ça en moins sur le pouvoir d'achat ! Quand vous avez perdu deux ou trois points, vous craignez de perdre votre permis et de ne plus pouvoir aller travailler. L'augmentation des taxes carbone n'a fait qu'enflammer la colère qui couvait.

Vous venez d'un milieu modeste et votre parcours de vie ressemble à celui de nombreux « gilets jaunes ». Si vous n'étiez pas députée, auriez-vous occupé un rond-point ?

Je n'aurais pas été sur un rond-point ni participé à une manifestation non déclarée. Au cours de ma vie, j'ai participé à des grèves et des mouvements sociaux sans jamais enfreindre la loi ni faire usage de violence ou dégrader des biens. Cela dit, je comprends la détresse et le ras-le-bol des Français qui n'en peuvent plus. Après l'adoption des 80 km/h, nous étions quelques députés de la majorité à voir que cela ne passait pas en province. Nous avons aussi fait remonter au sommet le mécontentement des retraités. Au départ, même

nous, les élus, n'avions pas compris que la hausse de la CSG toucherait des retraites aussi basses ! Pendant la campagne présidentielle, il ne nous a jamais été expliqué qu'un couple de retraités, avec une femme touchant une pension de 500 euros par mois et le mari 1 200 euros, allait être affecté par la hausse de la CSG.

Au-delà de la fracture économique et sociale, on a le sentiment d'un fossé culturel entre les parlementaires LREM et la France périphérique. Partagez-vous ce constat ?

Oui. Au point que j'ai pensé quitter le groupe parlementaire, bien que je soutienne encore à 100 % le programme d'Emmanuel Macron. Il faut dire que je ne me sens pas écoutée ni respectée par certains. Cela s'explique peut-être par le fait qu'au sein de LREM, nous ne nous connaissions pas, exactement comme les « gilets jaunes » ! Reste une phrase du président que je garde constamment en tête : *« Je veux que les Français à la fin de mon mandat vivent mieux qu'au début. »*

C'est mal parti...

Ne le croyez pas. Beaucoup de choses ont été faites. Dans un premier temps, le gouvernement a choisi de favoriser le maintien et l'implantation des entreprises en France afin de créer des emplois. Cela n'a pas empêché certaines erreurs de communication, qu'ont notamment commises de jeunes députés LREM qui passaient dans les médias en enjoignant aux retraités : « Certes, vous gagnez moins, mais pensez à l'avenir de vos petits-enfants... » Si j'avais entendu mon petit-fils de 30 ans bien coiffé dire cela à la télévision, je lui aurais mis mon pied au cul !

« Certains députés LREM partagent une permanence avec d'autres sociétés, comme s'ils étaient une start-up ! »

À quels autres signes voyez-vous que la plupart des élus, notamment LREM, sont déconnectés de la base ?

Certains députés partagent une permanence avec d'autres sociétés, comme s'ils étaient une start-up ! Dans ces conditions, comment voulez-vous recevoir des citoyens qui veulent vous parler de leurs difficultés avec l'administration ? Chaque semaine, je reçois au moins une vingtaine de Français qui ont des problèmes avec une banque ou les services sociaux. Ils ne viendraient sûrement pas s'exprimer si j'accueillais des sociétés dans la même pièce. D'autres députés ont une permanence cachée au fond d'une cour que personne ne connaît. Il m'a été dit que certains n'avaient même pas encore de permanence, un an et demi après leur élection !

Revenons au fond de la question sociale. Les annonces présidentielles (annulation de la taxe carbone, 100 euros de plus sur le SMIC, baisse de la CSG pour certains retraités) suffiront-elles à calmer la tension ?

Emmanuel Macron a eu le ton, la gravité et l'empathie nécessaires. Pour bien connaître notre président, je peux vous assurer qu'il a entendu les « gilets jaunes ». Il a fait le maximum possible dans la limite des contraintes financières. Au quotidien, il se bat pied à pied pour obtenir les 100 euros de hausse du SMIC, ainsi que la prime de fin d'année des entreprises aux salariés. Certains salariés ont obtenu jusqu'à 1 000 euros de prime, bien que ce ne soit pas facile pour les PME. Les employés des petites entreprises n'ont rien en dehors des congés payés obligatoires, ni tickets restaurant, ni primes spéciales... Certes, toutes ces annonces ne suffisent pas à apporter une réponse de long terme. Mais ce n'est que le début d'une grande négociation. À cette fin, le président a créé les conditions favorables à l'ouverture d'un débat social de trois mois avec chaque corporation. Il faut absolument qu'un consensus raisonnable émerge.

Votre parti est-il en mesure de participer à ces négociations ?

À l'heure actuelle, LREM n'est pas structuré pour le faire. Au départ, Christophe Castaner a été élu délégué général. Il devait y rester. Mais après sa nomination Place Beauvau, des responsables travaillant au siège, très structuré politiquement, ont été nommés dans différentes administrations. Ce noyau-là nous manque cruellement. Le nouveau délégué général, Stanislas Guerini, n'est absolument pas en cause. C'est un problème de quantité. Je pense à ces députés qui n'ont pas été élus au sein du parti, mais nommés à des postes de vice-président. Ils prennent la grosse tête et perturbent la mise en place de cette direction.

Dans son discours, le président a évoqué la question migratoire et la laïcité. Il doit donc savoir que la revendication des « gilets jaunes » concerne tout un mode de vie. Jusque-là, il incarnait le camp des ouverts, des modernes, face aux populistes à l'esprit étroit. Doit-il devenir un peu populiste ?

Populiste, non. Cela reviendrait à flatter les Français, à les faire rêver et à proposer des actions qui, si elles étaient appliquées, conduiraient notre pays à la ruine. Les populistes sont des irresponsables. Par contre, on peut rester progressiste sans pour autant oublier les classes les plus populaires. Ça, notre président le sait très bien. Par ailleurs, notre mouvement doit entamer sa mue pour se transformer en un mouvement de masse qui lui permettra de s'inscrire durablement dans le paysage politique. Au sein du groupe LREM, je compte impulser la création d'un pôle populaire et rural pour éviter des déconnexions futures avec la réalité. •

UNE TRAGÉDIE SANS TRAGÉDIENS

Par Françoise Bonardel



Troisième samedi de manifestation des
« gilets jaunes » à Paris, 1^{er} décembre 2018.

Caillou dans la chaussure de la posthistoire, la crise des « gilets jaunes » rappelle à point nommé que le gouvernement des hommes ne se réduit pas à la froide gouvernance. Il est néanmoins regrettable que ces laissés-pour-compte de la mondialisation réclament l'accès à la société de consommation sans songer à la contester.

A

la répétition des drames qui endeuillent régulièrement la France, répondent des comportements eux aussi répétitifs faits d'émotion sincère, de rituels codifiés (bougies, fleurs et peluches), et de déclarations plus ou moins convaincantes sur l'acte de « résistance » que représenterait le fait d'aller boire son café comme si de rien n'était non loin d'une scène de crime. Au train où vont les choses, personne n'accordera bientôt plus

qu'une attention flottante aux uns et aux autres : à ceux qui tirent aveuglément dans la foule afin d'imposer leur idéologie mortifère, et à ceux qui encaissent le coup – stoïquement, lâchement ? – pour ne pas « faire le jeu des extrêmes ». Derrière ces drames récurrents qui donnent l'impression de voir un mauvais film tourner en boucle devant un machiniste endormi, se profile pourtant une tragédie dont la rébellion, bien réelle celle-là, des « gilets jaunes » permet d'entrevoir la physionomie ; une tragédie qui, étant d'abord celle du peuple français, pourrait bien être aussi celle de la civilisation occidentale et de toute une époque, dont le poète Antonin Artaud disait en 1935 qu'elle était « *tragique entre toutes, mais où personne n'est plus à la hauteur de la tragédie*¹ ». Qui l'est davantage aujourd'hui ?

D'une tragédie pourtant, tous les ingrédients sont bien réunis : un peuple à bout de forces et de patience, clamant en chœur une plainte aussi ancienne que les rapports depuis toujours conflictuels entre dominants et asservis ; un chef d'État dont l'apparition médiatique (et pathétique) parut celle d'un enfant au regard perdu dont le jouet tant convoité ne fonctionne plus ; un tissu social hétéroclite devenu incontrôlable, à l'image de la petite armée de casseurs surgis de l'ombre, souvent mieux équipés que les forces de police et ciblant les boutiques de luxe comme pour mieux marquer la différence entre les ploucs qui travaillent et en sont encore à demander du pouvoir d'achat, et la nouvelle « aristocratie » issue de la pègre qui roule en Mercedes et porte des Rolex. L'un d'eux, vêtu d'un superbe blouson volé la veille, n'affichait-il pas récemment devant les caméras sa volonté de compléter son butin lors de la prochaine manif ?

La tragédie commence à vrai dire quand l'innocent fait figure de coupable sans que l'on sache exactement de quoi, et sans doute d'être tout simplement là où il ne fallait pas ; et quand on n'ose même plus dire du coupable qu'il l'est vraiment, ou du bout des lèvres et parce qu'on ne peut pas faire autrement. C'est alors le temps lui-même qui semble sorti de ses gonds comme Shakespeare le fit dire à Hamlet, conscient de la corruption qui gangrenait le royaume de Danemark du fait de ses propres manquements. Quand le corps social est à ce point déréglé, tout devient possible : un nouvel attentat bien évidemment, venant à point nommé contrecarrer l'offensive des « gilets jaunes ». Aurait-on déjà oublié que les islamistes radicaux se vantent d'organiser tôt ou tard le chaos, ou de tirer profit de celui déjà existant ? On parle aujourd'hui de « complot », comme on évoquait jadis le destin ou la Providence, tant une situation chaotique accroît le besoin d'attribuer à un ordre mystérieux, mais souverain, l'absurdité tragique de certains faits.

À commencer par la souffrance du peuple français se sentant chaque jour davantage privé du droit de disposer librement de lui-même, chèrement acquis par ses ancêtres au prix de luttes sanglantes, et depuis

lors généreusement offert à tous les peuples de la Terre comme le fleuron le plus pur de l'humanisme, dont la France se porte volontiers garante, tout en se montrant de plus en plus incapable de faire régner sur son territoire l'ordre républicain. Tragédie intime aussi, de ne plus oser afficher un patriotisme dont le déni aurait conduit au peloton d'exécution ces soldats des deux dernières guerres, qui restent pour chacun(e) de nous des ascendants encore proches. Par la faible teneur idéologique de leurs revendications, les « gilets jaunes » semblent certes politiquement irrécupérables, et ce n'en est que plus déstabilisant pour une opinion publique habituée au clivage somme toute rassurant entre les bons et les méchants. Ces gens-là, que les « élites » autoproclamées regardent de haut, seraient-ils tout juste des êtres humains exaspérés d'avoir été trop longtemps humiliés et manipulés ?

Telle pourrait bien être la tragédie d'une catégorie sociale en voie d'expansion dans toute l'Europe – celle des « travailleurs pauvres » –, coincée entre ceux qui possèdent déjà tout et ceux pour qui le travail n'est qu'une corvée occasionnelle. Le sentiment de pauvreté a lui aussi évolué depuis le temps où Charles Péguy s'insurgeait, au nom du socialisme, contre les bourgeois voyant hypocritement dans la misère des classes laborieuses « *un moyen de culture, un exercice de vertu*² ». De cette vertu-là, personne parmi les travailleurs d'aujourd'hui ne veut plus, et pas davantage de la pauvreté qui enlaidit et asservit. En dépit des quelques écarts de langage constatés çà et là, le discours des « gilets jaunes » témoigne dans l'ensemble d'une grande maturité et sobriété quant au seuil de dignité en deçà duquel on ne saurait descendre dans une société comme la nôtre, qui affiche un idéal d'égalité et de partage et multiplie parallèlement ses appels à la consommation, dès lors perçus comme de véritables provocations. Se sentir pauvre est à la fois une réalité au regard des factures impayées et des fins de mois difficiles, et un manque – à gagner et à jouir – sciemment entretenu par le cynisme marchand qui fabrique les « pauvres » nécessaires à son enrichissement.

Pauvre, on aura donc toujours le sentiment de l'être plus ou moins tant qu'on n'aura pas refusé le statut de « consommateur », imposé par la société marchande à ceux et celles qui ressentiraient sans doute moins leur déclassement économique s'ils pouvaient tout simplement acheter ce dont ils ont réellement besoin, et s'en trouvaient bien. C'est là où les « gilets jaunes » sont plus proches des femmes du peuple bien décidées à ramener de Versailles à Paris « *le boulanger, la boulangère, et le petit mitron* » (5 octobre 1789), que des idéologues de Mai 68 s'enivrant de paroles sur les barricades érigées dans les beaux quartiers. Mais c'est aussi la limite de cette insurrection éminemment populaire de n'envisager jusqu'alors aucune remise en cause radicale de la société de consommation, fer de lance des révoltes soixante-huitardes. On aimerait parfois réentendre, dans les campements occupés par les protesta- →



Scènes de pillage boulevard Haussmann, à Paris, lors de la manifestation des « gilets jaunes » du samedi 8 décembre.

taires, la voix de Guy Debord ou de Jean Baudrillard³, même si leurs analyses décapantes n'ont pas inversé le cours des choses, et si ce sont toujours et plus que jamais les bobos qui s'offrent des vacances de rêve et mangent bio.

Quand une civilisation se définit essentiellement par la consommation, elle se tire elle-même une balle dans le pied en déclassant une partie aussi importante de sa population, et en bafouant ainsi ouvertement le seul idéal collectif qu'elle ait été capable de se donner. Peut-être est-ce même sa tragédie secrète de vivre en porte-à-faux permanent entre ce qu'elle donne et ce qu'elle promet. Si « *tragédie de la culture*⁴ » il y a bien derrière ce qui motive la révolte des « gilets jaunes », les revendications actuelles témoignent qu'on a (provisoirement ?) tourné le dos aux perspectives critiques qui font la force des analyses de Hannah Arendt, Georg Simmel ou Günther Anders : tous ceux qui ne peuvent vivre du fruit de leur travail réclament du pain, mais qu'en sera-t-il à l'avenir des jeux ? Quelle que soit finalement la modestie des requêtes formulées par ces nouveaux « travailleurs pauvres », la machine à consommer continue en effet à tourner sans eux à plein régime, tout juste pondérée par le souci écologique qui en devient indirectement la caution : consommer « propre », est-ce encore consommer ou mener la vie quasi angélique d'un individu conscient de ses responsabilités d'écocitoyen ? L'absence de ce jargon consensuel et autosatisfait dans les assemblées de « gilets jaunes », où le pragmatisme féminin semble par ailleurs souvent s'imposer, a de ce

point de vue quelque chose de revigorant ; personne ne pouvant pour l'heure évaluer la charge politique de ce mouvement, même et surtout parce qu'il se défend d'en porter une. •

1. Antonin Artaud, *Œuvres complètes*, t. v, Gallimard, 1964, p. 51.

2. Charles Péguy, « De Jean Coste » (1902), *Œuvres en prose complètes I*, « la Pléiade », Gallimard, pp. 1 017-1 018.

3. Le premier est l'auteur de *La Société du spectacle* (1967), le second de *La Société de consommation* (1970).

4. Titre de l'essai de Georg Simmel, *Die Tragödie der Kultur*, 1911.

Emmanuel, le risque et la rente...

Pierre Lamalattie

Il est difficile de proposer *impromptu* des diminutions significatives d'impôts pour les uns, impliquant des augmentations pour les autres. Il faut argumenter, justifier. Le mieux, en réalité, est de faire en amont un véritable travail sur les « valeurs », un travail parfois très long, mais qui seul peut conférer une sorte de légitimité. C'est ce qu'a essayé de faire Emmanuel Macron durant sa campagne présidentielle en opposant le « risque » et la « rente ». C'est ce qu'il ne cesse de faire depuis. Il est vrai que cette opposition fonctionne bien et les gens, lors de ses meetings, applaudissaient à tout rompre. Personne n'imaginait se retrouver un jour du côté de la « rente ».

Le danger avec les valeurs, c'est qu'elles sont en général aussi belles que floues. C'est lorsque la nébuleuse verbale se condense en mesures concrètes, lorsque l'on découvre l'ampleur des taxations et des exonérations, qu'on voit ce que cela donne. Le « risque », c'est tout simplement le monde des entreprises et du capitalisme financier. La « rente », ce sont, en gros, les particuliers, ceux qui bénéficient d'avantages jugés archaïques, ceux qui essaient de sécuriser leur vie, ceux qui (quand ils le peuvent) font des économies et des placements simples, ceux, enfin, qui rêvent de choses basiques comme posséder leur maison et aider leurs enfants.

Les transferts de charge du « risque » à la « rente » sont déjà bien avancés. Avec cette affaire de « gilets jaunes », il y a un imprévu. Les « caves » se rebiffent. Il va falloir mettre un bémol.

TENTATIVE DE SÉMIOLOGIE DU GILET JAUNE

Par Jérôme Leroy

Du fin fond de la Bretagne à l'Irak, le gilet jaune est devenu l'accessoire symbole de la contestation sociale. Cette couleur traditionnellement peu appréciée des syndicalistes exprime désormais un appel aux secours des invisibles du monde entier.



On apprenait le 5 décembre que des « gilets jaunes » manifestaient... en Irak, à Bassora, pour faire « *comme les Français* ». Comment mieux montrer que le vieil universalisme français, en matière révolutionnaire, de la *Marseillaise* au drapeau tricolore en passant par le bonnet phrygien, exerce toujours la même fascination ? Pourtant, cette fois, l'objet qui a envahi les images et les discours frappe par sa banalité et son prosaïsme.

Qu'était le gilet jaune, avant novembre 2018, si ce n'est un objet du quotidien, sans aucun intérêt ? Il est entré dans nos vies à tous le 13 février 2008, quand le comité interministériel de la sécurité routière (CISR) a décidé de rendre obligatoire la présence dans tout véhicule d'un gilet de sécurité. Il est donc assez logique que cet objet ait été détourné de son utilité première pour devenir le symbole d'une protestation qui, à l'origine, s'élevait contre la hausse des carburants pour les gens des zones périphériques, obligés d'utiliser des véhicules vieillissants et menacés par un contrôle technique promis à devenir encore plus draconien.

Il n'empêche, ce gilet jaune est vite devenu, la colère grandissant, une métonymie et une mythologie.

Une métonymie, rappelons-le, est cette figure de style qui consiste à désigner la partie pour le tout, par glissement de sens. Le gilet jaune a résumé de manière explosive à la fois les personnes qui le portaient et les revendications qui allaient avec. Compte tenu de la diversité de ces mêmes personnes et de ces mêmes revendications, mais aussi de l'absence de structure de ce mouvement,

le gilet jaune a été la seule manière d'unifier et d'identifier, sans nuances, un phénomène aussi insaisissable qu'inédit malgré les tentatives des sociologues ou des historiens de lui trouver des précédents. Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que la métonymie fonctionne avec un objet banal pour exprimer une lutte sociale et politique. On se souviendra, par exemple, du mouvement des parapluies, à Hong Kong en 2014, ou celui des casseroles en Argentine, lors du krach de 1998.

On en arrive là à la dimension symbolique du gilet jaune. Comme les casseroles ou les parapluies, il est devenu un mythe, au sens que Barthes donnait à ce mot dans ses *Mythologies* : « *Tout peut-il donc être un mythe ? Oui, je le crois, car l'univers est infiniment suggestif. Chaque objet du monde peut passer d'une existence fermée, muette à un état oral, ouvert à l'appropriation de la société.* »

Ce que s'est approprié la personne qui a enfilé un gilet jaune, c'est d'abord un vêtement que l'on met pour deux raisons. D'abord signaler qu'on est en danger, au bord de la route où l'on se retrouve abandonné et vulnérable. Ensuite, le gilet jaune sert à être vu, signalé, pour que d'éventuels secours arrivent enfin. Il est aussi, paradoxalement, le vêtement des travailleurs invisibles : ceux qui nettoient les villes, transportent les bagages vers les soutes des avions, réparent les équipements collectifs, autoroutes ou pylônes électriques, etc.

C'est aussi une couleur. Et d'après l'historien Michel Pastoureau, celle qui est la plus mal aimée : « *Dans toutes les enquêtes sur la notion de couleur préférée, le jaune est cité en dernier parmi les six couleurs de base.* » Décidément, le hasard n'existe pas. •

CULTURE & HUMEURS

68

**Être un intellectuel
aujourd'hui**

Alain Finkelkraut

78

Idiss, des pogroms aux rafles

Jérôme Leroy

88

**Dorothea Lange, l'Amérique
des supermen ordinaires**

Paulina Dalmayer

72

**Tombeau pour les enfants qui
ne grandiront pas**

Élisabeth Lévy

80

**Arc de Triomphe,
l'étoile n'est pas morte**

Pierre Lamalattie

92

**Quand la viande fait un effet
bœuf**

Emmanuel Tresmontant

74

**Laurent Joly
« Vichy a livré aux nazis des juifs
qu'ils ne demandaient pas »**

Propos recueillis par Daoud Boughezala

84

**Littérature, ce n'est pas la
taille qui compte !**

Jérôme Leroy

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse



*Drought-abandoned house on the edge of the Great Plains near Hollis,
Oklahoma, Dorothea Lange, 1938.*

ÊTRE UN INTELLECTUEL AUJOURD'HUI

Par Alain Finkielkraut



Charles Péguy.

La mission des intellectuels ne consiste plus seulement à se battre pour la liberté et la justice, mais pour les faits. Nier les réalités qui dérangent, telle est la nouvelle trahison des clercs.

1. S'engager

« Depuis qu'ils portent ce nom, les intellectuels n'ont rien fait d'autre que de cesser momentanément d'être ce qu'ils étaient (écrivain, savant, artiste) pour répondre à des exigences morales à la fois obscures et impérieuses parce qu'elles étaient de justice et de liberté. »

Cette définition donnée par Maurice Blanchot est magnifique. Mais elle est aussi dangereuse car elle peut, et on le voit tous les jours, favoriser la posture au détriment de la perspicacité. L'intellectuel, aussi pressante que soit la cause qui le requiert, se doit de demeurer intelligent. Je m'y efforce dans la mesure de mes moyens. En même temps que je suis frappé par des injustices, je me sens mis au défi de penser des événements qui n'ont pas encore de concept. Car l'histoire dans laquelle je me retrouve embarqué est réfractaire à la philosophie courante de l'histoire.

À l'occasion de mes prises de parti, une question philosophique surgit en moi. Non pas *qu'est-ce que ?*, comme dans la métaphysique classique, mais *qu'est-ce qui se passe ? que nous arrive-t-il ?* « La vérité, disait déjà Péguy, c'est que tout est immense, le savoir excepté, surtout qu'il faut s'attendre à tout, que tout arrive, qu'il suffit d'avoir un bon estomac. »

Cet excès de l'être sur l'idée a conduit Péguy à travailler dans les misères du présent. Il n'a pas mis son autorité philosophique au service d'une cause, il a fait de la philosophie au jour le jour. Il n'a pas interrompu son œuvre pour s'engager. Son œuvre s'est constituée au travers de ses engagements.

Cela a commencé avec l'affaire Dreyfus. Péguy était socialiste. Or, ce moment historique a pris à contre-pied la philosophie socialiste de l'histoire. Voilà en effet un bon bourgeois persécuté par la bourgeoisie. Pour ceux qui raisonnaient exclusivement en termes de lutte de classes, une telle intrigue était inconcevable,

elle ne pouvait pas avoir eu lieu. Fort de sa connaissance des lois de l'histoire, Wilhelm Liebknecht, le fondateur avec August Bebel du Parti ouvrier social-démocrate allemand, affirmait : « *Est-il vraisemblable, est-il admissible qu'un officier français dont la famille et les parents sont très influents puisse être condamné pour un crime de haute trahison qu'il n'a pas commis et dorme sous les verrous cinq années durant ?* » Non, cela n'était pas vraisemblable, cela n'était pas admissible et comme rien n'est sans raison, *nihil est sine ratione*, Dreyfus était coupable. Péguy s'est insurgé contre cette logique de fer et il a décidé, en fondant *Les Cahiers de la quinzaine*, de suivre les événements, « *excellent exercice pour se convaincre que les événements ne nous suivent pas* ».

Dans son opusculé *Le Rappel à l'ordre : enquête sur les nouveaux réactionnaires*, publié en 2002, réédité en 2016 et salué récemment pour sa force prémonitrice par Pierre Rosanvallon, le penseur de référence du journal de référence, Daniel Lindenberg écrit notamment que certains intellectuels dénoncent avec une assurance qui ne laisse guère place au doute ou à la contradiction une vague d'antisémitisme « *dont la réalité en tant que telle reste pourtant sujette à caution* ». Pourquoi cette réalité est-elle sujette à caution ? Parce qu'elle n'entre pas dans le cadre, parce qu'elle ne correspond pas à la représentation que nous nous faisons du racisme et à la lutte des dominants et des dominés censée être le moteur de l'histoire. Des « racisés » racistes, des dominés pas toujours présentables, c'est aussi inadmissible, aussi invraisemblable pour le progressisme contemporain que l'acharnement de la bourgeoisie contre un de ses membres pour Liebknecht. Et comme l'écrit Éric Voegelin dans *Le Conflit entre système et réalité*, c'est la réalité qui doit céder le pas face au système.

Être un intellectuel aujourd'hui, ce n'est donc pas seulement se battre pour la liberté et la justice, mais pour les faits, contre le déni idéologique dont ils sont l'objet. Et c'est aussi méditer l'échec de la philosophie hégéliano-marxiste de l'histoire à saisir l'histoire.

2. La naissance des idées

Il n'est pas sûr que penser soit l'exercice naturel d'une faculté. Si l'on pense, écrit Gilles Deleuze, c'est plutôt sous le coup d'un choc que dans l'élan d'un goût : « *Il y a dans le monde quelque chose qui force à penser. Ce quelque chose est l'objet d'une rencontre fondamentale, et non d'une reconnaissance. Ce qui est rencontré [...] peut être saisi sous des tonalités affectives diverses, admiration, amour, haine, douleur. Mais dans son premier caractère, et sous n'importe quelle tonalité, il ne peut être que senti.* » Et Deleuze aime à citer cette phrase de Proust : « *Les idées sont des succédanés des chagrins.* »

Mes idées, et la conscience de mon identité, ce que je sais du monde et de moi, sont les enfants du →



Printemps de Prague, août 1968.

chagrin. C'est sous la lueur d'orage de la menace que j'ai découvert la France et que j'ai pris conscience que j'étais français. La France qui n'était pour moi qu'un passeport s'est rappelée à mon bon souvenir quand, devenue société post-nationale, postlittéraire et post-culturelle, elle a semblé glisser doucement dans l'oubli d'elle-même. Devant ce processus implacable, j'ai été étreint par ce que Simone Weil appelle un patriotisme de compassion : « *La tendresse pour une chose belle, précieuse, fragile et périssable.* » La mortalité de ce que je croyais durable, permanent, éternel, voilà mon chagrin et ma découverte. À l'heure où les plus progressistes des progressistes veulent extirper la nostalgie du cœur des hommes, j'ai tiré de ce chagrin, en guise de méditation et d'engagement, une écologie générale : souci de la terre, mais aussi des bêtes, de la langue malmenée, de la transmission de la culture et de la beauté du monde.

3. Heidegger

Dans son dernier livre, *Notre histoire intellectuelle et politique 1968-2018*, Pierre Rosanvallon rappelle qu'en 1987, François Furet, qui dirigeait la Fondation Saint-Simon, et Milan Kundera m'ont confié la direction d'une nouvelle revue : *Le Messager européen*. Les grands universitaires et les grands patrons qui composaient ce think tank attendaient beaucoup de ce projet. Hélas, dit Rosanvallon, ils ont été déçus : « *Le résultat avait été très éloigné de ce qui avait été initialement envisagé. La surprise avait été d'abord venue de la place donnée à un énorme ensemble consacré à Heidegger, dont les articles s'étaient étalés dans les trois premiers numéros. C'était ainsi sous les auspices du dénonciateur impitoyable des méfaits de la technique et, plus largement, de la modernité, que la publication s'était placée dès son lancement au début de 1987. Si une place était faite aux interventions de Ian Patocka ou de Danilo Kis, (alors que les Michnik et Geremek, dissidents que l'on pourrait dire "libéraux-progressistes", étaient, eux, ignorés), c'était surtout à la dénonciation d'un Occident jugé à la dérive qu'était consacrée la publication [...]. Tout y était vu au prisme d'un déclin, d'un abandon, d'un consentement coupable à une perte irrémédiable.* » Sous l'effet de cette stupeur indignée, la Fondation Saint-Simon, lieu de débats, a suspendu, après trois numéros, le soutien financier qu'elle avait accordé au lancement de l'entreprise.

Rétablissons d'abord les faits : Michnik et Geremek ont participé à la revue pour un dossier portant sur le lourd contentieux judéo-polonais. Et notre souci prioritaire a été tout au long des dix années qu'a duré cette revue, d'entrer en relation avec les intellectuels d'Europe centrale. Or, il se trouve que la plupart des dissidents tchèques – Patocka (mort en 1977 après un brutal interrogatoire policier), mais aussi Havel, Karel Kosik, Vaclav Bielehradsky – ont été très marqués par Heidegger. Voilà la réalité que n'ont pas su ou

voulu voir les saint-simoniens qui me reprochaient de délaisser pour mes lubies réactionnaires le dialogue avec la dissidence.

Kosik, que j'interroge en 1993, s'efforce de tirer les leçons du printemps de Prague et dit que cet événement fait tomber une lueur (« *une simple lueur* ») de doute sur le paradigme de l'époque moderne dans sa totalité. Et ce paradigme, c'est précisément ce que Heidegger appelle la technique : non pas seulement des moteurs et des machines, mais la manière dont la réalité se découvre à nous. Être, à l'heure de la technique, c'est être productible, machinable, malléable, disponible.

Patocka a défendu les droits de l'homme contre la tyrannie totalitaire, mais il était assez lucide pour voir la technique à l'œuvre dans l'illimitation de ces droits.

Dans un de ses séminaires clandestins, Patocka demande : « *À quoi sommes-nous accoutumés à l'ère technique ?* » Et voici sa réponse : « *À revendiquer constamment et en appeler à nos droits. Nous croyons avoir le droit d'exploiter le monde entier, précisément nous qui existons maintenant sans tenir compte de ceux qui viendront ; nous croyons avoir le droit d'abuser de ce que le travail assidu et inconscient des soleils et des étoiles a accumulé depuis des milliards d'années. Ce droit ne fait pas question pour nous et nous ne nous demandons pas non plus dans quel but nous gaspillons tout cela. Nous n'en savons rien.* » Patocka a défendu, au prix de sa vie, les droits de l'homme contre la tyrannie totalitaire, mais il était assez lucide pour voir la technique à l'œuvre dans l'illimitation de ces droits. Et Patocka, comme Havel, en appelait à un revirement, à une révolution existentielle.

Si, pour ma part, je considère que la pensée de Heidegger ne peut se réduire à son engagement calamiteux, c'est qu'elle décrit, mieux que toute autre, la détresse de notre temps et qu'elle entre en résonance avec cet appel rédigé par Fabrice Nicolino et publié dans *Charlie Hebdo* : « *Nous ne reconnaissons plus notre pays. La nature y est souillée. Le tiers des oiseaux ont disparu en quinze ans, la moitié des papillons en vingt ans, les abeilles et les pollinisateurs meurent par milliards ; les grenouilles et les sauterelles semblent comme évanouies. Les fleurs sauvages deviennent rares. Ce monde qui s'efface est le nôtre et chaque couleur qui succombe, chaque lumière qui s'éteint est une douleur définitive. Rendez-nous nos coquelicots ! Rendez-nous la beauté du monde !* » •

TOMBEAU POUR LES ENFANTS

Fils d'une juive cachée sous l'Occupation, le graphiste Philippe Apeloig consacre un livre monumental à la mémoire des victimes parisiennes tuées entre 1939 et 1945. Ses *Enfants de Paris* suivent le parcours des plaques commémoratives posées des égouts à la tour Eiffel. Poignant.

« **L**a rue conduit celui qui flâne vers un temps révolu. » Cette formule de Walter Benjamin, on dirait que Philippe Apeloig en a fait l'expérience très concrète. C'est bien en flânant dans les rues de Paris où, après sa formation américaine, il vit et travaille, que ce graphiste surdoué a fait revivre un peu du monde disparu en 1945. Ce passionné de lettres et de caractères qui a fait de la typographie un art du signifiant ne nous donne pas à voir des visages ou des lieux, mais ces plaques commémoratives devenues si familières à nos regards d'héritiers de la catastrophe. « Elles sont si nombreuses, et souvent si discrètes, qu'il nous arrive de les découvrir à des endroits

où nous sommes passés cent fois sans les voir, écrit l'artiste. Elles se fondent dans les murs des immeubles, au point de ne plus retenir l'attention. Les plaques sont des murmures, patinés par le temps et absorbés dans le chaos visuel. » Une litanie de noms et de dates tisse donc ce récit muet qui saisit le lecteur-spectateur au cœur sans que l'on comprenne très bien comment de simples inscriptions peuvent avoir une telle puissance évocatrice.

En apparence, *Enfants de Paris 1939-1945* est un livre de photos, de photos sans images puisqu'on n'y voit que ces plaques, posées à la mémoire des victimes tuées entre 1939 et 1945. En réalité, c'est un monument de mille pages, un tombeau pour ces vies volées, mais aussi un tombeau pour leur tombeau, un hommage à tous ceux qui ont apporté leur pierre (au sens propre) à ce drôle de parcours mémoriel disséminé dans toute la ville au fil des décennies. « Des sous-sols jusqu'aux toits, les plaques sont partout, raconte Apeloig. Elles tissent la géographie et le relief de la ville. On en trouve dans les égouts, les couloirs du métro, et jusqu'au sommet de la tour Eiffel, à 300 m de haut, là même où les pompiers, le 25 août 1944, au moment de la Libération de Paris, avaient hissé le drapeau tricolore dans la capitale encore occupée. » Elles sont usées et embellies par les années, ou presque neuves, comme celles qui ont été posées dans les écoles parisiennes dans les années 2000, certaines comportent une croix



QUI NE GRANDIRONT PAS

Par Élisabeth Lévy

de Lorraine ou une étoile de David. Quelques-unes racontent une histoire, d'autres rappellent simplement qu'ici un étudiant, un policier ou une résistante a été arrêté ou tué.

Le titre de cette superbe œuvre graphique ne fait pas référence aux petits arrachés à leurs écoles et assassinés, mais aux *Enfants du Paradis*, de Marcel Carné. « Ce titre allégorique, explique Apeloig, a inspiré ce projet consacré aux victimes des années 1939-1945, nourrissons, gamins, adolescents, adultes, vieillards, tous ces Enfants de Paris. » Dont beaucoup étaient comme Schmil, le grand-père maternel de Philippe Apeloig, des enfants d'adoption, venus dans la patrie des Lumières pour fuir les pogroms.

En effet, ce cheminement à travers les noms inscrits au fronton d'immeubles et de monuments est aussi celui qui relie l'auteur à l'histoire des siens. Celle de Schmil, donc, immigré de Pologne, engagé en 1939, résistant, disparu en 1993 : « Le premier de notre famille depuis bien longtemps à mourir de mort naturelle, en France, son pays d'adoption, heureux et serein de nous y laisser vivre en sécurité et non plus dans la peur », observe Apeloig. Celle de sa mère Ida, enfant cachée dans un village du Berry qui, en novembre 2004, au terme d'une longue bataille contre l'oubli, y dévoila une plaque où l'on peut lire ce texte : « MERCI. Entre 1940 et 1944, une quarantaine de familles juives trouvèrent refuge à Châteaumeillant. Traquées et

poursuivies par le gouvernement de Vichy, ainsi que par l'armée allemande qui occupait notre pays, elles furent, pour la majorité d'entre elles, sauvées par le silence et l'action de la population, à l'exception de trois personnes arrêtées et déportées. Aujourd'hui, en 2004, les enfants de ces familles tiennent, en apposant cette plaque, à honorer les gens qui, en toute connaissance des risques encourus, les sauvèrent de l'arrestation et de la déportation. » On pense au gendarme Raveau : lorsque la milice française, qui prêtait main-forte à la Wehrmacht, approchait de Châteaumeillant, il guettait les courriers d'arrestation. « Puis, ce combattant de l'ombre se mettait à arpenter les rues au pas de gymnastique en grommelant à la diable : "Triste besogne ce soir" – un signal que se transmettaient les habitants pour aider les Juifs à se cacher en urgence. » En refusant d'accomplir cette « triste besogne », Raveau n'a pas seulement sauvé Ida Rozenberg et permis à Philippe Apeloig de naître et de célébrer la mémoire des morts, il a maintenu vivante l'âme de la France. Lui aussi mérite que son nom soit honoré de génération en génération. •



Philippe Apeloig, *Enfants de Paris 1939-1945*, Gallimard, 2018.



LAURENT JOLY

« VICHY A LIVRÉ AUX NAZIS DES JUIFS QU'ILS NE DEMANDAIENT PAS »

Propos recueillis par Daoud Boughezala



Laurent Joly est historien, spécialiste de l'antisémitisme français pendant la Seconde Guerre mondiale.

Lors des célébrations du 11-Novembre, Emmanuel Macron a (involontairement) relancé les polémiques sur Pétain. Afin de mettre les points sur les i, sans complaisance ni anachronisme, l'historien Laurent Joly replace les persécutions antisémites de Vichy dans le contexte de la collaboration avec l'occupant nazi.

Causeur. L'une des thèses centrales de votre livre, *L'État contre les juifs : Vichy, les nazis et la persécution antisémite* (Grasset), peut se résumer ainsi : contrairement à ce qu'écrit Éric Zemmour, Vichy n'a pas « sauvé » les juifs français en acceptant de livrer les juifs étrangers aux Allemands. Comment l'étayez-vous ?

Laurent Joly. L'idée que le moteur de la politique de Vichy était de protéger les juifs français relève du mythe. Un vieux mythe d'ailleurs, que Zemmour remet au goût du jour puisque c'est la justification du chef de l'État français Pétain, du président du Conseil Laval ou du secrétaire général à la police Bousquet : à la Libération, devant leurs juges, tous assurent n'avoir voulu que sauver les juifs français... Mais cette défense ne résiste pas à l'examen de leurs motivations au moment des faits. D'abord, à l'été 1942, Vichy a livré aux nazis des juifs qu'ils ne demandaient pas, à savoir les juifs apatrides (ex-Polonais, Allemands, Autrichiens, etc.) de zone libre, placés sous souveraineté française. Mais, surtout, quand Laval et Bousquet les livrent aux nazis, ils ne le justifient pas en disant qu'ils le font pour sauver les juifs français. Non, ils assument, assurant que c'est l'intérêt de la France de se débarrasser de ces indésirables, ennemis de la Révolution nationale. Précisons enfin que la plupart des enfants livrés étaient nés en France et étaient français à titre définitif. Vichy n'en tient aucun compte. Dès le printemps 1941, le vice-président du Conseil, l'amiral Darlan, s'en félicitait à l'avance : « *Grâce aux Allemands, on va pouvoir se débarrasser des juifs étrangers et des naturalisés* » ! Il est vrai cependant que Vichy n'a pas l'intention de tuer les juifs ni de déporter les juifs français enracinés.

Quels sont les ressorts de l'antisémitisme vichyste ?

Vichy exprime un antisémitisme traditionnel qui remonte à l'affaire Dreyfus. De ce point de vue, l'État français perçoit avant tout la « *question juive* » comme un problème d'étrangers indésirables. L'idée qu'il y a trop de juifs étrangers arrivés en France dans les années 1930 fait consensus dans l'opinion conservatrice. À ce titre, la position du colonel de La Rocque, figure de proue de la droite nationaliste

de la fin des années 1930, est révélatrice. Il prône l'expulsion des « *indésirables* », ainsi que la dénaturalisation au cas par cas des juifs naturalisés ayant « *démérité* », mais il juge injuste de recourir à un statut des juifs et de s'en prendre aux juifs français. C'est cet antisémitisme avant tout xénophobe qu'un gouvernement autonome français se serait sans doute contenté de suivre. Et c'est ce que Laval prône dès l'été 1940 : Vichy interdit aux naturalisés d'être membres de cabinets ministériels, puis leur ferme l'accès à la fonction publique, aux métiers d'avocat et de médecin. Cela vise les juifs sans les nommer car le régime, estimant que le pays n'est « *pas antisémite* », hésite à adopter une loi raciale.

Cette hésitation n'a pas duré longtemps, car dès l'automne 1940, l'État français, imitant les lois nazies de Nuremberg, promulgue un statut des juifs excluant les israélites français de plusieurs professions, un texte que Pétain a personnellement durci, comme l'a montré une vidéo d'archives exhumée en 2010...

Oui, le maréchal Pétain a estimé qu'il fallait éliminer tous les juifs, y compris les anciens combattants, de l'Éducation nationale, et pas seulement les plus hauts fonctionnaires (inspecteurs d'académie, recteurs, etc.). Cela a considérablement aggravé la portée du statut, puisque tous les enseignants juifs, de l'universitaire à l'instituteur, ont été renvoyés. Dans mon livre, je défends l'idée que l'adoption du statut des juifs a largement obéi à une logique d'alignement sur l'Allemagne – dynamique irrésistible, qui s'impose partout en Europe, même dans des pays sans tradition antisémite comme l'Italie.

Si je vous suis, Laval et Bousquet ont redoublé d'ardeur dans les rafles antijuives pour complaire aux Allemands...

Là, on fait un bond vers 1942, et le contexte très particulier du retour de Pierre Laval au pouvoir (avril), puis de l'exigence soudaine des SS concernant les juifs (40 000 qu'ils veulent déporter). Très clairement, à ce moment-là de la guerre, Laval doit plus que jamais donner des gages. Son idée : alimenter à tout prix la politique de collaboration et satisfaire Hitler afin →



René Bousquet aux côtés d'officiers allemands
durant la rafle de Marseille, janvier 1943.

sont pas des antisémites, mais des technocrates et des policiers ordinaires. Ainsi, les commissaires aux manettes à l'état-major de la police municipale ont tous été promus sous le Front populaire. D'ailleurs, les républicains centristes que sont Laval et Bousquet détestent les excités d'extrême droite, imposés par les Allemands, comme Darquier...

Si la rafle du Vel' d'Hiv' n'a visé que les juifs apatrides, est-ce grâce à Bousquet ?

Non. Dès 1941, les Allemands font le choix de cibler les apatrides, qui présentent l'avantage de n'avoir aucun État pour les défendre. En juillet 1942, le responsable du « *fichier juif* » à la préfecture de police, André Tulard, assure qu'il y a suffisamment de juifs apatrides pour atteindre l'objectif de 22 000 juifs parisiens, fixé par les SS. Le

problème est donc réglé à la satisfaction de tout le monde. Malgré cela, la rafle du Vel' d'Hiv' s'est soldée sur un demi-échec. Mon livre révèle que les deux tiers des juifs visés y ont échappé (27 000 fiches d'arrestations pour 9 000 juifs « adultes » arrêtés).

Pourquoi ?

Quelque 13 000 juifs, dont 4 000 enfants, ont été arrêtés. Or, ce sont des policiers ordinaires, pas des militants antisémites, qui ont agi. Beaucoup ont prévenu des juifs qu'ils connaissaient. D'un arrondissement à l'autre, les commissaires ont transmis les ordres de manière très différente, ce qui explique la disparité des résultats. Par exemple, le commissaire du 2^e a fait fuir les informations de sorte que seuls 20 % des juifs de l'arrondissement ont été raflés. Inversement, dans le 12^e, le commissaire était sur le terrain, derrière ses hommes, afin de s'assurer que ses ordres étaient exécutés : les arrestations ont touché 63 % des juifs visés.

d'obtenir un traité de paix favorable à la France une fois que le III^e Reich aura conquis tout le continent. Le reste passe par pertes et profits, comme le dit Bousquet : « *L'histoire nous donnera raison.* » Dans ce cadre, Vichy tient à ce que ses policiers agissent en pleine autonomie. C'est que, depuis deux ans, au mépris de la convention d'armistice – et donc de la supposée souveraineté de l'État français –, les Allemands s'emparent de dossiers dans les services, prennent des otages dans nos prisons. Bousquet a jugé les rafles « mixtes » franco-allemandes d'août et de décembre 1941 humiliantes pour la police française. Aussi convainc-t-il le général SS Oberg, chef de la police allemande en zone occupée, de l'intérêt de laisser la police française agir seule. Les juifs apatrides seront la monnaie d'échange de Vichy contre le respect de sa souveraineté administrative. C'est ce qui explique que, de manière aberrante, ce soit Bousquet qui ordonne officiellement la rafle du 16 juillet 1942 et que pas un seul Allemand n'y prenne part, alors que tout a été planifié par les SS !

C'est exactement ce qu'a déclaré Emmanuel Macron lors de la commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv'. Pourquoi critiquez-vous son discours dans votre livre ?

Le 16 juillet 2017, le président Macron a commémoré les soixante-quinze ans du Vel' d'Hiv' en dénonçant légitimement l'antisémitisme de Vichy qui l'a conduit à livrer les juifs étrangers. Mais il n'a pas mentionné le contexte d'occupation allemande et a cité plusieurs idéologues antisémites, dont le commissaire général aux questions juives Darquier de Pellepoix qui n'a rien décidé du tout. C'est une erreur que d'imputer les rafles de l'été 1942 à quelques antisémites fanatiques. Les organisateurs et agents de la rafle du Vel' d'Hiv' ne

« Les deux tiers des juifs visés par la rafle du Vel'd'Hiv' y ont échappé. »

Les organisateurs de la rafle savent-ils qu'ils conduisent les juifs à la mort ?

Bousquet et Laval ne peuvent ignorer que les juifs déportés sont destinés à mourir, mais ils ont choisi de se mentir à eux-mêmes. Dans leur logique, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. À l'été 1942, la BBC diffuse des informations précises sur l'extermination systématique des juifs. En décembre, une déclaration des Alliés annonce que les responsables du gènes

cide (comme on ne l'appelle pas encore) auront des comptes à rendre à la justice internationale. Il y avait vraiment beaucoup d'indices d'une politique criminelle, dont l'ampleur et les modalités (les chambres à gaz) ne seront connues qu'après 1945.

Quand le régime de Vichy commence-t-il à s'émanciper des Allemands ?

Quand le vent tourne. À partir de l'été 1943, sentant la défaite du Reich inéluctable, Laval essaie de gagner du temps, Bousquet retourne sa veste.

Peut-on au moins mettre au crédit de Vichy le fait de ne pas avoir dénaturisé les juifs devenus français dans les années 1930, comme l'exigeaient les nazis ?

Mais Vichy a signé en juin 1943 ce fameux décret de dénaturalisation ! Ce sont les Allemands qui mettent alors leur veto à sa publication au *Journal officiel*, car ils craignent que les juifs concernés leur échappent. Mauvais calcul. Un mois plus tard, le renversement de Mussolini est un tournant de la guerre. Vichy fait machine arrière. Les SS sont furieux. Pour autant, la priorité de la politique allemande reste à l'effort de guerre. Si bien que lorsque les SS décident de traquer directement les juifs, Berlin refuse d'envoyer des renforts à Paris !

Quelques mois plus tôt, en novembre 1942, la zone libre gérée par Vichy a été envahie par les troupes allemandes. Qu'est-ce que cela change pour les juifs ?

C'est une catastrophe, mais aussi une aubaine provisoire. Une catastrophe, parce que dans l'ex-zone libre, Vichy refuse d'appliquer l'étoile jaune, mais édicte une loi qui marque les pièces d'identité et les cartes de ravitaillement. Cette mesure change tout pour le quotidien des juifs, obligés de se faire connaître de l'administration pour se ravitailler. Le choix est terrible : basculer dans la clandestinité ou rester facilement repérables. Mais c'est aussi une aubaine, car l'Italie occupe jusqu'en septembre 1943 une dizaine de départements dans le Sud-Est et protège les juifs contre Vichy et les nazis. Quand les Allemands occupent tout le territoire, c'est la traque des juifs. Darnand remplace Bousquet et Vichy donne l'ordre à sa police d'arrêter des juifs français, comme à Bordeaux.

L'État français pouvait-il faire autrement ?

Le cas danois prouve que oui. Tandis que le Danemark, occupé par le Reich et qui a également fait le choix de la collaboration d'État, refuse de persécuter les juifs, la France de Vichy mène des rafles, parce qu'elle veut se débarrasser des juifs étrangers. Même l'Italie fasciste, malgré l'adoption de lois raciales en 1938, refuse de déporter les juifs. Cela montre que l'on peut être antisémite, persécuter les juifs, mais refuser de collaborer à leur mise à mort. Pour empêcher le pire, en 1942, Vichy avait

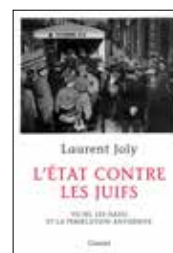
de multiples ressources : invoquer la convention de La Haye qui interdit de s'en prendre aux populations occupées pour des raisons religieuses, faire valoir que beaucoup de juifs apatrides avaient des enfants français, proposer d'étudier les dossiers au cas par cas (comme il le fera l'année suivante)... Devant un Vichy rétif en juillet 1942, les SS auraient donné leurs ordres directement à la police parisienne, comme en 1941. Beaucoup de juifs auraient été arrêtés, mais Vichy ne se serait pas déshonoré en prenant en charge ces opérations, puis en livrant 10 000 juifs de zone libre. Bref, ce qui condamne moralement Vichy, c'est d'avoir collaboré de manière aussi active à l'été 1942. En huit semaines, Bousquet a fait arrêter le tiers du total des juifs déportés (26 000 juifs), soit davantage que durant les treize derniers mois de l'Occupation !

À la Libération, les tribunaux d'épuration français sanctionnent-ils les persécutions antijuives ?

Les juges font ce qu'ils peuvent. Alors que la notion de crime contre l'humanité n'existe pas encore en droit français, les magistrats lancent des centaines de procédures pour juger des « collaborateurs » accusés d'avoir réprimé les juifs. Les principaux responsables du Commissariat général aux questions juives sont lourdement condamnés. Le directeur de la police municipale qui a dirigé la rafle du Vel' d'Hiv' écope de huit ans de travaux forcés, le préfet de police est condamné aux travaux forcés à perpétuité, et des dizaines de policiers antijuifs sont jugés. Mais beaucoup passent entre les gouttes : ceux que j'appelle les « antisémites de bureau », tels les responsables administratifs des « *fichiers juifs* », de Drancy, ceux qui ont donné des ordres criminels sans se salir les mains.

Traduit en Haute Cour de justice, comment Bousquet s'en sort-il ?

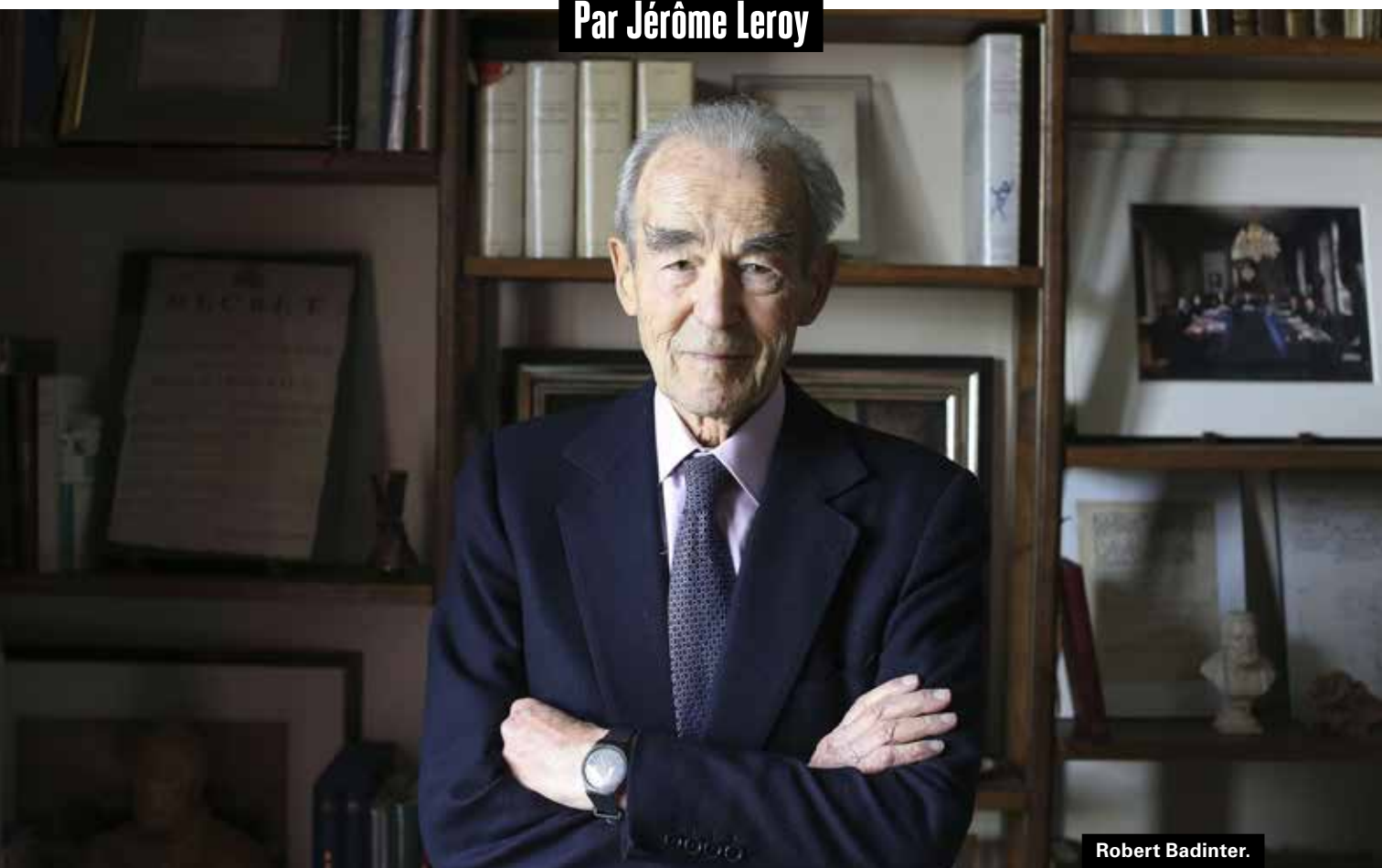
Bousquet promène le juge chargé de son instruction, puis les jurés de la Haute Cour. Puisqu'il n'est pas issu de l'extrême droite et n'a jamais adhéré à un parti de la collaboration, il bénéficie d'un préjugé favorable. En prime, il se présente comme un « déporté », tandis qu'en réalité, Oberg l'a envoyé se mettre au vert dans une villa en Autriche... Alors que le Parti communiste appelle à l'exécuter en 1944-1945, Bousquet fait jouer ses brillants avocats et son carnet d'adresses. L'instruction traîne en longueur. Quand il est jugé en 1949, en pleine guerre froide, les parlementaires communistes ont déserté la Haute Cour et Bousquet bénéficie du soutien de ses amis radicaux. C'est ainsi qu'il est acquitté. Avec le recul, cet acquittement apparaît comme l'un des plus grands ratés de l'épuration. •



L'État contre les juifs, Laurent Joly, Éditions Grasset, 2018.

IDISS DES POGROMS AUX RAFLES

Par Jérôme Leroy



Robert Badinter.

Dans un récit pudique et précis, Robert Badinter nous parle de sa grand-mère maternelle, juive née dans la Bessarabie tsariste et morte dans la France de Vichy. D'un antisémitisme à l'autre, cette évocation familiale a valeur d'avertissement.

On serait bien avisé, du côté de l'Éducation nationale, d'inscrire aux programmes *Idiss*, le dernier livre de Robert Badinter, et ce, pour au moins deux raisons. La première est que ce récit sur la vie de la grand-mère de l'auteur est écrit d'une plume précise, sensible, où l'émotion affleure de façon pudique pour tracer les contours d'une vie, celle d'*Idiss*, née en Bessarabie en 1863 sous le régime tsariste et morte en 1942 à Paris, seule ou presque, sous l'occupation nazie. On y découvre un admirable portrait de femme simple et généreuse, vivant entre deux mondes, qui retrouvera à la fin de son existence le péril qu'elle avait fui au début. *Idiss* s'inscrit dans une tradition littéraire où l'on trouve aussi bien *Le Livre de ma mère* d'Albert Cohen que *La Promesse de l'aube* de Romain Gary. Se souvenir des siens, c'est vivre deux fois, c'est repenser ses origines et surtout

ne jamais les oublier : « *Aujourd'hui, ayant franchi son âge, écrit Robert Badinter, je rêve à son passé qui est un peu le mien. Il m'émeut, mais j'en souris aussi, comme si un conteur d'histoires était assis devant moi et évoquait le destin de ma grand-mère, dans sa langue dont les accents ont bercé mon enfance.* » Les temps sont à l'instantanéité et ce qu'on appelait le passé se dissout de plus en plus dans le présent perpétuel des réseaux sociaux. Alors lire *Idiss*, c'est prendre le temps de retrouver « *l'édifice immense du souvenir* » cher à Marcel Proust. Oui, décidément, l'exercice serait salutaire pour les jeunes accros au virtuel. La seconde, c'est qu'à l'époque où un antisémitisme protéiforme fait son retour dans certains quartiers de nos villes comme dans des gouvernements d'Europe centrale ou chez les suprématistes américains, le destin d'*Idiss* prend valeur d'exemple et d'avertissement pour notre temps. Œuvre de piété familiale, le livre de Robert Badinter a aussi une valeur éminemment civique. Soyons précis, nous avons écrit civique, pas édifiante ou moralisatrice. Robert Badinter n'est pas l'homme de l'anathème ou de l'approximation idéologique. Comme lorsqu'il mena et gagna son combat pour l'abolition de la peine de mort, il refuse de jouer sur le pathos. Il déroule les faits, les dates, les événements ; il les met en perspective et cela convainc de manière infiniment plus efficace.

Idiss est née en Atlantide, c'est-à-dire dans un shtetl du Yiddishland, en Bessarabie, dans les environs de Kichinev. Elle épouse Schulim, qui lui donne deux fils avant de partir servir dans l'armée russe. Elle se retrouve seule et comme la broderie ne suffit pas à nourrir sa famille, la voilà contrebandière de tabac sur la frontière russo-roumaine. Un policier compréhensif, après une arrestation, la laisse continuer son trafic à condition qu'elle passe une nuit par semaine en prison pour sauver les apparences. Le retour du mari fantasque est un grand bonheur. Une petite fille naît, Chiffra, la future mère de Robert Badinter.

Cette Russie des débuts du xx^e siècle est aussi celle des pogroms, qui de loin en loin frappent les juifs, et ceux de Kichinev sont les plus meurtriers. On pense à partir en France : malgré l'affaire Dreyfus (ou peut-être grâce à elle), elle reste le pays de la Révolution française qui a accordé la citoyenneté pleine et entière aux juifs et où l'on a vu les plus grands intellectuels, Zola en tête, ne pas hésiter à prendre la défense d'un petit capitaine israélite. C'est donc à Paris qu'arrive la famille. C'est l'occasion, pour Robert Badinter, de livrer en quelques pages un tableau des plus précis de la situation des juifs en France, unis culturellement par la religion mais aussi divisés en classes sociales : les immigrés fraîchement débarqués, les « *Yids* », les commerçants de la classe moyenne, les juifs français depuis la Révolution, médecins ou hauts fonctionnaires, et l'hyperclasse des banquiers et des industriels. En France, Chiffra devient Charlotte, elle va à l'école, elle est brillante et illustre ce désir d'assimilation qui caractérise ces nouveaux arrivants, comme le montrera leur patriotisme au moment

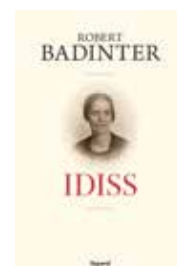
de la Grande Guerre. Schulim fera ainsi parler de lui dans les gazettes yiddish pour s'être porté volontaire à plus de 50 ans en arguant de son expérience militaire. Il sera refusé, comme ses fils qui ne pouvaient servir administrativement que dans l'armée russe.

Schulim meurt en 1920. Ce mari avait encouragé *Idiss* à s'émanciper, à quitter la perruque pour laisser pousser ses cheveux bruns, à remplacer le foulard par le chapeau cloche et à se promener avec lui sur les Grands Boulevards. En les regardant tous les deux, dit Robert Badinter, « *même le plus pessimiste des Yids n'aurait pu dire que le bonheur pour les juifs n'est pas de ce monde* ». Bientôt, au « *bal des Bessarabiens* », la jeune Charlotte rencontre le futur père de Robert Badinter, Simon. Ils se marient en 1923. Les années heureuses sont néanmoins comptées : « *La paix existait sur le parchemin des traités, non dans les esprits.* »

Pour les juifs français, le sionisme est une tentation face à la montée des périls en Europe, d'autant plus que la naturalisation des parents de Robert Badinter n'entraîne pas celle d'*Idiss*. Simon fait des affaires florissantes dans le commerce de la fourrure, il subventionne les associations sionistes, mais son pays, c'est la France. La famille passe dans les beaux quartiers, Robert et son frère Claude sont de brillants élèves : l'assimilation est parfaite, même si *Idiss* a gardé les recettes de la cuisine ashkénaze et, malgré ses efforts, se sent plus à l'aise en yiddish qu'en français.

En 1939, la famille se replie à Nantes avant de revenir à Paris en septembre 1940. Le temps des tragédies va commencer. Il faut s'inscrire sur les fichiers juifs, *Idiss* prie ou se mure dans le silence. Elle se fait traduire les affiches antisémites officielles. Les illusions sur la République de Simon s'effondrent. Les premières rafles commencent, les étrangers, puis les juifs naturalisés, ne sont plus à l'abri. Simon passe le premier la ligne de démarcation. Puis Charlotte et ses deux fils. *Idiss*, elle, est déjà gravement malade, à peine consciente. Le petit Robert, qui n'a jamais fait sa bar-mitsva par prudence, avec l'accord du rabbin, embrasse une dernière fois sa grand-mère endormie.

Robert Badinter conclut son livre poignant sur trois brèves notes indiquant la déportation et la disparition de son père, de son grand-oncle et de sa grand-mère maternelle. Il énumère ensuite différents décrets antisémites pris par Vichy et l'occupant nazi. Cette sécheresse administrative, qui contraste avec l'évocation si vivante des silhouettes aimées, vaut toutes les démonstrations et balaie de manière salvatrice les circonvolutions et autres relativisations qui ont cours ces temps-ci. •



Robert Badinter, *Idiss*, Fayard, 2018.

ARC DE TRIOMPHE L'ÉTOILE N'EST PAS MORTE

Par Pierre Lamalattie



Les obsèques nationales de Victor Hugo à Paris, 31 mai 1885.

Érigé pour célébrer la Grande Armée de Napoléon, l'Arc de Triomphe s'est fondu dans le moule républicain, notamment en accueillant la tombe du Soldat inconnu. Quoique relative, sa récente profanation par des casseurs est un outrage aux yeux de nombreux Français. Portrait d'un monument national.

Le 1^{er} décembre dernier, en marge de la manifestation des « gilets jaunes » et en l'absence de protection des forces de l'ordre, l'Arc de Triomphe est mis à sac. Les murs du bâtiment sont abondamment tagués. En outre, casseurs et extrémistes essayent de forcer une entrée. Les trois portes d'origine, étroites et solides, tiennent bon, mais le sas de sécurité aménagé pour filtrer les visiteurs (dans la pile nord-est) est plus aisément enfoncé. Les intrus montent dans les deux salles hautes qui tiennent lieu de musée. Ils vandalisent tout ce qu'ils peuvent. Heureusement, c'est un musée où il n'y a presque rien.

L'œuvre la plus abîmée est une peinture de Guillaume Dubufe (1853-1909) représentant l'enterrement de Victor Hugo. Ce peintre brillant, souvent à la lisière des arts décoratifs, appartient à une lignée d'artistes actifs depuis le début du XIX^e siècle. Il y a des Dubufe à tous les étages dans nombre de musées français. Son atelier est le bâtiment actuellement occupé par le musée Henner. Le fait qu'il s'agisse d'un artiste presque inconnu à notre époque ne diminue en rien le dommage subi.

Le plâtre d'une figure ailée de François Rude, détail d'une des statues extérieures, est fracassé. Ce visage allégorique de la Victoire passe auprès des Français pour une incarnation parfaite de la Patrie en danger, de la *Marseillaise* ou encore de Marianne. Accessoirement, c'est aussi le portrait de Sophie Rude, femme et modèle du sculpteur et artiste elle-même. Cependant, cette image de Marianne en « gueule cassée » a une force expressive terrible. Elle fait le tour des médias et des réseaux sociaux, évoquant le sentiment malheureux d'une France abîmée. Toutefois, sur le plan patrimonial, le dommage n'est pas très grave. En effet, il ne s'agit pas du plâtre d'origine créé de la main de l'artiste, celui d'après lequel la sculpture a été exécutée en pierre, mais d'un moulage a posteriori (1899) ayant une simple valeur documentaire.

Le plus important est que la tombe du Soldat inconnu ait été épargnée. Un groupe de « gilets jaunes » vient, en effet, spontanément la protéger en formant une haie humaine et en chantant la *Marseillaise*. Grâce à eux et en l'absence des forces de l'ordre, on évite un outrage autrement plus grave.

En fin de compte, les dégâts matériels sont relatifs et l'Arc rouvre au public une dizaine de jours plus tard. Cependant, la quasi-profanation de ce monument provoque une grande émotion. Cela souligne à quel point les Français se sentent concernés par l'Arc de Triomphe. Cet attachement, nullement acquis à l'origine, résulte d'une longue histoire.

Le plus gros n'est pas forcément le plus beau...

L'Arc n'est pas républicain de naissance. Sa construction est décidée par Napoléon I^{er} pour y célébrer des victoires militaires. Le chantier progresse peu sous son règne et les défaites arrivent avant qu'il ne puisse en faire usage. Les travaux sont ajournés par Louis XVIII puis repris et achevés en 1836 par Louis-Philippe et son président du Conseil, Adolphe Thiers.

Quand on passe sous les voûtes, on remarque toutes sortes de noms gravés dans la pierre. L'évocation des victoires le dispute à celle des généraux. Connaître toutes ces références nécessiterait beaucoup d'érudition. Cependant, mieux vaut ne pas trop creuser, car certains noms pourraient paraître problématiques au public d'aujourd'hui. C'est le cas, par exemple, de Louis-Marie Turreau (1756-1816), général de la Révolution et de l'Empire (à l'intérieur du pilier nord-est, en haut à gauche) dont les fameuses colonnes infernales ont « nettoyé » des dizaines de milliers de Vendéens.

En ce qui concerne l'architecture de l'édifice, les commanditaires hésitent entre plusieurs options, les unes plus travaillées, avec des pilastres et des colonnes, les autres plus simples avec des murs plats, une forme massive et une taille XXL. C'est cette seconde version qui l'emporte. Cette tergiversation entre sobriété et expressivité, entre classicisme et liberté artistique, est malheureusement récurrente dans l'histoire de l'art en France. L'arc de triomphe de Paris a au moins cette caractéristique d'être le plus grand et le plus gros du monde.

La construction bénéficie d'un important programme sculpté. Toutefois, le résultat s'avère en grande partie décevant. La plupart des sculptures de l'Arc de Triomphe, exécutées dans les années 1830, sont, en effet, d'un intérêt artistique très médiocre et reçoivent un accueil mitigé. À la fois figées, malhabiles et grandiloquentes, elles témoignent d'un début de XIX^e siècle encore plombé par les raideurs du néoclassicisme. Y fait exception l'inoubliable haut-relief de François Rude (1784-1855) intitulé *Le Départ des volontaires*. Six hommes surmontés d'une allégorie ailée partent →



**La Marseillaise de François Rude (1833-1836),
saccagée lors de manifestation des « gilets jaunes »
du samedi 1^{er} décembre 2018.**

sauver la patrie de la coalition menaçant la France en 1792. Au premier plan, un beau et jeune sans-culotte (et même sans slip) part en guerre, quéquette à l'air. Frisson érotique et souffle épique se conjuguent à merveille. On peut dire que ce haut-relief donne au monument toute son envolée.

Écraser l'anarchie et le despotisme

La sculpture la plus importante, et aussi la plus intéressante, était certainement le grand quadrigue qui couronnait l'Arc. On peut toujours apercevoir son large socle ovale qui dépasse au-dessus de l'attique. La plupart des arcs de triomphe sont, en effet, surmontés de quadriges, justement pour incarner un triomphe à la romaine. C'est ce qu'on peut observer par exemple sur l'arc du Carrousel à Paris, sur la porte de Brandebourg à Berlin, sur les arcs de Moscou, Saint-Petersbourg, Munich, Londres, etc.

Cependant, après avoir épuisé le budget pour le seul ornement des façades, il a fallu attendre quarante années supplémentaires pour que l'on s'attaque au couronnement. Le projet est confié à Alexandre Falguière (1831-1900), l'un des plus grands peintres et sculpteurs de son époque, camarade et ami de Rodin. Falguière livre au début des années 1880 un audacieux ensemble néobaroque où le char de la Révolution (ou, selon une autre

interprétation, celui de la République) écrase l'anarchie et le despotisme.

Comme c'est souvent le cas à cette époque, la maquette originale est réalisée en plâtre renforcé, en préparation d'une fonte ultérieure en bronze. Ce genre de structure peut se conserver un certain temps à l'extérieur. On l'installe donc à titre provisoire sur l'Arc pour pouvoir l'admirer en attendant sa reproduction en fonte. C'est ce couronnement imposant que l'on aperçoit sur les photos de l'enterrement de Victor Hugo en 1885. Cependant, le bronze coûte cher, très cher. Les années passent sans que l'on trouve des crédits. Finalement, on dépose le quadrigue qui commence à s'abîmer. En outre, de fins esprits invoquent le bon goût français, la tradition classique ennemie de la fantaisie, etc. Bref, on s'habitue à l'idée d'un arc sans son triomphe. La fonte est reportée d'année en année, jusqu'à ce que le goût change et devienne hostile à ce genre de statuaire. On ne s'intéresse plus à la maquette de Falguière, qui est détruite ou oubliée quelque part. C'est toujours un peu triste de songer aux beaux projets artistiques qui ont échoué.

Deux morts qui n'avaient pas demandé à être enterrés en duo

Cependant, l'Arc de Triomphe n'est pas un simple monument. C'est aussi et surtout la tombe du Soldat inconnu. Le fait d'honorer un soldat inconnu vient d'abord d'un cénotaphe installé sous l'Arc de Triomphe pour la veillée du 13 au 14 juillet, à la fin de la guerre. La Grande-Bretagne s'inspire de cette cérémonie pour inhumer un soldat inconnu à Westminster. Ce choix de célébration suscite une grande ferveur outre-Manche, car beaucoup de dépouilles de soldats demeurent en terre française. Ce corps de substitution offre un support aux deuils. C'est ce qui, après une période d'hésitation, donne à la France l'idée de son soldat inconnu. Beaucoup d'anciens combattants, notamment de gauche et de pacifistes, sont fermement opposés à l'inhumation d'un poilu sous l'Arc de Triomphe. Ce lieu est jugé beaucoup trop militariste, trop héroïsant. Les débats, animés, sont tranchés par un vote du Parlement.

Une étrange cérémonie est organisée le 11 novembre 1920. Il s'agit d'un double enterrement. Deux morts qu'on croirait honorés à égalité ! D'un côté Gambetta (1838-1882), représenté par son cœur, est transféré au Panthéon. De l'autre, le poilu anonyme est conduit sous l'Arc de Triomphe. Gambetta, comme certains princes et rois de l'Ancien Régime, est embaumé et multienterré en pièces détachées. Son catafalque est riche et tarabiscoté. Il incarne la III^e République et ses 50 ans. Le Soldat inconnu est drapé des couleurs sur un char militaire. La fosse n'est pas encore creusée en haut des Champs-Élysées et il faudra attendre pour l'installation de la flamme. Malgré ces débuts discutables, la tombe du Soldat inconnu s'impose dans les mémoires au point

qu'on n'y ajoutera rien ni personne après la Seconde Guerre mondiale. Le Soldat inconnu incarne désormais tous les sacrifices.

L'Arc de Triomphe, contrairement à qui est dit, n'est pas le premier édifice représentant la France et ses valeurs à être visé. C'est même assez courant. Les monuments ne sont pas de pures œuvres d'art, ils sont aussi des symboles et des hommages. À ce titre, ils peuvent paraître détestables à certains. Le FLB (Front de libération de la Bretagne) fait ainsi sauter en 1978 une aile du château de Versailles (celle de la galerie des Batailles). La décolonisation, le régime de Vichy et la Commune de Paris sont, chacun à leur façon, à l'origine de nombreuses destructions ciblées. On pourrait remonter plus loin, les choses ne s'arrangeraient guère.

Citons plutôt un cas particulièrement émouvant, à cheval entre l'histoire de France et celle de l'Algérie : la fontaine Ain El Fouara, à Sétif (Algérie). Ce monument ornée d'une nymphe nue est sculpté par Francis de Saint-Vidal en 1898. Elle est dynamitée en 1997, en pleine décennie noire, puis restaurée par des riverains

qui y sont, semble-t-il, très attachés. En 2017, elle est de nouveau attaquée par un salafiste qui l'ampute au burin de ses seins et de son visage, avant d'être bastonné et maîtrisé par la foule. Elle est derechef restaurée, cette fois-ci par l'État, et réinaugurée par le ministre de la Culture.

Rêvons un peu. Après tout, le rêve est fait pour ça : permettre à chacun d'entre nous d'avoir de petites jouissances inoffensives qui ne se produisent pas, ou pas assez, dans la vie réelle. Imaginons un président de la République aimablement déjanté. Cela peut arriver. Il s'invite au « Vingt heures ». On spécule sur ce qu'il va annoncer comme efforts « *justement répartis* ». Il pose ses mains à plat devant lui et arbore un large sourire extatique. Il annonce le grand chantier de son quinquennat. Par un « *geste fort* », il veut rendre l'Arc de Triomphe souillé à sa grandeur républicaine. On va enfin fondre le quadriges de Falguière pour le replacer sur l'Arc de Triomphe ! La République va de nouveau écraser l'anarchie et le despotisme ! Que c'est beau ! Quel bonheur ! Quelle gloire ! Quel sentiment de continuité républicaine ! Un rêve, vous dis-je ! •

C'ÉTAIT ÉCRIT GERMINAL SUR ROND-POINT

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

En toute logique, cette chronique devrait honorer Christophe Guilluy qui pourrait dire légitimement, avec ses travaux prophétiques sur la France périphérique : « C'était écrit. » Mais d'autres ont vu venir cette détresse des travailleurs pauvres, comme Guy Debord qui nous parlait déjà des « gilets jaunes » dans *In girum* en 1978 : « *Ils sont transplantés loin de leurs provinces ou de leurs quartiers, dans un paysage nouveau et hostile, suivant les convenances concentrationnaires de l'industrie présente. Ils ne sont que des chiffres dans des graphiques que dressent des imbéciles.* » Et avant Debord, il y eut nos grands écrivains du XIX^e qui comprirent très vite que la révolution industrielle portait en elle cette contradiction de l'enrichissement de quelques-uns et de la misère de ceux qui ne pouvaient prétendre qu'à des miettes pour reproduire leur force de travail. Sur n'importe quel rond-point, Zola aurait pu montrer que ce n'était pas le travail qui était remis en cause, mais

sa rémunération insuffisante, que madame Rasseneur était toujours là, en gilet jaune, depuis *Germinal* : « *Tout est si cher ! reprit madame Rasseneur, qui était entrée et qui écoutait d'un air sombre, comme grandie dans son éternelle robe noire. Si je vous disais que j'ai payé les œufs vingt-deux sous Il faudra que ça pète !* »

Pourtant Zola ne voulait pas que « ça pète », pas plus que Hugo avant lui, qui aurait pu dire devant le gouvernement et les députés LREM ce qu'il disait devant le Sénat en 1851 dans son célèbre discours sur *Les Caves de Lille* : « *Moi aussi, je viens faire ma dénonciation à cette tribune. Messieurs, je vous dénonce la misère ! Je vous dénonce la misère, qui est le fléau d'une classe et le péril de toutes ! Je vous dénonce la misère qui n'est pas seulement la souffrance de l'individu, qui est la ruine de la société, la misère qui a fait les jacqueries, qui a fait Buzançais, qui a fait juin 1848 ! Je vous dénonce la misère, cette longue agonie du pauvre qui se termine par la mort du riche ! Poursuivez-la, frappez-la, détruisez-la ! Car, je ne me lasserai jamais de le redire, on peut la détruire !* »

Changement de ton, au siècle suivant, pour le romancier Jean-Patrick Manchette, dans *L'Affaire N'Gustro* (1978), un roman noir impeccable où un des personnages ne voit qu'une seule issue : « *Le bordel industriel avancé regorge. Il faut vous décider à m'en donner un peu, parce que si vous continuez à nous en promettre sans nous en donner, à susciter toute cette abondance de misérables désirs, il vous viendra de plus en plus de pauvres, ô mon bordel natal, et des moins arrangeants que moi. Voilà pourquoi vous crèverez tous.* »

Un vrai casseur, celui-là ! •

LITTÉRATURE

CE N'EST PAS LA TAILLE

QUI COMPTE !

Par Jérôme Leroy



Jean-Pierre Montal.

Avec drôlerie et érudition, Jean-Pierre Montal et Jean-Christophe Napias ont élaboré un Lagarde et Michard de grands textes brillant par leur brièveté. A l'époque des romans obèses, il fait bon (re)lire les courtes pépites de Melville, Kafka ou Nabokov.

Jean-Pierre Montal et Jean-Christophe Napias sont deux personnes éminemment fréquentables. Montal est déjà connu des lecteurs de *Causeur* où il signe (trop rarement) dans nos pages cultures. Écrivain, il nous a donné l'excellent *Les Années Foch* où la décennie 1990 était vue par un jeune Stéphanois monté à Paris pour découvrir l'envers des beaux quartiers et le monde de la nuit, comme un Modiano qui écouterait Brian Ferry en boucle. Également éditeur, il a fondé Rue Fromentin, la maison qui a révélé notamment Patrice Jean et son *Homme surnuméraire*. Ce même Patrice Jean nous a régales durant un an avec les aventures de Pichonneau, un *Bouvard et Pécuchet* à lui tout seul à l'époque des start-up. On le voit, on est en famille.

Jean-Christophe Napias est également éditeur. On lui sera reconnaissant, à l'enseigne de L'éditeur singulier, d'avoir donné une seconde chance aux *Chérubins électriques*, paru à l'origine en 1983 chez Grasset. Cet unique roman de Guillaume Serp, chanteur de new-wave mort à 27 ans comme Amy Winehouse ou Jim Morrison, allait devenir le bréviaire secret des années 1980 pour les amants de la nuit et les vampires perdus du dandysme à la mode « clubber ». C'est que Jean-Christophe Napias est aussi un inlassable chasseur de curiosités, qui traque chez Boulinier ou les bouquinistes des quais le texte oublié, l'auteur méconnu, l'édition disparue et, en archéologue respectueux et émerveillé, les ressuscite pour nous en montrer tout l'intérêt.

Bref, pour ces deux garçons, la littérature est une affaire trop grave pour la traiter comme un produit saisonnier, périmé en moins de trois mois. Ne leur dites pas, mais derrière leurs airs légers, désinvoltes et dilettantes, ils font œuvre de transmission et leurs dilections chics sont, en fait, patrimoniales.

Il n'est donc pas étonnant qu'ils cosignent *100 courts chefs-d'œuvre*, une manière de Lagarde et Michard où sont recensés ces livres qui ne sont ni des romans ni des nouvelles, mais quelque chose entre les deux. Les Américains, toujours pragmatiques, même en littérature, ont baptisé « *novella* » ce format intermédiaire pourtant si fréquent dans nos bibliothèques. *La Princesse*

de Clèves, par exemple, si elle ne figure pas dans leurs *100 courts chefs d'œuvres*, est pourtant cette *novella* qui fonde, paradoxalement, le roman français, c'est-à-dire un récit linéaire, rapide, dont la complexité réside avant tout dans l'analyse psychologique.

On peut se demander le pourquoi du choix d'un tel critère – la taille – pour recenser des chefs-d'œuvre ? Paresse ? Culte de la rapidité à l'époque du zapping ? Mise aux normes progressives de l'imaginaire, jusqu'à ce que le roman se conforme aux dimensions du tweet, cette utopie d'un récit concentré en 140 ou 280 signes, comme par une contrainte oulipienne délirante ?

Trouver un roman mince comme une jeune fille de bonne famille devient problématique.

Eh bien pas du tout ! Leur entreprise pourrait même être assez vite qualifiée de réactionnaire. Dans une préface vive et amusée, sous forme de dialogue, ils font le constat comme n'importe quel usager des librairies que la production livresque actuelle est atteinte d'une obésité morbide. Trouver un roman mince comme une jeune fille de bonne famille devient problématique. Les Américains, qui mangent mal, et les Scandinaves, qui s'ennuient, sont comme par hasard devenus des spécialistes de ces romans éléphantesques qui ne sont pas pour rien dans votre excédent de bagages si vous les emportez en avion. L'impérialisme du pavé ne s'est jamais aussi bien porté, même chez les jeunes qui, encore une idée reçue, ne liraient plus : « *On dirait que tous les livres ou presque dépassent les 500 pages aujourd'hui. Les ados avalent des séries de trois ou quatre tomes de 800 pages chacun.* »

Pour nos deux compères, il était donc temps de réagir. D'autant plus que cette surcharge pondérale du roman est aussi l'une des excuses les plus fréquemment employées par cette espèce de gens qui disent avec un air faussement catastrophé : « Je n'ai plus le temps de lire. » Ils irritent avec raison Montal et Napias, d'autant plus que ce sont les mêmes qui sont capables de →

vous raconter par le menu (et de vous spoiler) les quatre saisons de la série Netflix à la mode. En proposant ces « courts chefs-d'œuvre », ils coupent l'herbe sous le pied de la mauvaise foi. Le sous-titre de leur manuel est en effet « À lire en une heure, une soirée, une journée, le temps d'un voyage en train ». Ils définissent d'ailleurs clairement les règles du jeu : 150 pages maximum, des textes de fiction disponibles en poche et en volume indépendant. Il n'y aura donc pas d'excuse : tout est à portée de la main, et pour pas cher.

On comprendra à la rigueur qu'on n'ait pas envie d'entamer *L'Éducation sentimentale* à bord d'un Paris-Limoges et que l'on préfère jouer à Candy Crush sur son portable, mais pourquoi ne pas essayer de (re)faire connaissance avec Flaubert par *Un cœur simple* (94 pages en Livre de poche), l'histoire d'une servante, présentée ainsi dans les 100 courts chefs-d'œuvre : « *Malgré toutes les théories, tous les colloques, son mystère reste inentamé : oui, Félicité l'effacée en remontre à Don Quichotte, aux Trois Mousquetaires et à Julien Sorel réunis. Comment l'expliquer : avec un seul nom, Flaubert. Pour faire autant avec si peu, il faut simplement être le plus grand.* »

On trouvera cette *Métamorphose* de Kafka qui fait contrepoint au *Procès* ainsi que *La Mort d'Ivan Ilitch*, de Tolstoï, moins intimidante mais tout aussi marquante que *Guerre et Paix*.

C'est un des premiers intérêts de l'entreprise de Napias et Montal que de montrer la fausseté d'une équation sur laquelle prospèrent nombre de faiseurs : un gros livre serait forcément la preuve que l'auteur est un grand écrivain, un peu comme ces élèves en cours de français qui noircissent des copies et des copies pour leur rédaction, persuadés que le professeur note au poids et que celui qui fait court fait au mieux preuve d'aisance, au pire de facilité, et demeure toujours d'une virtuosité suspecte, même s'il vous touche au cœur tandis que d'autres délaient et s'égarent.

D'ailleurs plus personne ne considère *Un cœur simple* comme un texte mineur de Flaubert, capable d'œuvrer aussi bien dans le polyphonique que dans le solo. Le court est chez lui un choix, voire une nécessité esthétique. On pourrait dire la même chose de Melville. On peut s'installer avec une authentique volupté dans *Moby Dick* et jouer sur des centaines de pages de ces noces uniques entre roman d'aventures et méditation métaphysique, mais on peut aussi avoir été infiniment plus marqué par le tout aussi célèbre *Bartleby le scribe*, sélectionné par Montal et Napias, eux aussi fascinés par le « *I would prefer not to* » (« Je préférerais ne

pas »), cette profession de foi radicale de désengagement définitif du personnage : « *Il y a aussi cet étrange mélange d'humour, d'absurde et de désespoir qui n'est pas sans évoquer un certain Franz Kafka, qui publiera sa Métamorphose une soixantaine d'années plus tard.* » On trouvera d'ailleurs dans le Montal et Napias cette *Métamorphose* qui fait contrepoint au *Procès*, comme on trouvera *La Mort d'Ivan Ilitch*, de Tolstoï, moins intimidante mais tout aussi marquante que *Guerre et Paix*, ou encore *L'Enchanteur*, de Nabokov, une nouvelle de 1939 retrouvée seulement en 1986, merveilleuse de sensualité et de perversité, qui met déjà en place le dispositif narratif et les thèmes de *Lolita*.

Avec intelligence, Napias et Montal balaient tous les siècles et tous les genres : on trouvera du fantastique avec Hoffman et son *Homme au sable*, *L'Étrange Cas du Dr Jekyll et de Mr Hyde*, de Stevenson, *L'Invention de Morel*, de Bioy Casares, le complice de Borges ou même *Un an*, de Jean Echenoz. On trouvera aussi de l'érotisme avec *Histoire de l'œil*, de Bataille, *Mademoiselle Else*, de Schnitzler, *Les Belles Endormies*, de Kawabata, ou le trop méconnu *Lourdes, lentes*, d'André Hardellet. À ce propos, c'est avec la même intelligence que Napias et Montal jouent sur les œuvres consacrées et celles que nous aurions tout intérêt à découvrir. Nous souvenir par exemple, que *Boule de suif*, de Maupassant, qui marque le triomphe du naturalisme, est contemporain du merveilleux *Livre de Monelle*, de Marcel Schwob, qui concentre dans des pages proches du poème en prose toute la beauté à la fois innocente et vénéneuse du symbolisme à travers le destin d'une petite prostituée qui inspirera à Breton *Nadja*, un des textes fondateurs du surréalisme.

Bien sûr, ces choix, ces jeux de correspondance sont subjectifs, mais d'une subjectivité assumée. Elle a au moins le mérite de faire découvrir des inconnus complets qui méritent le détour : qui a lu *L'Homme sans postérité*, d'Adalbert Stifter (1845), *Les Dimanches de Jean Dézert*, de Jean de la Ville de Mirmont (1914), ou *Charles dégoûté des beefsteaks*, de Pierre Girard (1945), pourtant présenté ici comme une histoire d'amour « *toute de grâce et de légèreté, d'ironie et de poésie* » ?

D'ailleurs, cette subjectivité invite explicitement le lecteur à faire ses propres choix. Dix des 100 livres proposés ici l'ont été par des amis des auteurs ou des gens rencontrés au hasard dans les librairies ou dans les cafés, et acceptés après vérification par Montal et Napias. Ce sera donc à votre tour, une fois ce livre lu, de parachever votre propre bibliothèque de « courts chefs-d'œuvre » que vous pourrez, en plus, emporter partout avec vous : vous verrez, le génie n'est pas toujours encombrant. •



Jean-Pierre Montal et Jean-Christophe Napias, 100 courts chefs-d'œuvre, La Table ronde.

Deux parutions récentes en poche qui figurent dans les 100 courts chefs-d'œuvre.

César Capéran ou la Tradition, de Louis Codet

Montal et Napias promettent dans leur préface que toutes les œuvres présentées sont disponibles. Ils ont donc encouragé leur éditeur à remettre sur les tables un petit bijou oublié de Louis Codet, peintre et écrivain, revuiste émérite qui fut un des premiers contributeurs de la NRF et qui écrivit en 1914 ce *César Capéran*, juste avant de mourir à 38 ans, dans les premiers mois de la Grande Guerre. César Capéran est le portait d'un Bartleby méridional, étudiant qui n'étudie rien et qui reste dans sa chambre du boulevard Saint-Germain.

Il devient l'ami du narrateur qui cherche à percer le mystère de cet étrange dandy au large chapeau noir, qui parle de Bossuet et de sa Gascogne natale avec un accent inimitable. Il y a des promenades dans le Paris de 1905 au moment où se joue la séparation de l'Église et de l'État. Mais l'essentiel n'est pas là. Capéran est insaisissable. Quand vraiment sa bourse est vide, il trouve le moyen de se faire engager au ministère des Colonies pour un travail de fonctionnaire. Mais voilà, son bureau est sous les combles et il ne fait rien, sinon regarder le ciel par une lucarne. C'est lui qui a choisi l'endroit, pour être tranquille.

Quand il fait trop chaud, il se promène sur les toits du Louvre et y emmène son ami. Celui-ci s'extasie sur le panorama d'un Paris magnifié par les beaux jours, mais Capéran est moins convaincu :

« – Oui, ces monuments sont assez beaux, ce spectacle ne manque point de grandeur, mais enfin, c'est moins beau que Rome ou que Toulouse.

– Mais enfin, Capéran ? Pourquoi est-ce moins beau ?

– Là-bas, la tradition est absolument pure. »

Bien entendu, malgré l'obstination du narrateur, Capéran n'expliquera jamais ce qu'il entend par ce mot de « tradition », qu'il met à toutes les sauces. C'est aussi le mystère de Capéran, un mystère obsédant qui met on ne sait quelle inquiétude dans ce roman pourtant léger et drôle. Sans doute parce que César Capéran, derrière sa rondeur méridionale, est une des premières incarnations de ce type littéraire propre au xx^e siècle, celui de l'homme confronté à l'absurdité, radicalement seul, que l'on retrouve aussi bien chez Camus dans *L'Étranger*, que chez Sartre dans *La Nausée*,

ou encore dans *Le Feu Follet* de Drieu, que dans *L'homme qui dort* de Perec, ces deux derniers textes faisant d'ailleurs partie des 100 courts chefs-d'œuvre sélectionnés par Montal.

Délicieuses pourritures, de Joyce Carol Oates.

Il faut espérer, un jour, que Joyce Carol Oates reçoive le prix Nobel. Elle est d'ailleurs régulièrement citée dans les possibles récipiendaires. Cette formidable raconteuse d'histoires, qui a fêté ses 80 ans, est l'auteur d'une centaine de romans, dont certains sous pseudonyme, et est aussi à l'aise dans la saga gothique qui compte des milliers de pages que dans le court roman cruel comme ces *Délicieuses pourritures*.

Nous sommes sur un campus féminin de Nouvelle-Angleterre en 1975. Un décor familial pour Joyce Carol Oates, par ailleurs universitaire de renom. La narratrice est une étudiante, douée en littérature et travaillée au corps par toutes sortes de pulsions, comme dans un autre grand roman de JCO, *Fille noire, fille blanche* : l'ambition, le désir d'être aimée, une certaine fascination puritaine et donc explosive pour le sexe. Et, comme souvent chez Oates, elle rencontre ses prédateurs, un couple plus âgé : le mari est prof de poésie, elle est sculptrice. On est en pleine époque contestataire et, au nom de la liberté sexuelle, le couple manipule éhontément les étudiantes afin de les transformer en esclaves consentantes. L'air de rien, par de subtiles et rapides gradations, l'auteur combat sur plusieurs fronts : une critique implicite des fausses valeurs d'émancipation de ces années-là, la manière dont la jeune fille, aurait dit Baudelaire, peut être un concentré de bêtise et de perversité, ce qui ne l'empêche pas d'être une victime. Mais Joyce Carol Oates n'est pas là pour nous dire de compatir. Elle se contente de disséquer sa narratrice qui elle-même dissèque ses bourreaux tout en les aimant. Comme d'habitude avec l'auteur, dans *Délicieuses pourritures*, on éprouve un malaise que nous aussi nous finissons par aimer. Et c'est ainsi que *Délicieuses pourritures* est grand et peut, accessoirement, servir d'introduction idéale à l'œuvre de Joyce Carol Oates. •



César Capéran ou la Tradition, de Louis Codet, « La Petite Vermillon », La Table ronde, 2008.

Délicieuses pourritures, de Joyce Carol Oates (traduction de Claude Seban), Philippe Rey/Fugues, 2018.



DOROTHEA LANGE

L'AMÉRIQUE DES SUPERMEN ORDINAIRES

Par Paulina Dalmayer



Drought Refugees, vers 1935, Dorothea Lange.

Jusqu'au 27 janvier, le musée du Jeu de Paume consacre une exposition à la grande photographe américaine Dorothea Lange (1895-1965). Fille d'immigrés allemands, cette fille mère à l'existence modeste est restée célèbre pour ses clichés de l'Amérique laborieuse sous la Grande Dépression puis durant le rebond de l'après-guerre.

Sous la direction de Marta Gili, le musée du Jeu de Paume a grandement contribué à familiariser l'œil des visiteurs avec la photographie sociale et engagée. Après avoir présenté Robert Frank et sa fascinante série « Américains », après nous avoir fait découvrir le travail de Garry Winogrand, chroniqueur infatigable de l'Amérique de l'après-guerre, montré les images de Berenice Abbott, Vivian Maier, Diane Arbus ou encore celles de la pionnière de la « Street Photography », Lisette Model, Marta Gili vient de quitter ses fonctions en beauté avec une exposition consacrée à l'icône du photojournalisme, Dorothea Lange. Qui est notamment l'auteur du cliché le plus cher d'un

photographe du xx^e siècle jamais vendu aux enchères à Sotheby's – *White Angel Breadline* est parti pour la modique somme de plus de 800 000 dollars en 2005. Lange s'est imposée comme une figure incontournable de l'histoire de la photographie, mais aussi comme portraitiste des heures les plus sombres de la société américaine.

De même que *Mort d'un soldat républicain* de Robert Capa représente dans l'imaginaire collectif la guerre civile en Espagne, l'image qu'on associe à la Grande Dépression aux États-Unis est *Migrant Mother* (1936) de Lange. Pourquoi cette photographie-là et non pas une de celles prises par Walker Evans qui, lui aussi, a photographié l'Amérique en pleine crise des années 1930 ? Sans doute parce qu'il y a chez Lange une proximité émotionnelle, une compassion et surtout le souci, sinon l'obsession, de montrer la dignité de ses sujets dans leur insondable misère, qui fait la différence. S'il ne s'agit nullement d'une mise en scène, l'histoire de la photo prouve la volonté de son auteur de susciter, auprès du public, de l'empathie plutôt que de la pitié pour ses protagonistes. Selon Linda Gordon, biographe et spécialiste de l'œuvre de Lange, la photographe a fait des choix décisifs pour la célébrité de *Migrant Mother*. Belle, défiante, avec quelque chose d'à la fois dur et obstiné dans son regard perdu au loin, Florence Thompson, qui se cache derrière la « mère », a été prise en photo dans le « Pea-Pickers Camp » près de la ville de Nipomo.

Lange sillonnait alors le nord de la route 101, en Californie. Sa mission consistait à photographier, pour le compte de la Farm Security Administration – un des programmes du New Deal visant à lutter contre les conséquences de la récession –, la vie des travailleurs agricoles migrants du Middle West. Les « Okies », comme on les appelait, passaient de périodes de labeur épuisantes à celles d'inactivité, aussi dures psychologiquement, surtout qu'elles n'étaient pas rémunérées. Lange a rencontré Thompson en plein hiver, sur le seuil de sa tente de fortune. La femme nourrissait ses 11 enfants, dont cinq nés hors mariage, de légumes trouvés dans les champs. Elle avait 32 ans à l'époque. Lange a noté à son adresse : « Elle était assise là, ses enfants blottis contre elle, et semblait savoir que mes photographies pourraient l'aider. » Ce ne fut pas exactement le cas, bien que la publication de la photographie dans le *San Francisco News* ait soulevé une immense vague de sympathie et poussé le gouvernement fédéral à lever des fonds pour la construction de camps et la distribution d'une aide alimentaire. Cela n'aurait peut-être pas été possible, si tous les enfants avaient figuré sur le cliché. C'est pour éviter que l'opinion publique prenne les Okies pour d'irresponsables « *white trash* » que Lange a montré seulement trois enfants. Les deux plus jeunes ont en outre été priés de détourner leurs visages de l'objectif, renforçant ainsi l'impression que leurs

petits corps dépendaient entièrement de la débrouillardise de leur mère. Retrouvée longtemps après, Florence Thompson ignorait tout du succès de son portrait : « *Je n'en ai rien obtenu*, confiera-t-elle. *J'aurais préféré qu'elle ne m'ait pas prise en photo.* »

On dit parfois que le travail de Lange, décédée en 1965, a perdu de sa force après la Seconde Guerre mondiale. L'exposition du Jeu de Paume divise la période qui suit la grande crise en trois sections respectivement consacrées à la construction des chantiers navals Kaiser à Richmond entre 1942 et 1944, à l'internement des citoyens américains d'origine japonaise à la suite de l'attaque de Pearl Harbor et, enfin, à l'institution de l'avocat commis d'office dans plusieurs États américains, dont le comté d'Alameda, près d'Oakland, où Lange a suivi, appareil en main, un avocat d'origine yougoslave pendant deux ans (1955-1957). Comme dans ses photographies datant des années 1930, Lange continuait à faire prévaloir l'individuel, excellait dans l'art de donner un visage singulier à un phénomène collectif, persistait à magnifier ses protagonistes. Il en ressort une Amérique que l'on admire et que l'on envie. Une Amérique de supermen ordinaires, de pionniers par nécessité et non par goût de l'aventure, d'ouvriers noirs, de toutes ces petites gens inébranlables dans leur foi de leur « rêve américain », pourtant inaccessible à la plupart d'entre eux. Chaque cliché projette une sorte d'optimisme, dirait-on, fataliste. À moins que Lange n'ait réussi à saisir ce quelque chose que l'on nomme le « caractère national », dont elle était d'ailleurs une parfaite personnification.

Née Nutzhorn, dans une famille d'immigrants allemands de la deuxième génération, Lange a grandi sans père, lequel avait abandonné le foyer. À ses débuts d'autodidacte en photographie, elle a traversé tout le pays, de New York à San Francisco où, âgée d'à peine 18 ans, elle a ouvert un studio de portraits. Son premier mariage avec Maynard Dixon s'est soldé par un échec et une nouvelle blessure affective lorsque Lange s'est retrouvée seule à élever deux enfants issus de cette union. Les années passées à parcourir les routes pour son travail l'ont forcée à adopter un mode de vie qui ne différait pas radicalement de celui des gens qui posaient devant l'objectif de son Graflex. « *C'était dur, très dur* », a-t-elle consigné dans un de ses carnets qui l'accompagnaient partout. Dans un autre, elle a noté le propos d'une femme enceinte de l'Oklahoma, emportée par l'exode rural vers la côte Ouest : « *C'est loin encore, Tranquility, en Californie ?* » Les photographies de Dorothea Lange ne nous le disent pas. Mais cela doit bien exister, un lieu appelé Tranquility, en Californie. •



Exposition « Dorothea Lange : politiques du visible », Galerie du Jeu de Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. Jusqu'au 27 janvier 2019, fermeture le lundi.

TANT QU'IL Y AURA DES FILMS

Par Jean Chauvet

« Le critique de cinéma, c'est l'inspecteur des travaux finis », disait François Truffaut. Chaque mois, Jean Chauvet parlera des chantiers en cours.

Quatuor à cordes sensibles

**Doubles vies, d'Olivier Assayas
Sortie le 16 janvier 2019**

Alain (Guillaume Canet), la quarantaine, dirige une célèbre maison d'édition où il publie les romans de son ami Léonard, écrivain bohème (Vincent Macaigne). La femme d'Alain, Séléna (Juliette Binoche) est la vedette d'une série télé populaire et Valérie (Nora Hamzawi) assiste vaillamment un homme politique. Bien qu'ils soient amis de longue date, Alain s'apprête à refuser le nouveau manuscrit de Léonard. Les relations entre les deux couples, plus entrelacées qu'il n'y paraît, vont se compliquer... On devrait toujours citer ainsi le résumé d'un film dont on s'apprête à dire du bien, histoire de prouver qu'un synopsis ne dit rien ou presque. Celui du nouveau film d'Olivier Assayas ne déroge pas à la règle et c'est tant mieux. Côté droit, cela pourrait donner du Danielle Thomson boulevardier, côté gauche, du Agnès

Jaoui convenu. Heureusement, on est chez Assayas qui, quand il est au mieux de sa forme, comme ici, s'emploie à faire de réjouissants pas de côté. L'enfant chéri par intermittence des *Inrocks* avait ainsi tutoyé les gouffres de l'excommunication avec sa merveilleuse adaptation des *Destinées sentimentales*, de Jacques Chardonne (et pourquoi pas Céline, tant qu'on y était ?!...). Puis il avait, entre autres, mis à mal la modernité virtuelle dans *Demonlover*, chanté les louanges de la nostalgie familiale avec *L'Heure d'été*, refusé le chant complaisant du héros avec son *Carlos* et donné l'un de ses plus beaux rôles à Juliette Binoche, enfin non larmoyante, dans *Sils Maria*.

Aujourd'hui, avec ce *Doubles vies*, il avance à visage découvert à travers un film qui est d'abord et avant tout un succulent festin de paroles dans le paysage des comédies françaises dévasté par des œuvres souvent analphabètes et vulgaires. On se croirait chez Guitry et cela fait bigrement du bien aux oreilles comme aux yeux. Mais le film ne s'arrête pas au bavardage mondain et brillant de Sacha et se fait rohmérien tendance *L'Arbre, le maire et la médiathèque*. Ce Rohmer dont le malicieux et cinéophile Jean Douchet dit qu'il a « inventé le cinéma parlant ». On parle donc modernité et numérique à travers notamment le portrait de Léonard, petit cousin de madame Angot dans l'autofiction et victime expiatoire des réseaux sociaux et censeurs. Assayas, comme Rohmer en son temps, revendique le film d'idées, à l'heure où une partie du cinéma français sombre dans le film d'idiots adeptes de la nage synchronisée ou dans le film d'ados en tout genre. Il ne craint pas d'évoquer ainsi la figure de l'intellectuel si souvent moquée, voire conspuée par ailleurs. L'hommage assumé à ces deux cinéastes prétendument réacs est la preuve ultime de l'extrême liberté de ton que cultive Assayas.

Et puis comment ne pas lui savoir gré de parler des relations de couple autrement que comme cette guerre des sexes dont on voit bien que certains voudraient la rallumer tous les matins ? Dans *Doubles vies*, au contraire, les couples tentent de vivre, de survivre et de se réinventer. Si la question de la fidélité se pose, si la réponse peut être immorale, il n'empêche que le film se clôt sur autre chose, une promesse. Et pour servir ces impeccables discours, Assayas fait appel à une distribution qui est tout simplement un sans faute. Même Guillaume Canet, sorti du sinistre grand bain, fait ici des étincelles,



Juliette Binoche et Vincent Macaigne dans
Doubles Vies, d'Olivier Assayas.

tout comme Macaigne, Binoche et Christa Thérêt. Mais la vraie révélation du film, c'est Nora Hamzawi, vue jusqu'ici sur les plateaux de télé, de radio et de théâtre. Son personnage, les deux pieds dans la glaise, est un peu notre porte-parole à la façon d'un chœur lucide. Et dans ce rôle, l'actrice éblouit littéralement par sa justesse absolue. Elle est l'âme sensible de ces doubles vies qui sont aussi les nôtres. •



Doubles vies,
d'Olivier Assayas.

partitions écrites auparavant pour Téchiné et Rouffio. Et quand on évoque Sarde, Sautet n'est jamais très loin. Avec ce deuxième film, Louis Garrel, qui se met en scène aux côtés de Laetitia Casta et Lily-Rose Depp, prouve que sa « petite musique » prend de l'ampleur, comme la formidable scène initiale qui donne son tempo au film. Et rappelle que le rebondissement est au cœur de tout désordre amoureux. Louis Garrel signe un film savoureux. •



L'Homme fidèle, de
Louis Garrel.

Trio en fugue majeure

***L'Homme fidèle*, de Louis Garrel**
Sortie le 26 décembre 2018



Louis Garrel et Lily-Rose Depp dans *L'Homme fidèle*, de Louis Garrel.

N'en déplaise aux thuriféraires du « divin » Bourdieu, la reproduction a parfois du bon, et notamment quand elle est artistique. Depuis des décennies maintenant, la tribu Garrel comble le cinéma français. Tout a commencé avec le grand-père et acteur, Maurice, puis avec son fils le cinéaste Philippe, et se poursuit avec le petit-fils Louis, acteur et cinéaste (sans oublier sa sœur, la talentueuse Esther). Après un premier film comme réalisateur, *Les Deux Amis*, l'héritier dynastique nous revient cette fois avec *L'Homme fidèle*, parfaite variation sur l'éternelle figure du trio amoureux. Et le point de départ, cette fois, c'est le Marivaux de *La Seconde Surprise de l'amour*, quand une veuve rencontre un homme esseulé. Garrel chante avec délicatesse dans son arbre généalogique : celui d'un cinéma français qui irait du côté de Truffaut et de Téchiné notamment. On en veut notamment pour preuve le recours inspiré aux musiques existantes du surdoué Philippe Sarde, des

Symphonie pour solistes

***À cause des filles... ?* de Pascal Thomas**
Sortie le 30 janvier 2019



Pierre Richard dans *À cause des filles... ?*, de Pascal Thomas.

Dans le paysage cinématographique français, Pascal Thomas occupe depuis toujours une place à part. Disons qu'il est le plus italien de tous ! Et depuis ses débuts. Italien tendance Risi, Comencini, Scola et les autres, les meilleurs par conséquent. Il pratique donc l'art du sucré-salé, de la farce et de la mélancolie avec un brio évident. Il nous revient cette fois avec un récit à plusieurs voix, porté comme toujours chez lui par une distribution merveilleuse : François Morel, Alexandra Stewart, Bernard Menez et, au sommet de sa forme, José Garcia, dont on se demande pourquoi il se commet par ailleurs dans des comédies ineptes et indignes de son talent. Pascal Thomas excelle dans ses tranches de vie parfois drôles, parfois troublantes. Ses histoires d'amour dissonantes ou non ont la saveur du mentir-vrai. Il s'amuse et nous amuse, avec cette légèreté tendre, cette gravité faussement insouciant. On danse sur le volcan de nos émotions et de nos sentiments partagés ou pas. Et chez lui, tout finit évidemment par une chanson suivie d'une citation de Baudelaire : « *Car j'ignore où tu fuis, tu ne sais où je vais, / Ô toi que j'eusse aimé, ô toi qui le savais !* » •



***À cause des filles... ?*, de Pascal Thomas.**

QUAND LA VIANDE FAIT UN EFFET BŒUF

Par Emmanuel Tresmontant



T-Bone de taurillon Angus de la Ferme du champ, dans le Perche, servi au restaurant *Le Mordant*. Cette découpe à l'américaine permet à l'os de transmettre ses saveurs au filet pendant la cuisson.

À l'heure des razzias vegan contre les boucheries, il est grand temps de réhabiliter la viande. Pour privilégier la qualité sur la quantité, voici une sélection de bonnes adresses parisiennes proposant des pièces de veaux, vaches, canards et cochons d'exception.

« **A**pportez le jeune taureau, sacrifiez-le, mangeons-le et réjouissons-nous, parce que mon fils que voici était mort, et il est revenu à la vie. » (Luc, 15)

Dans la Bible (Genèse, XVIII), Abraham reçoit la visite de trois hommes, qu'il identifie immédiatement comme des messagers de Yahvé. « *Réconfortez votre cœur, après quoi vous pourrez continuer votre chemin* », leur dit-il. Il ordonne à sa femme Sarah de leur préparer trois galettes de fleur de farine, puis court au gros bétail et s'empare d'un « *veau tendre et bon* » qu'il prépare et sert lui-même à ses invités avec du beurre et du lait.

Les Hébreux n'étaient donc pas végétariens, mais considéraient la viande comme un mets divin, rare et précieux, qu'il fallait honorer, savourer et réserver aux grandes occasions.

Pour les Romains, qui étaient des gens pragmatiques, comme chacun sait, le mot latin *vivanda* désignait tout ce qui sert à conserver et à renforcer la vie. Ainsi, par extension, le mot « viande », qui est l'un des plus anciens de la langue française, fut créé pour appeler, au Moyen Âge, toutes les nourritures et les provisions. Encore au XVIII^e siècle, madame de Sévigné, nous apprend Alain Rey, parlait de « viandes » au sujet de ses ragoûts et de ses salades de concombre et de noix... Bref, la viande, c'est la vie.

Pour conjurer le souvenir des disettes passées (nos parents eurent faim entre 1940 et 1945), nous nous sommes mis, depuis les Trente Glorieuses, à nous empiffrer de barbaque quasiment à chaque repas, ce qui est une aberration, ne serait-ce que pour notre corps qui est incapable d'assimiler à fortes doses l'acide urique contenu dans la viande et qui est responsable de la fameuse goutte, endurée notamment par les mangeurs de gibiers faisandés.

Banalisée, insipide, indigeste et chargée de souffrance animale, la viande a donc perdu aujourd'hui son aura sacrée et son statut d'objet culturel (contrairement au vin, au pain et au fromage). Les grands chefs, du reste,

l'utilisent de moins en moins et lui préfèrent les légumes « grands crus », vendus au prix du caviar, pendant que les mangeurs de tofu attaquent les boucheries et libèrent dans la nature les lapins Rex du Poitou, au nom d'un véganisme fondamentaliste érigé en contre-culture, comme si acheter des steaks végétaux faisait d'eux des révolutionnaires.

Avons-nous donc encore le droit d'aimer la viande ?

Dans le très beau livre illustré consacré à la viande, *Louchebem*, conçu et édité en 2011 par Valérie Solvit, Claude Lanzmann nous fait part de son amour des bouchers : « *Si mon fils, qui vient d'entrer en lettres supérieures au lycée Henri IV, m'avait confié son désir de devenir boucher, je lui aurais donné ma bénédiction et aurais tout fait pour qu'il soit instruit dans les meilleures écoles et qu'il fasse son apprentissage chez les plus grands bouchers. [...] Aujourd'hui, le temps des bouchers est venu. Ils exercent le plus noble des métiers et sont les moins barbares des hommes.* »

Il y a deux mille quatre cents ans, Tchouang-tseu, le fondateur du taoïsme, considérait l'art de la découpe, chez les bouchers, comme un modèle de force tranquille, de beauté et de sagesse : « *C'est l'esprit qui opère, plus que les yeux. Un médiocre boucher use un couteau par mois, parce qu'il le brise sur les os ; alors qu'un bon boucher use un couteau par an, parce qu'il ne découpe que la chair. Le boucher d'exception garde son couteau toute sa vie, il a travaillé plusieurs milliers de bœufs, son tranchant donne l'impression qu'il vient d'être aiguisé...* »

Non seulement les bons bouchers sont doux comme des agneaux, non seulement ils maîtrisent l'art de la découpe, mais, à leur contact, on apprend aussi sans cesse quelque chose. Comment, par exemple, un animal doit accomplir sa croissance, de façon harmonieuse, afin que ses masses musculaires et graisseuses soient proportionnées à son squelette. À quel moment de l'année il vaut mieux déguster un canard de Chalosse ou un porc noir de Bigorre (en décembre), un bœuf fin gras du Mézenc nourri au foin d'Auvergne et à la réglisse sauvage (à partir de février), un agneau présalés du mont Saint-Michel (pas avant le mois de juin). Comment, surtout, il faut laisser reposer une viande autant de temps qu'on a mis à la cuire. Voici une sélection d'adresses parisiennes où toutes ces règles sont respectées à la lettre.

Le Mordant

Dans le 10^e arrondissement, ce restaurant de 120 m² occupe la place d'un ancien supermarché. Le parquet en chêne est du XIX^e siècle, les murs en pierre de Paris s'élèvent à quatre mètres de hauteur. Lucas Blanchy, le patron, était naguère sommelier au *Lafayette Gourmet*. Sa devise est qu'on ne vient pas chez lui pour manger de la cuisine toute molle, mais pour mordre à pleines dents des viandes d'exception, parfaitement cuites →



Jean-Baptiste Bissonnet, directeur adjoint des Boucheries nivernaises, fournisseur du Bon Georges et de l'Élysée.

et assaisonnées. « *Chaque morceau a sa texture et se travaille différemment, c'est ça qui est passionnant.* » Son plat phare est le tataki de bœuf, une pièce peu grasse et épaisse saisie à la plancha après avoir mariné dix-huit heures dans une sauce teriyaki au soja, à la bière brune, aux herbes et aux épices. On découpe des tranches très fines auxquelles on ajoute de l'avocat et de la coriandre. Un régal de tendreté qui appelle l'exceptionnel beaujolais « Cuvée tentation » de Jean-Claude Lapalu (28 euros la bouteille). Toutes les viandes proviennent d'éleveurs artisanaux, comme Samuel Fouillard, dans l'Aisne, qui s'est spécialisé dans le taureau Aberdeen Angus, originaire d'Écosse. Toutes les bêtes sont gardées de dix-huit à trente mois dans les pâturages (et à l'étable l'hiver), sans stress, et ne sont nourries qu'à l'herbe, au foin et aux céréales (pas d'ensilage qui donne un goût atroce). Après avoir été grillées et poêlées, les viandes reposent vingt minutes, et ainsi se détendent, redeviennent moelleuses, et libèrent leur jus et leurs goûts d'herbes, de fleurs et de noisette, sublimés par la sauce béarnaise maison... Mais le plus délicieux, ce sont encore les « bas morceaux », réputés secs et pas nobles, que Lucas Blanchy fait cuire deux jours dans du vin et du fond de veau, avant de les servir effilochés, tendres et croustillants, avec du chou rave caramélisé, des carottes confites et une purée de pommes de terre à la crème et au beurre.

Le Mordant (21 euros le menu à midi, 50 euros le soir, vin compris)
61, rue Chabrol, 75010 Paris
Tél. : 09 83 40 60 04

La Poule au pot

À l'intérieur, rien n'a changé depuis 1935, ni le papier peint, ni le zinc, ni les banquettes, ni les lustres. À l'origine, *La Poule au pot* était une boucherie, comme nous le rappelle son sol en pente qui permettait au sang de s'écouler jusque dans la rue... En juin 2018, cette institution nocturne des Halles a été reprise par le grand chef deux étoiles Michelin Jean-François Piège. La carte n'a pas changé d'un iota et on se brûle toujours avec la légendaire gratinée à l'oignon et aux croûtons, dont le fromage fondu s'étire sur 50 cm (difficile de rester distingué en faisant « schlurp »...). Le changement, c'est que Piège a élevé le niveau en utilisant les mêmes produits que pour son restaurant gastronomique situé entre l'Élysée et la Madeleine (*Le Grand Restaurant*). Ainsi les cuisses de grenouilles en persillade viennent-elles de France (et non de Turquie), les volailles de Bresse et les viandes de la boucherie Metzger, à Rungis. « *Ces dernières années, le niveau de qualité des produits de base, comme le lait et les œufs, s'est effondré, regrette Piège, quand on les goûte, c'est une horreur. Je suis obligé d'aller chercher mon beurre, ma crème, mon lait et mes œufs dans des petites fermes au fin fond de la Bretagne.* » C'est pourquoi sa blanquette de veau et son île flottante aux pralines roses sont mémorables ! Sa poule au pot est cuite au bouillon, avec des herbes et des abats, accompagnée de bon riz blanc. Et entre le hachis parmentier de joue et de queue de bœuf et le quasi de veau au four, aux girolles et à la crème parfumée au savagnin, notre cœur balance... Surtout, le lieu est bon enfant et typiquement parisien. La plupart des clients sont des habitués qui viennent déjeuner deux fois par semaine. La vaisselle a été chinée par le chef. La carte des vins est géniale et accessible. Parfois, un chanteur de l'opéra de Paris se lève en plein milieu du repas et se met à chanter...

La Poule au pot (menu à 48 euros)

9, rue Vauvilliers, 75001 Paris

www.jeanfrancoispiege.com/fr/restaurants

Le Relais de Venise – Son entrecôte

Créée en 1959 près de la porte Maillot par un vigneron de Gaillac, Paul Gineste de Surs, cette maison est une adresse culte. Midi et soir, il faut faire la queue, car il n'y a pas de réservations, les premiers arrivés sont les premiers servis... D'abord réservée aux routiers, cette maison au décor inchangé, digne des *Tontons flingueurs*, a reçu la visite des grands de ce monde : la famille du shah d'Iran, Alain Delon et tous les présidents de la V^e République. Son principe ? Un plat unique, entrecôte-frites précédée d'une salade aux noix (pour patienter), le tout accompagné d'une sauce maison assez incroyable dont la formule, inventée par le fondateur, n'a jamais été divulguée. Évidemment, les autres membres de la famille Surs n'ont pas manqué de reprendre le concept et de créer des « Entrecôtes » ou des « Relais de l'entrecôte » un peu partout en France, à Paris, et même à

l'étranger, mais, pour les puristes, l'original historique, le seul, le vrai, c'est le *Relais de Venise – Son entrecôte*, dans le 17^e arrondissement.

Entre les tables bondées, d'admirables serveuses toutes de noir vêtues se faufilent comme des anguilles. On y est serré, les uns à côté des autres, mais c'est cette promiscuité dissoute dans le brouhaha qui assure la confidentialité des conversations. À côté de nous, une dame de 70 ans, madame Toussoun, Égyptienne d'origine, vient ainsi déjeuner ici chaque semaine depuis l'âge de 16 ans ! La même boucherie de quartier, de la famille Pétard, fournit le restaurant depuis 1959. Quelque 3 500 vaches par an, soit dix vaches par jour. Le contre-filet grillé est présenté en tranches fines, en deux services, afin que la viande reste chaude. La fameuse sauce blanche maison, qui contiendrait près de 70 ingrédients, est aussi indescriptible qu'ensorcelante. Les frites maison, quant à elles, sont parfaites, pelées, coupées et lavées chaque matin avant d'être cuites deux fois, comme c'est la règle.

Le Relais de Venise – Son entrecôte (menu unique à 28 euros)

271, boulevard Pereire, 75017 Paris

Tél. : 01 45 74 27 97

Le meilleur steak de Paris ?

Beefbar a ouvert ses portes rue Marbeuf en novembre dernier et c'est déjà un événement. Deux années de travaux ont permis de restaurer la magnifique salle Art nouveau de 1890, inscrite aux Monuments historiques, et qui avait été emmurée pendant la guerre pour échapper aux Allemands. Le cadre est somptueux, donc, mais on s'y rend surtout pour la viande, d'une qualité exceptionnelle. Né à Gênes en 1975, Riccardo Giraudi, le fondateur, importe des viandes d'exception du monde entier. Il est ainsi l'importateur exclusif, en Europe, du mythique bœuf noir de Kobe, au Japon, vrai caviar sur pattes, massé deux fois par jour pendant trois ans, nourri aux herbes et aux céréales et terminé au houblon et à la bière. Après l'abattage, sa carcasse repose vingt jours pour atteindre la maturité. Le résultat est une viande marbrée, incroyablement grasse, qui fond dans la bouche, qu'il faut découper en fines tranches et cuire très vite sur une plaque chauffante.

Riccardo Giraudi propose aussi des viandes somptueuses d'Écosse, des États-Unis, d'Australie, des Pays-Bas et même... de France. « Une bonne viande est une viande constante. Deux facteurs sont déterminants : la génétique de l'animal, et son alimentation. Or, il y a eu trop de croisements en Europe, entre races à viande et races laitières, ces dernières années, et les bons éleveurs sont rares. Il vaut donc mieux manger peu de viande, mais de la bonne, à 50 euros le steak, une fois de temps en temps... »

En France, le standard est la génisse de 7 ans, alors qu'en Italie, on préfère le jeune bœuf de 18 mois, question de culture et de goût. Au *Beefbar*, la viande est cuite très vite à 1 000 degrés, grillée par le dessus, et assaisonnée

d'herbes de Provence, de fleur de sel et d'épices pour lui donner du croustillant. Près de 15 purées différentes, relevées au citron vert ou à la truffe blanche... « *J'ai voulu introduire les recettes de la "street food" populaire et internationale dans l'univers guindé du restaurant gastronomique, on se régale donc sans complexes avec des burgers, des tacos, des tatami et des pizzeta...* »

Beefbar (menu déjeuner à 35 euros, 80 euros le soir avec le vin)

5, rue Marbeuf, 75008 Paris

www.beefbar.com

Le retour des vrais bistrots

À deux pas de la place Saint-Georges, dans ce qui demeure l'un des quartiers les plus agréables de Paris, entre le musée Gustave-Moreau et le musée de la Vie romantique, voici un bistrot vivant comme on les aime. Quand on découvre sa façade, son zinc et son carrelage, on a le sentiment qu'il a toujours été là, intemporel, alors qu'il n'a été créé qu'il y a cinq ans, par un amoureux des bons produits : Benoît Duval-Arnould.

Tête de veau ravigote, carpaccio de veau au couteau, tartare de bœuf, os à moelle de vache normande, culotte d'agneau de Lozère mijotée dix heures... Benoît se fournit en direct auprès d'une quinzaine de producteurs et de bouchers d'exception, comme Gabriel Gauthier, le célèbre boucher de Clermont-Ferrand, qui lui expédie parfois un très rare « veau de soie » au grain très fin : « *On reçoit un demi-veau entier, et notre métier, avant de le cuisiner, avec des légumes et des pommes de terre truffées, c'est de savoir découper et parer la viande.* »

Pierre-Vincent Prioux, de la Ferme des abbés dans le Gâtinais, lui livre des chapons dodus à pleurer, pendant que le beau gosse Jean-Baptiste Bissonnet, septième génération des fameuses Boucheries nivernaises (créées sous Napoléon III, et qui fournissent l'Élysée et les plus grands palaces de Paris), lui propose des chevreuils entiers et des côtes de bœuf Simmental de Bavière, bien denses et persillées, comme les aimait Wagner.

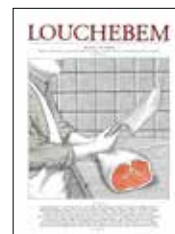
« *Nous sommes des aubergistes, déclare Benoît, nous faisons le lien social entre les citadins et les paysans, entre les patrons et les ouvriers, entre les vieux et les jeunes, nous restaurons, nous faisons du bien, nous apportons du plaisir, nous évacuons la violence, si les bistrots cessaient d'exister, nous serions tous à l'asile ou en prison !* »

À la carte, 1 250 références de vins. La carte change trois fois par semaine. Le millefeuille fait minute « *mérite à lui seul le voyage* », comme on disait au *Guide Michelin* autrefois...

Le Bon Georges (menu à 21 euros à midi)

45, rue Saint-Georges, 75009 Paris

www.lebongeorges.com •



Louchébem, livre de référence sur la viande conçue par Valérie Solvit.



LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

L'AMOUR COMME FAILLITE...



Shade aurait pu lui inspirer un « Traité de la déception ». Comme le scorpion qu'elle était, elle plantait son dard au moment où il s'y attendait le moins, fidèle à sa nature autant qu'indifférente à ses intérêts. Excédé, il la chassait alors de son esprit et de son studio. Elle dormait sur le paillason en chien de fusil et hantait ses nuits.

Parfois, elle disparaissait vraiment et il mettait un point d'honneur à ne rien entreprendre pour la retrouver. Il se sentait soulagé. Une vie nouvelle pouvait enfin commencer. Une fille gentille, reposante, l'attendait sans doute quelque part. Il consacrerait son temps à la chercher. Mais il ne la rencontrait jamais... tout au moins telle qu'il l'imaginait.

Des paumées, oui. Des garces, oui. Des qui rêvaient d'un clone paternel, oui. Des cupides, oui. Et, pire encore, des romancières en herbe attirées par sa sulfureuse réputation.

Alors, il regrettait Shade. Il se disait : elle n'est pas pire que les autres. Son absence le rendait indulgent. Il riait de ses caprices, de son infantilisme, de ses modestes perversités. Il composait son numéro de portable. Il raccrochait aussitôt comme pris en faute. Souvent, c'était le moment qu'elle choisissait pour l'appeler.

Il s'étonnait alors de la fraîcheur de sa voix. Sa spontanéité l'émouvait. Comment avait-il pu passer des semaines loin d'elle ? Elle revenait.

Les déceptions succédaient à nouveau aux déceptions. L'intimité engendrait mépris et ennui. Non, elle n'était pas faite pour lui. L'affaire était entendue. Ruptures. Retrouvailles. Le scénario était rôdé.

Jusqu'au jour où elle lui porta un coup fatal : d'Angleterre où elle avait séjourné, elle revint avec des kilos superflus.





Il l'avait connue gracile, légère, fragile. Il la retrouvait lourde, massive, opulente. Lui qui goûtait dans la maigreur une indécence qui la rendait charmante, lui l'intégriste de la ligne, lui l'obsédé de la taille fine, en venait à comparer Shade à ce qui lui répugnait le plus : une femme enceinte.

Il lui aurait pardonné n'importe quelle trahison, mais pas celle-là. Ce coup de canif dans le contrat implicite qui les liait consumma leur rupture.

Elle avait détruit ce qu'elle avait de plus précieux pour lui. Peut-être pour être aimée, même moche. Si c'était une épreuve, elle était stupide. Shade n'avait jamais rien compris. Elle le prouvait une fois de plus. Comment avait-il pu perdre des années avec cette gourde ?

Si elle voulait un enfant, ce ne serait jamais avec lui. Si elle cherchait à être aimée pour elle-même, qu'elle ne compte pas non plus sur lui. Et si c'était une façon de lui faire comprendre qu'elle ne se voyait plus à travers ses yeux à lui, alors *bye, bye darling*.

Une nuit, il rêva d'elle. Il était à Venise pendant le carnaval et il poursuivait une beauté masquée. Il parvint à la rejoindre. Il lui arracha son loup :

c'était Shade. Il se réveilla presque serein. Il sourit. Ses jours étaient comptés. Il n'irait plus à Venise. Il n'y aurait plus de bals masqués et Shade avait disparu de sa vie.

Il songea que rien ne doit jamais être entrepris sans que le mot « Fin » s'y inscrive. Et, pour s'y préparer, il prit sur son bureau une grande feuille de papier sur laquelle il écrivit : « Fin ». Puis, il la déchira et appela Shade. Elle lui demanda : « Veux-tu savoir si je suis encore aussi désirable que je l'étais à Venise ? » Il ne sut que répondre. Il lui revint à l'esprit que la réponse est le malheur de la question.

Il reprit ensuite sa lecture de *Pitié pour les femmes* de Montherlant et s'amusa en tombant sur cette question : « *Peut-on s'intéresser à l'âme d'une femme dont les jambes sont trop courtes ?* » Au moins, Shade avait cet atout : des jambes si gracieuses et si fines qu'elle pouvait très bien se passer d'avoir une âme. Elle était fêlée certes, mais aurait-elle présenté le moindre intérêt autrement ? Il fallait s'y résoudre : le Pygmalion qu'il était ne trouverait jamais sa Galatée. Et si, par quelque improbable hasard, il la rencontrait, elle lui dirait aussitôt : « Va te faire foutre ! » Cela lui était déjà arrivé plus d'une fois. Et pour tout dire : il en avait éprouvé un certain soulagement. Étrange, non ? •



OFFENBACH AU GALOP

Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !



C'est au Florentin Lully que l'opéra français doit la vie. Un siècle plus tard, c'est par le Bavaois Gluck que notre opéra a conquis le monde. Encore un demi-siècle et le Prussien Meyerbeer a fait de Paris la capitale de l'art lyrique. Au migrant intégré, la patrie reconnaissante.

Et bien plus à Offenbach. Le Rhénan de Cologne ne voulait pas découvrir un nouvel opéra français, il voulait retrouver l'ancien. « Ressusciter le genre primitif et vrai » de la comédie XVIII^e, voilà le programme quand il fonde les Bouffes-Parisiens – au carré Marigny, à cause de quoi Rossini le nomme « petit Mozart des Champs-Élysées ». L'opéra bouffe italien « sacrifiait exclusivement à la gaité », dit-il, la comédie des Lumières « a sacrifié surtout à l'esprit ». Le seul esprit selon lui licencié et narquois. L'esprit parisien tombé directement du ciel dans le plumier d'un lutin à binocle et accent teuton. L'esprit, ce legs de Molière que nos vieux romantiques, qui se prenaient pour de jeunes Racine, avaient perdu.

Pour le retrouver, il n'en fallait qu'un, et ce fut celui-là. Violoncelle virtuose dès les langes, Jacob Offenbach aurait pu le rester jusqu'à la tombe, comme Paganini au violon. Ou devenir curé, comme Liszt au piano. Or non non. Admis trop jeune au conservatoire, il n'y fait que des bêtises et s'enfuit. Pareil dans la fosse de l'Opéra-Comique. Tout est blague chez ce zigzag indomptable. Hervé, l'inventeur de l'opérette, l'engage donc dans son théâtre. Devenu Jacques et compositeur, le loustic y trousse une chinoiserie intitulée *Ba-ta-clan*, qui le lance en 1855. Trois ans plus tard déboule *Orphée aux Enfers*, acide chez les dieux, galop dans les jambes, l'empire se lâche. Crescendo : *La Belle Hélène*, *La Vie parisienne*, *La Grande-Duchesse de Gérolstein*, *La Périhole* (livrets de Meilhac et Halévy, future paire de *Carmen*, imbat-

table). Même après Sedan et les tartes anti-Boches, Offenbach allume la République de *Voyage dans la Lune* en *Fille du tambour-major*, jusqu'aux fantastiques *Contes d'Hoffmann* qu'il n'aura pas le temps de finir.

Les saisons passent, voici 2019, son bicentenaire (1819-1880). Certains s'y sont pris tôt. À la rentrée, Tours osait les graves *Fées du Rhin*, Bordeaux enregistrait *La Périhole*, il y a eu *Belle Hélène* à Nancy et *Fantasio* à Montpellier. Le mois dernier, en plein djihad, Strasbourg exhumait *Barkouf*, une histoire de citadins qui se débarrassent de leur chef pour mettre à sa place le chien Barkouf, moins nul.

L'Odéon de Marseille déterre des trucs étonnants (connaissez-vous *La Fille du Cid* ? *La Leçon de chant électro-magnétique* ?). Mais comme l'anniversaire arrive en juin, c'est en juin que ça va chauffer : Laurent Pelly, offenbachant historique, met en scène *Barbe-Bleue* à Lyon. Rien à l'Opéra de Paris naturellement, la capitale retrouvera l'exquise *Madame Favart* en scène à l'Opéra-Comique et son jumeau *Maître Péronilla* en concert aux Champs-Élysées. À la rentrée, nouveaux *Contes d'Hoffmann* à Bordeaux et cætera.

En librairie aussi, la fête promet. Précurseur, le Castor astral vient de rééditer le *Voyage en Amérique*, écrit par Offenbach pendant sa dernière tournée. Un peu à Tocqueville ce qu'*Orphée aux Enfers* est à Gluck ! Page 94 : « Chose étrange pour le Parisien dépravé qui aime à suivre les femmes, personne à New York ne se permettrait d'emboîter un pas significatif derrière une jeune Yankee et encore moins de lui adresser la parole même pour lui offrir son parapluie. » #mitou en 1876. Toujours une blague d'avance. •

Voyagez

avec

VALEURS ACTUELLES

PROGRAMME 2019



PATAGONIE
Du 9 au 26 mars 2019
DÈS 5 490 €/PERS.



CROISIÈRE SUR LE NIL
Du 18 au 26 mars 2019
DÈS 1 998 €/PERS.



ALGÉRIE
Du 6 au 13 avril 2019
DÈS 2 458 €/PERS.



NORMANDIE 75^e DÉBARQUEMENT
Du 11 au 14 avril 2019
DÈS 864 €/PERS.



CHÂTEAUX DE LA LOIRE
Du 25 au 28 avril 2019
DÈS 996 €/PERS.



LIBAN
Du 9 au 14 mai 2019
DÈS 1 745 €/PERS.



CROISIÈRE DE LA RÉDACTION EN MÉDITERRANÉE
Du 22 septembre au 2 octobre 2019
DÈS 1 800 €/PERS.



VENDÉE
Du 12 au 15 septembre 2019
DÈS 998 €/PERS.



ARMÉNIE
Du 5 au 11 oct. 2019
DÈS 2 490 €/PERS.



SYRIE
Du 2 au 9 octobre 2019
DÈS 2 390 €/PERS.



CROISIÈRE SUR LE MEKONG
Du 9 au 21 décembre 2019
DÈS 5 000 €/PERS.

Complétez, découpez et envoyez ce coupon à : Valmonde - Voyage 2019 - 24 rue Georges Bizet 75116 Paris

Les voyages suivants m'intéressent :

- ☐ à la croisière en **PATAGONIE**
☐ à la croisière sur **LE NIL**
☐ au voyage en **ALGÉRIE**
☐ au voyage en **NORMANDIE**

- ☐ à la visite des **CHÂTEAUX DE LA LOIRE**
☐ au voyage au **LIBAN**
☐ à la croisière en **MÉDITERRANÉE**
☐ au voyage en **VENDÉE**

- ☐ au voyage en **ARMÉNIE**
☐ au voyage en **SYRIE**
☐ à la croisière **SUR LE MEKONG**

☐ Mme ☐ M. NOM : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Date de naissance : Téléphone :

E-mail :@.....

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

<http://abo.valeursactuelles.com/voyages.html>



“ Il y a quelque chose de pire que
d'avoir une mauvaise pensée.
C'est d'avoir une pensée toute faite. ”

CHARLES PÉGUY

*Un enseignement de qualité
Un excellent taux de réussite
Un esprit de cohésion*

PORTES OUVERTES

26 JANVIER & 2 MARS 2019

En savoir plus sur **ices.fr**



*Institut catholique de Vendée
Établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général (EESPIG)*